



RAPPORT ANNUEL 2025

www.coris-holding.com





VOUS OFFRIR **LE MEILLEUR**
DE LA BANQUE, AVEC
EXPERTISE ET DANS **LE CONFORT.**

SOMMAIRE

I.	GROUPE CORIS	7
II.	GOUVERNANCE	28
III.	FACTEURS CLES DE SUCCES ET LES LEVIERS STRATEGIQUES	46
IV.	RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	47
V.	RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE.....	57
VI.	CAPITAL HUMAIN	64
VII.	DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES.....	70
VIII.	CONFORMITE.	75
IX.	SYSTEME DE CONTROLE INTERNE.....	78
X.	RAPPORTS FINANCIERS	83
XI.	SYNOPTIQUE DU GROUPE	148



MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GROUPE

Chers Actionnaires,

En 2025, l'économie mondiale a évolué dans un contexte fragilisé par des déséquilibres structurels, des conditions financières restrictives et une fragmentation accrue des échanges internationaux. La croissance mondiale est estimée à **3,3%** en 2025 selon les Perspectives Économiques Mondiales du FMI publiées en janvier 2026.

Au sein de l'UEMOA, l'activité économique est restée robuste tirée par une demande intérieure dynamique et la bonne performance des secteurs clés tels que les services marchands et financiers ainsi que le BTP suivant les analyses de la BCEAO. Le PIB de l'Union, progresserait sur l'ensemble de l'année 2025 de **6,7%**, après une réalisation de **6,2%**

en 2024. Selon les prévisions du FMI, la tendance désinflationniste amorcée depuis 2022 se poursuivrait dans l'espace UEMOA et le taux d'inflation est projeté à **1,9%** en 2025 contre **3,3%** à fin 2024.

Dans la CEMAC, l'activité économique est restée modérée, pénalisée par la faiblesse de l'activité pétrolière, des marges budgétaires limitées et des fragilités structurelles persistantes. Selon les données du FMI, le PIB réel de la zone progresserait de **2,8%** en 2025, après une croissance d'environ **3,0%** en 2024. L'inflation poursuivrait sa détente pour se rapprocher de la cible communautaire, avec un taux projeté à **3,3%** en 2025 contre **3,8%** en 2024.

L'économie cap-verdienne devrait maintenir une dynamique de croissance soutenue, bien qu'en ralentissement par rapport à 2024. Après une progression de **7,2%** en 2024, le PIB devrait croître de **5,5%** en 2025, avant de s'établir à **4,8%** en 2026 selon les projections du FMI. L'inflation demeurerait maîtrisée à **1,5%** en 2025 et **2,0%** en 2026, après

1,0% en 2024, portée par la stabilité relative des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Selon les prévisions du FMI, l'économie gabonaise devrait ralentir en 2025, avec une croissance de **1,9 %** contre **3,4 %** en 2024, sous l'effet de la baisse des recettes pétrolières liée à la volatilité des cours et au recul de la production. La croissance du PIB est toutefois attendue à **2,6 %** en 2026. L'inflation demeurerait maîtrisée, à **1,4 %** en 2025 puis **2,5 %** en 2026.

En termes de perspectives sur l'année 2026, les projections tablent sur le maintien du dynamisme dans l'ensemble des secteurs, avec toutefois des effets des chocs climatiques, la volatilité des cours des matières premières qui pourraient fragiliser ces perspectives. La région reste confrontée à des tensions sécuritaires, en particulier dans le Sahel, et à des défis politiques liés à la stabilité institutionnelle et aux processus électoraux.

Les entités du Groupe Coris, ont une fois de plus en 2025, fait preuve de résilience dans ce contexte ponctué d'incertitudes et ont su saisir les opportunités qui se présentaient.

Le Groupe Coris a adopté en 2025 son nouveau Plan Stratégique « Bâtir un Avenir Durable » et son nouveau Schéma Directeur du Système d'Information et de la Stratégie Cloud. Également, un nouvel organigramme du Groupe incluant deux Directions Générales Adjointes a été validé. Pour soutenir le développement du Groupe, l'ouverture du capital de Coris Holding à un fonds d'investissement permet de renforcer les fonds propres de **32,8 milliards FCFA**. L'exercice 2025 a enregistré le lancement des filiales de méso finance en Côte d'Ivoire et au Bénin renforçant son ancrage dans le financement de l'économie au sein de l'UEMOA en général et des PME en particulier. Le rapprochement entre Coris Holding et Coris Africa permet au Groupe la prise de contrôle de la filiale bancaire de CBI Tchad et son intégration dans les chiffres consolidés.

Sur recommandation de la Commission bancaire de l'UMOA, Coris Holding a entamé un processus de simplification de son organisation capitalistique qui a conduit en 2025 au rachat des actions de CBI Mali, CBI Togo et CMF Côte d'Ivoire détenues par CBI Côte d'Ivoire.

En termes de produits et services, toutes les filiales bancaires du Groupe au sein de l'UEMOA ont intégré la Plateforme Interopérable du Système des Paiements Instantanés (PI SPI) de la BCEAO dès

son lancement.

Très Chers Actionnaires,

Au terme de l'exercice 2025, l'activité de Coris Holding a permis d'enregistrer des performances globalement solides, traduites par les indicateurs suivants :

- un chiffre d'affaires de **23,2 milliards FCFA**, en progression de **18,7%** en glissement annuel, représentant **91,6%** des prévisions budgétaires ;
- des produits financiers s'établissant à **28,2 milliards FCFA**, en repli de **10,4%** par rapport à 2024 ;
- un résultat net bénéficiaire de **23,5 milliards FCFA**, contre **21,7 milliards FCFA** à fin décembre 2024, soit une évolution de **+7,4%** ;
- un total bilan de **260,2 milliards FCFA**, en hausse de **17,1%** (+38,0 milliards FCFA) par rapport à 2024.

Au niveau consolidé, les performances enregistrées en 2025 traduisent à la fois l'élargissement du périmètre, marqué par l'intégration de la filiale du Tchad ainsi que des nouvelles entités de Méso-finance en Côte d'Ivoire et au Bénin, et la bonne tenue des activités des entités existantes.

Ainsi, à la lecture des états financiers consolidés au 31 décembre 2025, il ressort des indicateurs particulièrement appréciables :

- un Produit Net Bancaire de **320,2 milliards FCFA**, en croissance de **21,2%** (**+12% à périmètre constant**) ;
- un résultat net consolidé de **114,0 milliards FCFA**, en progression de **48,6%** (+37,3 milliards FCFA) et de **47%** (+36 milliards FCFA) à périmètre constant, correspondant à un taux de réalisation de **88,5% des objectifs budgétaires** ;
- un total bilan de **7 724,2 milliards FCFA**, en hausse de **21,9%** (+1 386,6 milliards FCFA) et de **15%** (+957 milliards FCFA) à périmètre constant.

Chers Actionnaires,

Les perspectives économiques mondiales pour 2026 demeurent globalement stables, avec une croissance projetée à **3,3%**, selon le Fonds Monétaire International, tandis que l'inflation poursuivrait sa trajectoire baissière pour s'établir à **3,8%**.

Au sein de l'UEMOA, la croissance économique est attendue à **5,6%** en 2026, après **5,9%** en 2025.

Néanmoins, le contexte reste marqué par des défis persistants, notamment la situation sécuritaire, les tensions dans le secteur énergétique ainsi que les effets croissants des dérèglements climatiques, susceptibles d'impacter la dynamique économique de la sous-région.

Dans ce contexte, les orientations stratégiques du Groupe Coris pour l'exercice 2026 s'articuleront principalement autour des axes suivants :

- le renforcement de la dynamique commerciale, en intensifiant la proximité avec la clientèle ;
- l'optimisation de la gestion de la liquidité et des opérations de trésorerie ;
- l'accélération de la mobilisation des ressources, à travers la mise en œuvre rigoureuse des stratégies définies au niveau du Groupe et des entités ;
- le renforcement du dispositif de gestion des risques et de la conformité, notamment par une surveillance accrue des engagements, une sélectivité renforcée, une couverture adéquate des risques, ainsi que la réduction des concentrations, en particulier sur les expositions souveraines ;
- la poursuite du développement des offres digitales, accompagnée d'une stratégie commerciale visant une adoption massive et une augmentation des commissions ;
- la diversification et l'intensification des sources de revenus de commissions afin d'accroître leur contribution au Produit Net Bancaire ;
- l'amélioration de la maîtrise des risques juridiques, notamment par un suivi rigoureux des dossiers sensibles et le strict respect des procédures ;
- la dynamisation des actions de recouvrement, via une mise en œuvre diligente des stratégies définies ;
- la poursuite du développement de la finance islamique ;
- le déploiement du dispositif ESG, incluant la finance durable, la finance verte et la gestion des risques climatiques ;
- l'amélioration continue de la qualité de service, des parcours clients et des délais de traitement des réclamations ;

- le maintien et le renouvellement des certifications obtenues, gage de conformité aux meilleurs standards internationaux.

Par ailleurs, le Groupe poursuivra ses initiatives d'expansion et de renforcement de ses capacités à travers :

- la prise en main opérationnelle de la supervision de la filiale BCA au Cap-Vert ;
- le lancement des activités de CBI Gabon au second semestre 2026, ainsi que l'ouverture de CBI Cameroun au premier semestre 2027, sous réserve de l'obtention de l'agrément attendu courant 2026 ;
- le démarrage des activités de CMF Sénégal au cours du dernier trimestre 2026 ;
- la poursuite de la simplification de l'organigramme capitalistique à travers l'acquisition des actions détenues par CBI SA dans les filiales de Côte d'Ivoire, Togo, Mali, Bénin, Sénégal et CMF Burkina ;
- le renforcement du capital social de CBI Sénégal d'ici la fin de l'exercice 2026 ;
- l'identification et la concrétisation de projets d'acquisition de filiales bancaires en Afrique à l'image des projets sur la Gambie et le Libéria en cours.

Pour l'exercice 2026, l'accompagnement des organes délibérants et des actionnaires, conjugué à la supervision par Coris Holding et à l'engagement constant des collaborateurs, permettra au Groupe de relever avec succès les défis qui s'imposent au secteur bancaire et de la méso finance.

Je tiens à adresser mes sincères remerciements aux Membres du Conseil d'Administration et de ses comités spécialisés pour leurs orientations, leurs recommandations avisées et leur accompagnement constant.

Mes remerciements vont également à la Direction Générale de Coris Holding ainsi qu'à l'ensemble des collaborateurs du Groupe, pour leur engagement, leur professionnalisme et leur détermination.

Le Président du Conseil d'Administration

Monsieur Idrissa NASSA



GROUPE CORIS

I. GROUPE CORIS

Coris Holding est une Compagnie Financière agréée par la Commission Bancaire de l'UMOA. Ses principales activités s'organisent autour du secteur bancaire sous l'enseigne **Coris Bank International** avec huit (08) filiales dans les zones d'implantation suivantes : au **Bénin**, au **Burkina Faso** (filiale cotée à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières), en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, au **Mali**, au **Sénégal**, au **Tchad** et au **Togo** et deux (02) succursales en **Guinée Bissau** et au **Niger**.

Conformément à sa stratégie d'expansion, le Groupe a porté ses filiales à neuf (09) en 2026 avec l'acquisition de la **Banco Comercial do Atlântico** du **Cap Vert** en janvier 2026.

Dans le cadre de la massification des services financiers pour une meilleure inclusion financière, source de croissance économique, Coris Holding a lancé depuis 2019 une société dédiée à la Mésio Finance, sous le label **Coris Mésio Finance**.

Coris Holding comprend aussi une branche de Finance Islamique, **Coris Bank International Baraka**, présente actuellement dans neuf (09) pays d'implantation, dans le but d'offrir à la population des solutions alternatives de financement.



Le Pôle Banque

Coris Bank International intervenant dans l'activité de banque conventionnelle avec onze (11) filiales et succursales bancaires opérationnelles en Afrique.

Aussi, deux (2) filiales sont en cours d'ouverture au Gabon et au Cameroun

Coris Bank International Baraka qui est une activité spécifique axée sur la finance islamique et présente dans neuf (9) filiales.



Le Pôle Mésio finance

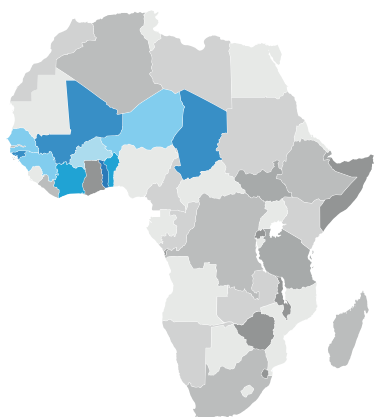
Coris Mésio Finance avec trois (3) filiales opérationnelles (au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Bénin) et une filiale en cours d'ouverture au Sénégal.

Le Groupe Coris, c'est :

10 pays de présence

Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal, Togo, Niger, Guinée, Guinée Bissau, et le Tchad.

Le Cap Vert prévu pour janvier 2026 et le Gabon en cours de l'année.



**12 filiales et succursales**

dont 10 bancaires et 3 méso finance avec plusieurs filiales bancaires et méso finance en projet.

En plus de :

**200 agences****1200 employés****1, 2 millions de clients****1 million de Wallets**

Un capital social passé de **vingt-cinq milliards (25 000 000 000) de francs CFA** à **vingt-six milliards cent soixante un millions cinq cent mille (26 161 500 000) francs CFA**.

Le siège social :

Ouaga 2000, Imm. Coris Bd de l'Insurrection Populaire des 30 et 31 octobre 2014

01 BP 6092 Ouagadougou, Burkina Faso

Tél. : +226 25 49 10 00

Fax : +226 25 31 62 68

E-mail : contact@coris-holding.com



1. Vision

Être le Groupe bancaire et financier panafricain de *référence*, leader dans les offres bancaires, de méso finance et dans l'innovation.

2. Missions

Le Groupe Coris profondément engagé à transformer le paysage financier africain, est animé par une mission claire et ambitieuse :



• Développement Durable

Contribuer au développement durable des économies africaines et promouvoir l'inclusion financière grâce à des solutions innovantes et adaptées aux besoins des clients.



• Impact socio-économique et environnemental

Renforcer l'impact socio-économique et environnemental des activités du Groupe diffusé par une communication institutionnelle appropriée et adaptée.

3. Valeurs

C

Confiance

Base de toute relation, elle désigne le modèle de gestion et de gouvernance du Groupe Coris qui s'emploie à communiquer aussi bien avec l'ensemble du personnel que tous les partenaires dans un climat de confiance.

O

Originalité

Le Groupe Coris a une approche différente et singulière pour fournir le service à la clientèle. Il va au-delà des attentes des clients à travers des innovations en permanence.

R

Responsabilité

Le Groupe Coris tient ses engagements vis-à-vis de toutes ses parties prenantes et garde à l'esprit sa responsabilité sociétale.

I

Intégrité

L'honnêteté et l'attachement aux règles de bonne conduite de l'institution favorisant des rapports basés sur la confiance.

S

Sociabilité

Le Groupe Coris est une famille dans laquelle les bonnes relations qu'entretiennent les membres et leur implication sont nécessaires pour satisfaire les clients et plus globalement l'ensemble des parties prenantes pour aboutir à l'excellence.

4. Pôle Banque

4.1. Banque Conventionnelle

Au cours de l'exercice 2025, l'environnement économique et sécuritaire dans la sous-région est demeuré globalement contraignant, en particulier dans certains pays du sahel, impactant ainsi le dynamisme de l'activité bancaire, notamment en matière de financement.

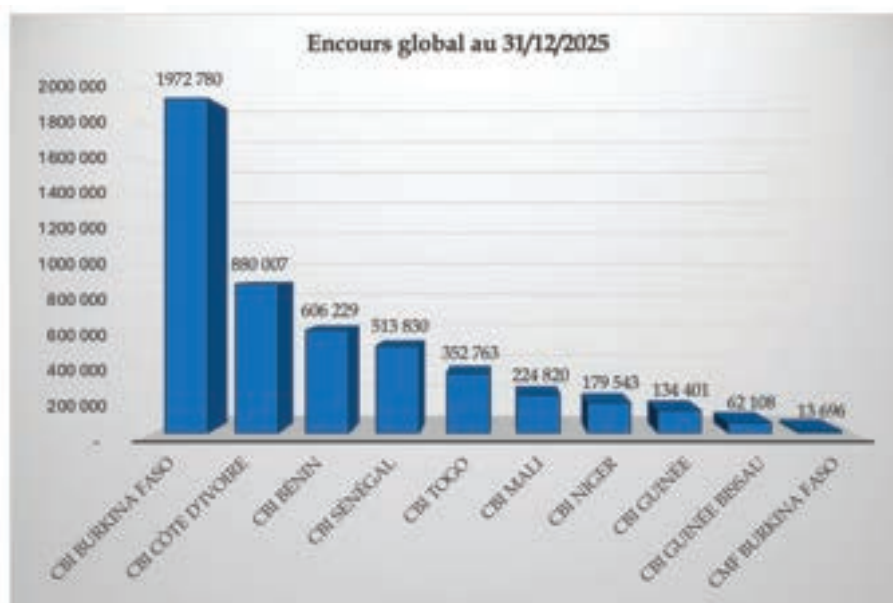
Dans ce contexte, le Groupe affiche néanmoins une bonne résilience, avec un encours global consolidé qui s'établit à **4 940 178 millions de francs CFA**, soutenu à la fois par les activités au bilan et hors bilan. La progression des engagements reste tirée principalement par les filiales les plus dynamiques, notamment CBI Burkina Faso, CBI Côte d'Ivoire, CBI Bénin et CBI Sénégal, qui concentrent une part importante du portefeuille.

Par ailleurs, la contribution du hors bilan demeure significative et témoigne du développement des activités d'engagements par signature, venant renforcer le positionnement du Groupe sur ses marchés. Toutefois, certaines filiales affichent des niveaux d'activité plus modérés, traduisant des réalités économiques locales contrastées.

Ainsi, malgré un environnement peu favorable, le Groupe parvient à consolider ses acquis et à maintenir une trajectoire de croissance, illustrant la solidité de son modèle et la diversification de ses implantations.

4.1.1. Situation des encours au 31/12/2025

Filiales / Succursales	Situation au 31/12/2025 en million		
	Total Bilan	Hors bilan	Encours global
CBI Burkina Faso	1 303 671	669 109	1 972 780
CBI Côte d'Ivoire	595 615	284 391	880 007
CBI Bénin	354 366	251 863	606 229
CBI Sénégal	345 747	168 083	513 830
CBI Mali	143 532	81 289	224 820
CBI Togo	260 123	92 641	352 763
CBI Niger	111 415	68 129	179 543
CMF Burkina Faso	12 615	1 081	13 696
CBI Guinée	49 552	84 849	134 401
CBI Guinée Bissau	50 578	11 531	62 108
Total Groupe	3 227 213	1 712 965	4 940 178



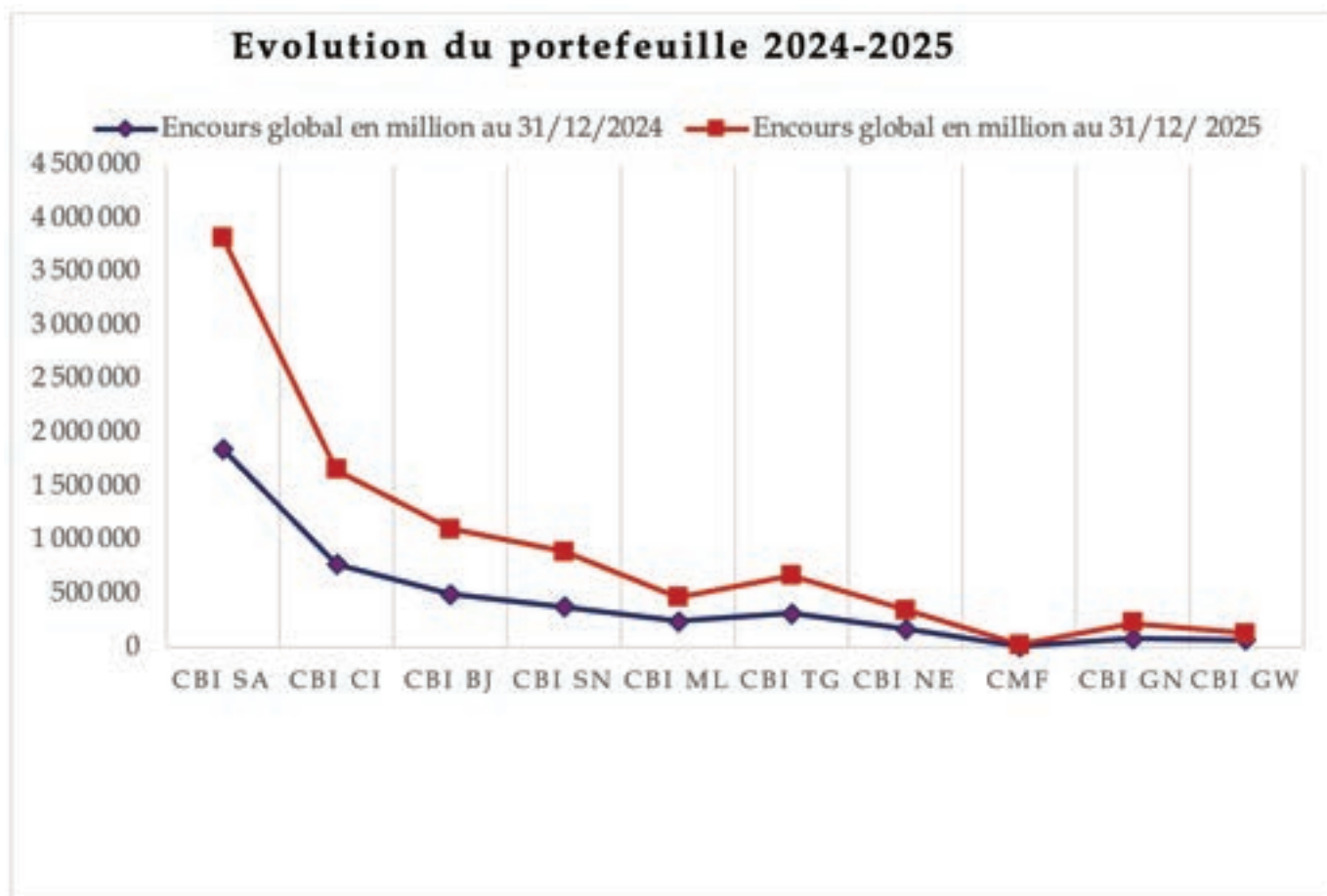
4.1.2. Situation évolution des encours 2024 – 2025

Au terme de l'exercice 2025, l'encours global consolidé du Groupe s'établit à **4 940 178 millions**, en progression de 11,3% par rapport à 2024, traduisant une dynamique commerciale globalement favorable malgré un environnement économique contrasté.

Cette croissance est principalement portée par plusieurs filiales affichant des performances soutenues, notamment CBI Guinée avec une hausse remarquable de 49,3 %, CBI Sénégal (+34,3%) et CBI Bénin (+21,2%). CBI Côte d'Ivoire (+13,4%) et CBI Togo (+9,7%) contribuent également de manière significative à cette évolution.

Dans l'ensemble, la croissance enregistrée en 2025 reflète la capacité du Groupe à s'appuyer sur ses filiales les plus dynamiques pour compenser les contre-performances observées sur certains marchés, tout en maintenant une trajectoire de développement positive.

Filiales / Succursales	Encours global en million au 31/12/2024	Encours global en million au 31/12/ 2025	Variation
CBI SA	1 857 278	1 972 780	6,20%
CBI CI	776 141	880 007	13,40%
CBI BJ	500 344	606 229	21,20%
CBI SN	382 473	513 830	34,30%
CBI ML	246 792	224 820	-8,90%
CBI TG	321 628	352 763	9,70%
CBI NE	176 301	179 543	1,80%
CMF	16 925	13 696	-19,10%
CBI GN	90 036	134 401	49,30%
CBI GW	70 704	62 108	-12,20%
Total Groupe	4 438 621	4 940 178	11,30%



4.1.3. Répartition sectorielle des encours au 31/12/2025

Le secteur du commerce demeure prédominant et concentre 22,96% des encours, confirmant son rôle central dans le portefeuille du Groupe. Il est suivi par le secteur de la construction (notamment les activités de BTP) avec 16,40%, puis par les activités des administrations publiques qui représentent 11,95%.

À eux trois, ces secteurs totalisent près de 51,31% des encours, traduisant une forte concentration sur les activités commerciales, les infrastructures et le secteur public.

Par ailleurs, d'autres secteurs contribuent de manière significative à la diversification du portefeuille, notamment les activités de fabrication (7,96%), la production et distribution d'électricité (6,68%) ainsi que les activités extractives (5,13%).

Les autres secteurs présentent des poids plus modérés, chacun inférieur à 5%, illustrant une certaine dispersion des engagements sur des niches d'activité variées.

Secteurs	Situation en million au 31/12/2025			
	Total bilan brut	Hors bilan	Total	Poids
Commerce	658 167	475 927	1 134 094	22,96%
Construction	332 894	477 277	810 172	16,40%
Activités des administrations publiques	537 251	53 200	590 450	11,95%
Activités de fabrication	190 221	203 112	393 333	7,96%
Production et distribution d'électricité	128 356	201 718	330 074	6,68%
Activités extractives	198 643	54 915	253 557	5,13%
Activités immobilières	178 338	15 687	194 025	3,93%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	141 941	39 633	181 574	3,68%
Information et communication	126 945	34 736	161 681	3,27%
Enseignement	157 818	442	158 259	3,20%
Transports et entreposage	98 400	52 344	150 744	3,05%
Agriculture, sylviculture, pêche	131 199	8 292	139 491	2,82%
Activités financières et d'assurance	74 346	36 008	110 353	2,23%
Activités spéciales des ménages	91 509	7 328	98 838	2,00%
Autres activités de services non classés ailleurs	40 013	36 783	76 796	1,55%
Activités pour la santé humaine	71 154	576	71 730	1,45%
Hébergement et restauration	30 254	883	31 138	0,63%
Activités artistiques, sportives et récréatives	29 467	256	29 723	0,60%
Activités de services de soutien et de bureau	4 379	9 505	13 884	0,28%
Production et distribution d'eau, assainissement	3 100	4 343	7 443	0,15%
Créances rattachées	2 275	0	2 275	0,05%
Activités des organisations extraterritoriale	545	0	545	0,01%
Total Général	3 227 213	1 712 965	4 940 178	100%

4.2. Finance Islamique

L'exercice 2025 s'inscrit dans une phase de consolidation majeure pour l'économie mondiale, marquée par une croissance de 2,8% qui, bien que stable par rapport aux deux années précédentes, témoigne de la résilience des marchés face aux pressions inflationnistes résiduelles et aux défis de soutenabilité de la dette dans les pays en développement. Dans ce sillage, la zone de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) s'est distinguée par son dynamisme, avec un taux de croissance projeté à 6,3% par la BCEAO, offrant un cadre macroéconomique propice à l'expansion de services financiers éthiques. Cette vitalité régionale a permis à l'industrie de la finance islamique de confirmer son rôle de moteur de croissance inclusive, s'inscrivant dans une tendance mondiale où les actifs financiers islamiques devraient atteindre 5 400 milliards d'euros à l'horizon 2026.

Pour le Groupe Coris, cet environnement a constitué un terreau favorable à la poursuite du déploiement de son modèle de finance participative, tout en mettant en exergue la nécessité d'une agilité accrue face aux disparités opérationnelles observées localement.

Au cœur de ce dispositif, la stratégie de maillage géographique du segment finance islamique du Groupe a franchi la zone UEMOA, avec l'ouverture de la branche de finance islamique en Guinée, portant notre réseau à huit (08) entités dédiées, opérant sous l'enseigne **Coris Bank International Baraka**. Cette expansion s'est accompagnée d'une stabilité du Produit Net Bancaire (PNB) avec une hétérogénéité marquée selon les filiales.

Les performances des filiales, au cours de l'exercice 2025, sont contrastées : certaines filiales dépassent leurs budgets grâce à un

contrôle efficace des coûts et à une croissance ciblée du PNB (CBI Togo, CBI Sénégal, CBI Niger), tandis que d'autres restent nettement en retrait (CBI SA, CBI Côte d'Ivoire, CBI Bénin, CBI Mali), ce qui amplifie l'écart par rapport aux objectifs globaux. L'analyse du Produit Net Bancaire (PNB) 2025 confirme qu'une part prédominante des revenus reste basée sur des commissions de services, alors que la marge de profit sur financements demeure un levier de croissance à optimiser.

L'analyse des agrégats financiers au 31 décembre 2025, révèle une mobilisation de ressources dynamique (+16,3%) soit **112,6 milliards FCFA**, illustrant la confiance croissante de la clientèle envers des solutions de dépôt et d'investissement conformes aux principes de la finance islamique, telles qu'offertes par le Groupe.

Le segment Hadj a, une fois de plus, joué un rôle de catalyseur financier durant cet exercice. Avec une collecte de ressources s'élevant à près de **24,8 milliards FCFA**, une exécution de transferts en devises de plus de **17 milliards FCFA** et une génération de commissions de **145 millions FCFA**, ce marché demeure un pilier de rentabilité.

Toutefois, l'analyse objective de ces chiffres révèle une forte concentration sur un nombre restreint de filiales historiques. Cette dépendance à une activité saisonnière et géographique ciblée expose le Groupe à une volatilité conjoncturelle. La réussite de ce segment ne doit pas occulter l'impératif de diversification du fonds de commerce, afin que chaque branche puisse générer des revenus stables tout au long de l'année, indépendamment des cycles du pèlerinage.

Parallèlement, les encours de financements ont connu une hausse significative (+21,9%) soit **71,5 milliards FCFA**, orientée prioritairement vers le soutien aux PME et aux secteurs structurants de l'économie locale.

Cependant, l'examen des bilans révèle une hétérogénéité marquée dans la transformation des ressources. La frilosité relative du

déploiement des concours s'explique en partie par une exigence de sélectivité rigoureuse face à un environnement de risques mouvant, mais aussi par une offre de financement qui doit gagner en agilité pour mieux répondre aux besoins spécifiques des PME/PMI de l'économie réelle.

Sur le plan de la gouvernance, l'exercice a été marqué par un renforcement du dispositif de gouvernance charaïque, chaque branche s'étant désormais dotée d'un Chargé de conformité charaïque.

Les réalisations de l'année 2025, tant sur le plan du développement du fonds de commerce que de la solidité des résultats nets, positionnent le Groupe dans une dynamique d'excellence au sein de l'industrie financière africaine. Malgré les défis identifiés en matière de transformation des ressources et de concentration sectorielle, les bases d'une croissance pérenne sont solidement établies. L'exercice clôturé trace ainsi la voie pour une année 2026 résolument tournée vers l'innovation sur le marché financier des capitaux, la digitalisation, l'optimisation continue de la qualité de service et une diversification accrue du portefeuille de la finance islamique.

5. Pôle Mésio Finance

L'exercice 2025 s'est déroulé dans un environnement économique mondial caractérisé par une dynamique de stabilisation progressive, après plusieurs années marquées par des chocs exogènes majeurs (pandémie, tensions géopolitiques, inflation). Selon les dernières perspectives du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale, la croissance mondiale s'est située autour de 2,8%, traduisant une résilience relative de l'économie globale malgré des conditions financières encore restrictives et une pression persistante sur la soutenabilité de la dette, notamment dans les économies en développement.

La zone de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) se distingue particulièrement avec une croissance projetée entre 6% et 6,5%

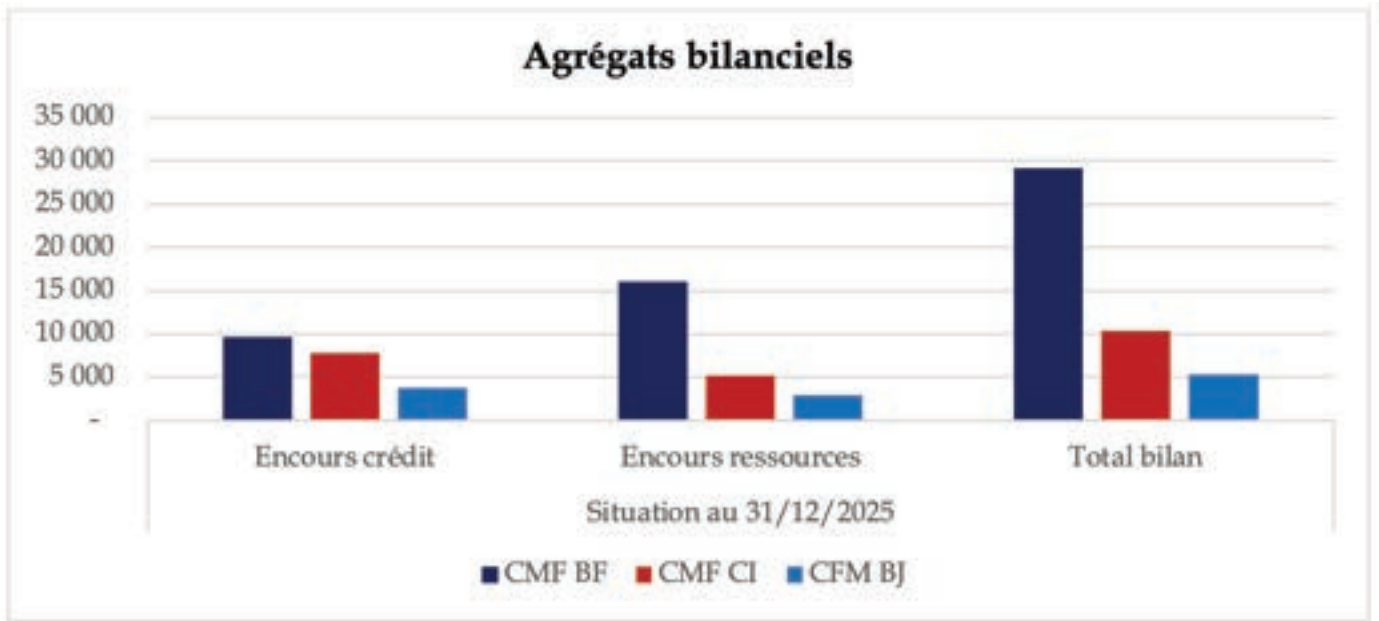
selon la BCEAO, soutenue par les investissements publics, l’expansion des infrastructures et le renforcement progressif des systèmes financiers.

Au Burkina Faso, malgré un environnement sécuritaire et politique toujours difficile, l’économie poursuit sa résilience en s’inscrivant dans une dynamique de croissance, soutenue par les secteurs agricole et extractif ainsi que par les efforts de consolidation budgétaire. Les analyses du ministère des Finances et des partenaires techniques mettent en évidence, comme dans la plupart des économies des pays en voie de développement, la nécessité d’un renforcement accru de l’inclusion financière, notamment en faveur des PME, des acteurs du secteur informel et des segments insuffisamment desservis par le système bancaire classique.

C’est dans ce contexte que le pôle MésO finance a connu en 2025 une phase d’expansion structurante, marquée par le renforcement significatif de son maillage régional. En effet, en complément de la filiale historique du Burkina Faso, le Groupe a procédé à l’ouverture de nouvelles filiales en Côte d’Ivoire et au Bénin, traduisant une volonté affirmée de positionner la méso finance comme un pilier stratégique de développement au sein du groupe.

5.1. Agrégats bilanciaux

Montant en millions FCFA	Situation au 31/12/2025		
Filiale CMF	Encours crédit	Encours ressources	Total bilan
CMF BF	9 670	16 085	29 169
CMF CI	7 759	5 245	10 332
CFM BJ	3 802	2 935	5 287
Total Pôle MésO Finance	21 231	24 264	44 789



L'entrée en exercice des deux nouvelles filiales à savoir celle du Bénin et de la Côte d'Ivoire a eu un impact significatif sur le pôle Mésio Finance qui s'est vu ainsi renforcé :

- les encours crédits sont passés à 21 231 millions FCFA contre 11 857 millions FCFA en 2025, soit une progression de 79%;
- les encours ressources se sont affichés à 24 264 millions FCFA alors qu'ils étaient de 12 183 millions FCFA une année auparavant, soit une progression de 99%;
- Le total bilan a doublé en passant de 22 102 millions FCFA en 2024 à 44 789 millions.

5.2. Comptes de résultat

Montant en millions FCFA	Situation au 31/12/2025		
Filiale CMF	PNB	Charges d'exploitation	Résultat net
CMF BF	1 858	1 578	183
CMF BJ	422	755	-333
CMF CI	667	846	-183
Total Pôle Mésio Finance	2 947	3 179	-334

Le pôle méso finance a connu une année déficitaire sous l'impact de ses filiales en début d'activité (CMF Bénin et CMF Côte d'Ivoire) dont les premiers exercices ont été négatifs.

Il convient cependant de souligner la bonne dynamique sur Coris Mésio Finance Burkina Faso qui après un exercice 2024 difficile, a renoué avec la rentabilité avec un résultat bénéficiaire de 183 millions FCFA.

Ces indicateurs de performance traduisent la nécessité d'insuffler une nouvelle dynamique commerciale au sein du pôle Mésio finance.

5.3. Perspectives

Partant de ce constat, la Direction Générale de la Holding a engagé une série de mesures de redynamisation de ce pôle, matérialisée notamment par la création d'une Direction dédiée à la méso finance au niveau de la Holding.

A cet effet, une feuille de route claire et structurée a été définie et s'articule autour des objectifs suivants :

- bâtir un modèle type de Mésio finance alliant à la fois rentabilité, croissance et qualité de risque qui servira de référence non seulement aux entités existantes mais aussi à celles à venir ;
- garantir la rentabilité des filiales existantes dès cet exercice 2026 et de façon durable ;
- positionner dans un horizon de 3 ans nos filiales dans les tops 5 de leurs marchés respectifs.

Pour la mise en œuvre de ce plan de redynamisation, dès sa prise de fonction, le Directeur de la méso finance a entrepris au sein des filiales, une mission de diagnostic qui a abouti à la production d'un rapport et d'un plan d'actions de relance des filiales, à la présentation d'axes stratégiques pour la méso finance et à la proposition d'un modèle type de méso finance.

Dans le cadre de l'exécution de ce plan de relance des filiales, des réajustements sur les budgets 2026 ont été opérés, dans une logique d'alignement plus réaliste des objectifs avec leurs capacités opérationnelles, afin de renforcer leurs perspectives de rentabilité et de sécuriser l'atteinte de l'équilibre financier.

GROUPE CORIS



**Au service du développement
des économies africaines**

7. Faits marquants

7.1. Au plan externe

	Environnement économique
Janvier-25	• Obtention d'un financement de la Banque Mondiale de 167 millions USD (150 millions USD de crédit IDA + 17 millions USD de dons du GFF) pour soutenir le Projet de Renforcement de la Performance et de la Résilience du Système de Santé (PRPRSS) <i>Burkina Faso</i> ; • Déblocage de 115 milliards de GNF pour soutenir les agriculteurs et les éleveurs à l'occasion de campagne agricole 2025, <i>Guinée</i> ; • Lancement des travaux de construction de la première raffinerie d'alumine dans la préfecture de BOFFA intégrant la construction d'un quai d'expédition d'une capacité de 35 000 tonnes à un coût estimé à 1,3 milliard USD avec une création de plus de 1000 emplois, <i>Guinée</i> ; • Découverte d'un gisement de 185 millions de tonnes de bauxite dans les zones de Mamou, Dalaba et Tougué, <i>Guinée</i> ; • Signature d'un accord de financement de 200 millions USD avec la Banque Mondiale en faveur des projets eau et assainissement, <i>Guinée</i> ; • Suspension des activités de Barrick Gold, <i>Mali</i> ; • Dissolution des organes de la Chambre des Mines, <i>Mali</i> ; • Démarrage de l'exploitation du gaz de GTA pour stimuler la croissance du <i>Sénégal</i> en 2025 ; • Signature par la <i>Côte d'Ivoire</i> d'un accord de financement avec la Banque Européenne d'Investissement pour un montant de 200 millions EUR.
Février-25	• Réaffirmation par Fitch Ratings de la notation de la <i>Côte d'Ivoire</i> à « BB- » ; • Signature d'un accord de don d'un montant de 11 millions USD entre la BAD et l'Etat du <i>Tchad</i>, pour le renforcement de la stabilisation du bassin du Lac <i>Tchad</i> ;
Mars-25	• Signature d'un accord pour la création d'une banque d'investissement sahélienne avec un capital d'un (1) milliard USD lors du sommet économique de l'AES à Ouagadougou. <i>Burkina Faso</i> ; • Octroi de 1,853 milliards FCFA à la <i>Côte d'Ivoire</i> par la BAD ; • Levée de 1,75 milliard de dollars à travers l'émission d'un Eurobond d'une maturité finale de 11 ans dont l'échéance est fixée à 2036, <i>Côte d'Ivoire</i> ; • Financement de huit (08) projets de développement durable par le Japon à hauteur de 6,6 milliards de FCFA, <i>Mali</i> ; • Lancement du projet d'électrification de douze (12) villes avec le soutien de la Banque Mondiale, <i>Tchad</i>.

Avril-25	- Signature d'un accord avec le FMI ouvrant la voie à un décaissement de 740 millions USD pour soutenir les réformes économiques et climatiques, <i>Côte d'Ivoire</i> ; - Décaissement de 74 milliards par le FMI au titre du crédit express pour le compte du <i>Mali</i> ; - Levée de 20 milliards FCFA sur le marché des titres publics de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA), <i>Togo</i>.
Mai-25	- Tenue de Africa CEO Forum, édition 2025 les 12 et 13 mai, <i>Côte d'Ivoire</i> ; - Octroi de 30 milliards FCFA par la BOAD pour soutenir le secteur de l'Energie, <i>Mali</i> ; - Financement à hauteur de 26,5 millions d'euros par la BAD d'une nouvelle centrale solaire à Sokodé, <i>Togo</i> ;
Juin-25	- Obtention d'un crédit de 133 milliards FCFA auprès de la Banque Mondiale pour la réalisation du tronçon Diéma-Sandaré, <i>Mali</i> ; - Mobilisation de ressources à travers un emprunt obligataire d'un montant de 300 milliards FCFA par l'intermédiaire du Trésor public procédant à un Appel Public à l'Epargne (APE), <i>Sénégal</i> ; - Obtention d'un financement concessionnel de 100 millions USD auprès de la Banque Mondiale pour transformer la mobilité urbaine à Dakar et dans les villes secondaires, <i>Sénégal</i> ; - Levée de 22 milliards FCFA sur le marché financier régional, <i>Togo</i> ;
Juillet-25	- Création de la Banque Africaine de l'Énergie (BAE) officiellement actée en Côte d'Ivoire lors d'un Conseil des ministres, <i>Côte d'Ivoire</i> ; - Renforcement de la connectivité numérique en Afrique : plus de 240 milliards de F CFA de prêts accordés à Maroc Telecom pour soutenir ses filiales au <i>Tchad et au Mali</i> ; - Réhabilitation et l'entretien de près de 20 000 km de routes à travers le pays, dans le cadre de sa Politique de Développement Durable et d'Intégration Territoriale, l'État malien s'apprête à injecter 182 milliards F CFA, <i>Mali</i> ; - Présentation par le gouvernement du plan « Tchad Connexion 2030 », un programme d'investissement de 1,5 milliard de dollars pour accélérer la transition numérique du Tchad, avec un accent particulier sur la numérisation du secteur minier, <i>Tchad</i> ;
Sep-tembre-25	Reprise des vols Royal Air Maroc vers N'Djamena après cinq ans d'interruption, <i>Tchad</i> ;
Octobre-25	Approbation par la Banque mondiale d'un don de 100 millions de dollars pour stimuler la croissance et faciliter l'accès au financement des micros, petites et moyennes entreprises au <i>Tchad</i> ;
No-vembre-25	La Banque Africaine de Développement a accordé un prêt de 38,92 millions d'euros à la <i>Côte d'Ivoire</i> pour financer le projet PAGOCI, destiné à améliorer la gouvernance économique, optimiser les ressources publiques et intégrer les enjeux climatiques et de genre, afin d'accompagner le pays dans son ambition d'accéder au statut d'économie à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2030.

Dé- cembre-25	Classement de l'agence de notation Fitch Ratings de la <i>Côte d'Ivoire</i> parmi les économies subsahariennes les mieux notées, aux côtés du Botswana et de l'Afrique du Sud.
	Environnement politique, social et sécuritaire
Octobre-25	Réélection du Président sortant Alassane Ouattara avec une large majorité (89,77 % des voix), <i>Côte d'Ivoire</i>.
No- vembre-25	- Campagne électorale et tenue des élections générales, <i>Guinée Bissau</i> ; - Renversement du Président Umaro Sissoco Embaló à la suite du Coup de force militaire consécutif aux élections du 23 novembre 2025, ayant suspendu le processus de proclamation des résultats des élections générales, <i>Guinée Bissau</i> ;
	Environnement bancaire
Janvier-25	Ouverture d'une agence de la BCEAO à Kayes, <i>Mali</i>.
Février-25	Création de la Banque de Développement du Trésor (BDT) au capital de 50 milliards FCFA, <i>Burkina Faso</i> ;
Avril-25	Création d'une Banque Nationale d'Investissement (BNI) pour soutenir les PME, <i>Togo</i>.
Mai-25	Election de Monsieur SIDI OULD TAH à la présidence de la BAD.
Juin-25	Décision de la baisse des taux directeurs de 25 points de base, prenant effet le 16 juin 2025 prise par le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO à sa session du 04 juin 2025. Le taux principal est passé ainsi de 3,50% à 3,25%, <i>Côte d'Ivoire</i>.
Sep- tembre-25	Lancement officiel de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI) dans l'espace UEMOA (30 septembre 2025), <i>Dakar</i> ;
Octobre-25	- Tenue du 1^{er} Salon de la monétique au <i>Mali</i> ; - Reduction du taux d'usure à 14 % au lieu de 15 %, <i>Mali</i> ;
No- vembre-25	- Annonce de la Banque Mondiale d'une injecte de 897 millions USD pour la diversification économique, <i>Guinée</i> ; - Tenue de la Journée Nationale du Banquier Tchadien sous le patronage du Secrétaire d'État aux Finances, M. Ali Djadda Kampard, qui a rappelé d'emblée le rôle stratégique du secteur bancaire dans le développement économique du pays, <i>Tchad</i>.
Dé- cembre-25	- Décision du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO de maintenir le taux directeur à 3,25%, le taux du guichet de prêt marginal à 5,25% ainsi que le coefficient des réserves obligatoires des banques à 3,0% ; - Création d'une Banque Confédérale Régionale (AES) destinée à mobiliser des ressources pour l'infrastructure, énergie et sécurité économique entre <i>Mali, Burkina Faso</i> et <i>Niger</i>.

	Environnement fiscal
Janvier -25	• Application d'exonérations fiscales pour soutenir les secteurs stratégiques (agriculture, tourisme, infrastructures), <i>Burkina Faso</i> ; • Entrée en vigueur de la taxe sur les transferts et crédits TELCO, <i>Mali</i> ;
Février-25	• Mise en place du système de facturation électronique par la Direction Générale des Impôts (DGI) pour moderniser la collecte fiscale et réduire l'évasion, <i>Burkina Faso</i> ;
Mars-25	• Hausse de la taxe spécifique appliquée aux tabacs et produits du tabac importé. Fixée auparavant à 65% elle passe désormais à 70%, <i>Sénégal</i>.
Avril-25	• Sensibilisation des dirigeants des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) sur les enjeux et implications de la nouvelle loi uniforme portant réglementation de la microfinance dans l'espace UEMOA, <i>Bénin</i>.
Juillet-25	• Création d'une Société Nationale de Recouvrement des Créances (SNRC) pour redresser les finances publiques en améliorant le recouvrement fiscal et réduire l'évasion fiscale, <i>Tchad</i> ; • Lancement de la Facture Normalisée Electronique (FNE) pour moderniser la collecte fiscale et lutter contre la fraude, <i>Côte d'Ivoire</i>.
Dé-cembre-25	• Application d'une taxe sur les transferts d'argent (0,5 %, plafonnée à 2 000 FCFA) au niveau des établissements financiers, <i>Sénégal</i>.

7.2. Au plan interne

	Capital Humain
Janvier-Décembre 25	- Revue de la structure organisationnelle de Coris Holding ; - Nomination de Monsieur Ablassé Wendé-Gouda ILBOUDO au poste de Directeur Général Adjoint en charge de la Stratégie et du Développement de Coris Holding ; - Nomination de Monsieur P. Lionel Wenceslas OUEDRAOGO au poste de Directeur des Finances et du Contrôle de Gestion de Coris Holding ; - Nomination de Monsieur Rasmané OUEDRAOGO au poste de Directeur de la Gouvernance et de la Transformation de Coris Holding ; - Nomination de Monsieur Charles SAVADOGO au poste d'Inspecteur Général de Coris Holding ; - Nomination de Monsieur Ousséni SOW au poste de d'Inspecteur Général Adjoint de Coris Holding ; - Nomination de Monsieur Mikaël Samyr R. ZOURE au poste de Directeur Commercial de Coris Holding ; - Nomination de Monsieur Sékou Zéidane TRAORE (précédemment Responsable du Département des Engagements de CBI ML) au poste d'Adjoint au Directeur des Engagements de Coris Holding ; - Nomination de Monsieur Hervé Pascal Olohunto ZEVOUNOU (précédemment Directeur de l'Audit Interne de CBI BJ) au poste de Directeur de l'Audit Interne de CBI Côte d'Ivoire ; - Prise de fonction de Madame Umo Cairo DJALO, Directrice Clientèle et du Réseau d'Agences (DCRA), CBI Guinée Bissau ; - Prise de fonction de Madame Anne-Marie TASSEMBEDO, Directrice de l'Audit Interne (DAI), CBI Mali ; - Promotion ou accueil de plusieurs collaborateurs au sein du Groupe ; - Prise de fonction des équipes de CMF Bénin et Côte d'Ivoire ; - Administration de plusieurs formations aux métiers au sein du Groupe ; - Accueil de nouveaux collaborateurs au sein du Groupe ;
	Gouvernance et Organisation
Janvier-Décembre 25	- Tenue des instances de gouvernance d'arrêté des comptes au sein du Groupe ; - Tenue des séminaires métiers au sein du Groupe ; - Tenue des réunions stratégiques et des retraites stratégiques au sein du Groupe ;
Juillet 25	Mission COBAC à CBI Tchad.
Août-25	Tenue des instances de gouvernance de toutes les entités du Groupe à Cotonou au Bénin.

	Actions commerciales
Janvier- Décembre 25	• Campagnes de promotion des produits et services au sein du <i>Groupe</i> ; • Lancement du mobile banking, MyCoris Bank à <i>CBI Burkina Faso et CBI Tchad, CBI Mali, CBI Togo, CBI Bénin, CBI Niger, CBI Sénégal, CBI Guinée Bissau et CBI Guinée</i> ; • Campagne de collecte de ressources au sein du <i>Groupe</i> ;
Sep- tembre-25	• Lancement des services de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI) de la BCEAO par les <i>filiales et succursales Coris Bank International de l'espace UEMOA</i>.
Décembre-25	• Lancement du produit Bank to Wallet/Wallet to bank avec le partenaire Orange Finance Mobile, <i>CBI Guinée Bissau</i> ;
	Evènementiels
Janvier- Dé- cembre 25	• Présentations des vœux au personnel au sein du <i>Groupe</i> ; • Commémoration des anniversaires des <i>filiales et succursales</i> ; • Commémoration des fêtes d'indépendance au sein du <i>Groupe</i> ;
Mars-25	• Célébration de la journée internationale de la Femme au sein du <i>Groupe</i> ;
Mai-25	• Commémoration de la Journée Internationale du Travail au sein du <i>Groupe</i> ; • Célébration de la journée African Day à l'occasion de la Journée International de l'Afrique, <i>CBI Sénégal</i> ; • Lancement de <i>CBI Baraka Guinée</i>, la branche de finance islamique de <i>CBI Guinée</i> ;
Juin-25	• Lancement officiel de la marque Coris Bank International au <i>Tchad</i> ; • Lancement officiel des activités de <i>CMF Bénin</i> ;
Octobre-25	• Campagne Octobre Rose : Séance de sensibilisation sur le cancer du sein Groupe, l'ensemble des <i>filiales et succursales</i>.
Décembre-25	• Inauguration de l'Amphithéâtre Idrissa NASSA de 3 000 places au sein de l'Ecole National d'Administration et de Magistrature, <i>CBI Burkina Faso</i>.
	Extension du réseau
Janvier-Dé- cembre 25	• Ouverture de plusieurs agences au sein du <i>Groupe</i> ;
Mai-25	• Lancement officiel de la branche de finance islamique de Coris Bank International : Coris Bank International Baraka (CBI Baraka), <i>CBI Guinée</i>.
Juin-25	• Ouverture officielle de la première agence de <i>CMF-CI</i> à Treichville (Abidjan).
	Partenariats et relations publiques

Janvier-Décembre 25	Signature de plusieurs partenariats stratégiques au sein du <i>Groupe</i> dans l'optique d'accompagner efficacement les projets sur les différents marchés.
	Visibilité
Janvier-Décembre 25	Déploiement des actions de visibilité au sein du <i>Groupe</i>.
	Parrainage et sponsoring
Janvier-Décembre 25	Parrainage et sponsoring des événements impactant l'environnement socio-économique des zones de présence au sein du <i>Groupe</i>.
	Distinction honorifique et mérite
Janvier-Septembre 25	- Désignation du <i>Président du Groupe Coris</i>, Monsieur Idrissa NASSA, CEO de l'année par Financial Afrik Awards en Côte d'Ivoire ; - Désignation du <i>Président du Groupe Coris</i> Monsieur Idrissa NASSA, CEO de l'année par Africa CEO Forum en Côte d'Ivoire ; - Désignation du <i>Président du Groupe Coris</i>, Monsieur Idrissa NASSA, récipiendaire du prestigieux Prix "Lifetime Achievement" lors des African Banker Awards 2025, en marge des Assemblées annuelles de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Abidjan - Désignation de la <i>Directrice Générale de CBI SA</i> Madame Gisèle GUMEDZOE, personnalité de l'année dans le monde des finances par le journal l'Economiste du Faso ; - Prix spécial du meilleur contributeur aux recettes de la Direction Générale des Impôts pour l'année 2024 décerné à <i>CBI Burkina Faso</i> ; <i>CBI Burkina Faso</i> conserve sa position de leader national de Spécialiste en Valeurs du Trésor (SVT) sur le marché Burkinabè pour l'année 2024.
	Certification ISO et autres certifications
Janvier-Décembre 25	- Audit de certification au mois de mai, <i>CBI Côte d'Ivoire</i> ; - Notation de <i>CBI Burkina Faso</i> AA avec une perspective stable et un court terme de A1. - Re-certification à la norme iso 9001v20215, <i>CBI Mali</i> ; - Certification ISO 9001 version 2015 de <i>CBI Sénégal</i> par le cabinet BSI.



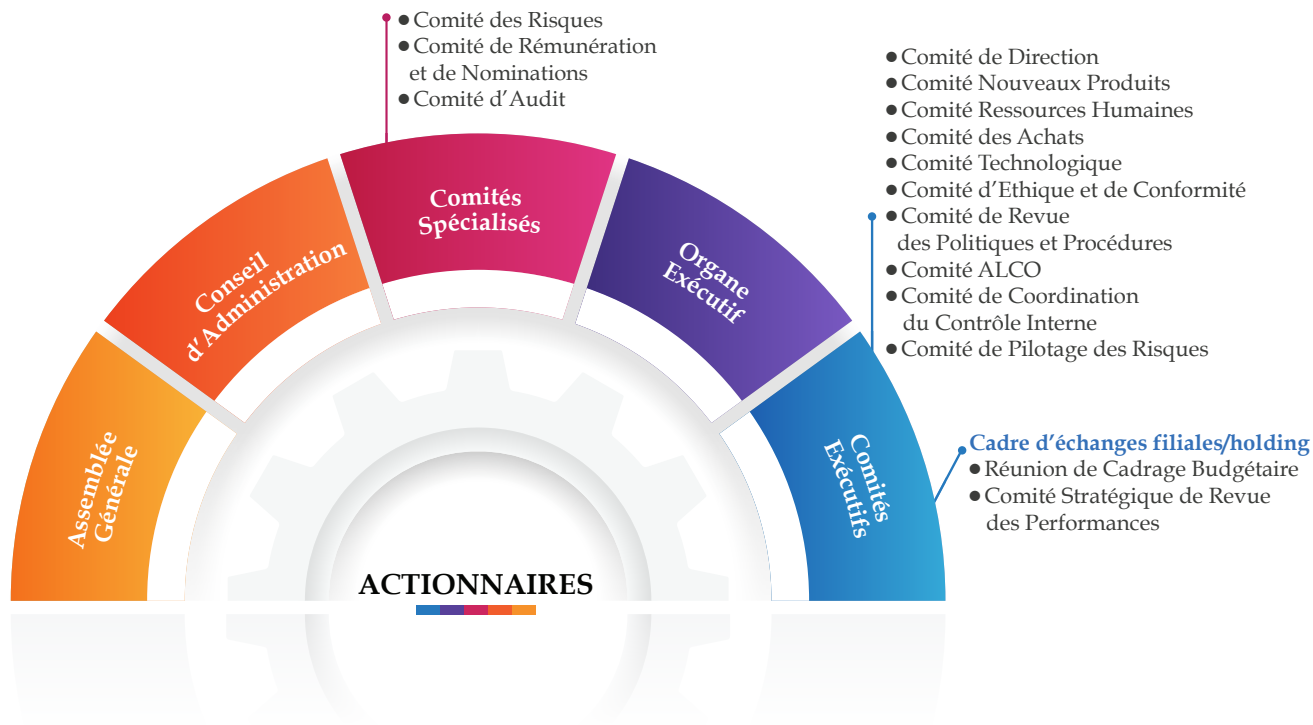
S'adapter aux exigences
du moment pour construire
un monde meilleur



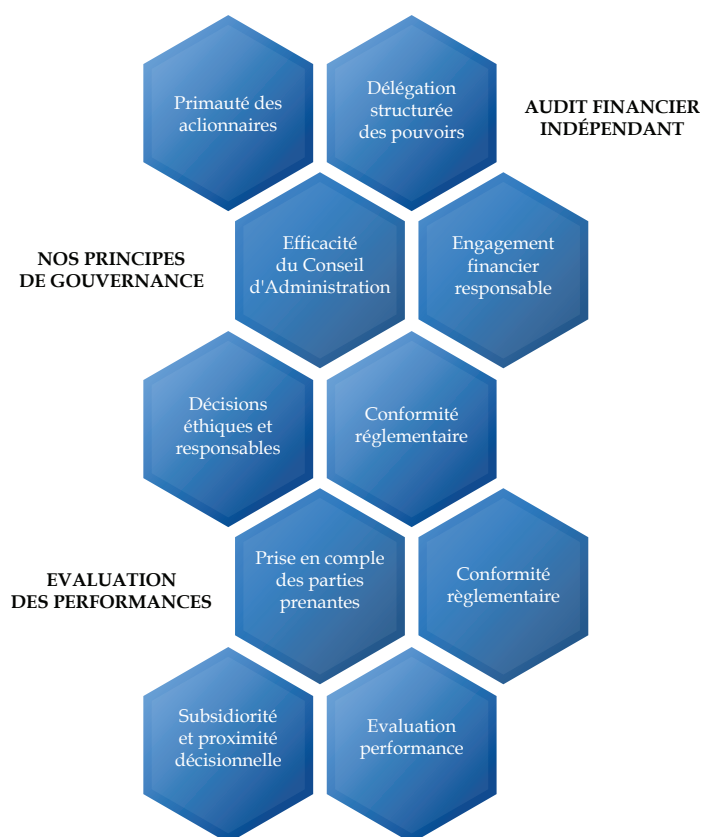
GOUVERNANCE

II. GOUVERNANCE

1. Charte de gouvernance



2. Principes généraux de gouvernance



Construite autour de ses missions et valeurs, la Gouvernance d'Entreprise est le système mis en place par Coris Holding pour diriger et contrôler la performance et l'efficacité du Groupe sur le long terme. Cette gouvernance permet de protéger les droits et les intérêts des actionnaires du Groupe mais également ceux des autres parties intéressées (les clients, les collaborateurs, les autorités de tutelle et de régulation, les fournisseurs, les partenaires, les managers etc.).

En tant qu'entreprise citoyenne et responsable envers les communautés au sein desquelles ses filiales exercent leurs activités, Coris Holding professe une bonne gouvernance d'entreprise, gage de performances et de pérennité et s'emploie à implémenter les meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprise à travers l'application de normes internes plus exigeantes et une adaptation continue aux évolutions réglementaires du marché.

La Politique Générale de gouvernance du Groupe, exige une application uniforme dans toutes les filiales sans exception, des principes de gouvernance ainsi énoncés :

- une gouvernance ancrée sur l'environnement réglementaire avec une bonne prise en compte de la conformité aux normes réglementaires et de la gestion des risques. L'objectif étant de positionner le Groupe comme une référence dans le secteur bancaire en assurant un développement maîtrisé et durable de ses activités ;
- une gouvernance vertueuse avec la prise en compte des critères d'indépendance, d'intégrité, de transparence à tous les niveaux ;
- une gouvernance participative orientée performance, favorisant une répartition claire et efficiente des rôles entre les différents organes de gouvernance, ainsi qu'entre Coris Holding, ses filiales et leurs succursales ;
- une gouvernance harmonisée au sein

du Groupe mais prenant en compte les spécificités et le profil de risque de chaque entité ;

- une gouvernance évolutive prenant en compte les mutations de son environnement et de son profil de risque ;
- une gouvernance de qualité, reposant sur des organes dotés des compétences nécessaires et valorisant la diversité culturelle comme levier de performance ;
- une gouvernance durable, intégrant dans toutes ses sphères les approches ESG, et sensible à la politique du genre tout en respectant les exigences de compétence.

3. Organes délibérants

3.1. Assemblée Générale

3.1.1. Types d'Assemblées et leurs attributions

L'Assemblée Générale des actionnaires est l'organe souverain de Coris Holding ou de chaque filiale. Elle est le cadre de concertation et d'adoption des décisions par les actionnaires. Les types d'Assemblées Générales les plus courantes sont l'Assemblée Générale Ordinaire et l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les Assemblées sont convoquées par le Conseil d'Administration dans les conditions et formes fixées par les Statuts de la Société ou les textes en vigueur.

▪ Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires est celle qui prend toutes décisions autres que celles expressément réservées par la réglementation en vigueur aux Assemblées Générales Extraordinaires et aux Assemblées Spéciales le cas échéant.

Elle se réunit, au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, sur convocation du Conseil d'Administration pour statuer sur les comptes de cet exercice.

Les filiales tiennent leur Assemblée Générale Ordinaire Annuelle avant celle de Coris Holding SA afin de faciliter la consolidation et la validation des comptes du Groupe.

▪ **Assemblée Générale Extraordinaire**

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée à tout moment conformément aux lois et Statuts en vigueur.

Elle est seule habilitée à modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions.

Elle est également compétente pour :

- ✓ autoriser les fusions, scissions, transformations et apports partiels d'actifs ;
- ✓ dissoudre par anticipation la société ou en proroger la durée.

3.1.2. Droits des actionnaires

▪ **Droit d'assister aux Assemblées**

Les actionnaires présents ou représentés aux différentes Assemblées Générales doivent avoir libéré leurs titres des versements exigibles.

Tout actionnaire ayant le droit d'assister aux Assemblées Générales peut s'y faire représenter par un mandataire.

▪ **Droit à l'information**

L'Assemblée Générale est une tribune d'information et de décision de la société encourageant une participation active des

actionnaires.

Le droit des actionnaires à l'information est un principe fondamental, qui sous-tend la philosophie de gouvernance d'entreprise et qui est nécessaire à l'établissement d'un dialogue fructueux.

Le Conseil d'Administration présente à l'Assemblée Générale les informations financières et de gestion exhaustive, afin de favoriser un échange de points de vue équilibré et impartial au sein de la société.

Le Conseil d'Administration s'assure qu'il existe un dialogue avec les actionnaires et que les informations communiquées à l'Assemblée Générale sont exactes et fiables.

3.2. Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe collégial qui exerce ses pouvoirs (généraux et spéciaux) sous le contrôle de l'Assemblée Générale des actionnaires. Le Conseil d'Administration se prononce sur l'ensemble des décisions relatives aux grandes orientations stratégiques, économiques, sociales et financières de la société et veille à leur mise en œuvre par la Direction Générale. Il est responsable de la fixation des objectifs stratégiques.

❖ **Conseil d'Administration de Coris Holding**

Au 31 décembre 2025, le Conseil d'Administration de Coris Holding est composé de **dix (10) administrateurs** dont **cinq (05) Administrateurs Non-Exécutifs** et **cinq (05) Administrateurs indépendants** :

Composition du Conseil d'Administration de Coris Holding

N°	Prénom(s) et Nom	Fonction
01	Monsieur Idrissa NASSA	Président du Conseil d'Administration
02	Monsieur Bolo SANOU	Administrateur Non-Exécutif
03	Monsieur Yacouba SARE	Administrateur Non-Exécutif
04	Monsieur Abdoul Aziz NASSA	Administrateur Non-Exécutif
05	Madame Eveline Marie Françoise Bernadette Fatou TALL	Administrateur Indépendant
06	Monsieur Sèmakou Adrien Roger DAH-ACHINANON	Administrateur Indépendant
07	Monsieur Lassané KABORE	Administrateur Indépendant
08	Monsieur Tertus ZONGO	Administrateur Indépendant
09	Madame Magalie ANDERSON ZAMBLE	Administrateur Indépendant
10	Monsieur Hatim BEN AHMED	Administrateur Non-Exécutif



M. Hatim BEN AHMED
Administrateur Non Exécutif



Mme Eveline Marie Françoise
Bernadette Fatou TALL
Administrateur Indépendant



Mme Magalie ANDERSON
Administrateur Indépendant



M. Tertius ZONGO
Administrateur Indépendant



M. Idrissa NASSA
Président du Conseil d'Administration



M. Bolo SANOU
Administrateur Non Exécutif



M. Llassané KABORE
Administrateur Indépendant



M. Sèmako Adrien Roger
DAH-ACHINANON
Administrateur Indépendant



M. Abdoul-Aziz NASSA
Administrateur Non Exécutif



M. Yacouba SARÉ
Administrateur Non Exécutif

❖ Conseils d'Administration des filiales

Les filiales de Coris Holding sont des entités juridiques fonctionnant de manière autonome dans leurs pays respectifs. Chacune dispose d'un Conseil d'Administration qui exerce ses responsabilités générales et spécifiques conformément à la réglementation en vigueur. Il a l'entière responsabilité de la gestion de

la filiale qui est soumise à la réglementation en vigueur du pays d'implantation. Les Conseils d'Administration rendent compte aux actionnaires de leur gestion, dans le respect de la vision et des orientations générales données par la maison-mère.

Coris Holding, en sa qualité d'actionnaire majoritaire dans chaque filiale, assume ses responsabilités statutaires et réglementaires de

garant de l'architecture de la stratégie et veille à ce que chaque filiale soit bien gérée conformément à son profil de risque. En matière de gouvernance, le Groupe Coris adopte un modèle de rattachement double des filiales. Ainsi, la gouvernance de la filiale relève à la fois du Conseil d'Administration local et de Coris Holding ; le Conseil d'Administration local ayant accès aux instances de gouvernance de Coris Holding. Les filiales respectent en permanence la Politique de Gouvernance du Groupe sous réserve des exigences légales locales.

❖ Sélection des Administrateurs

Le Groupe Coris dispose d'une procédure de sélection des Administrateurs qui fixe les critères d'identification, d'évaluation et de sélection des Administrateurs désignés par l'Assemblée Générale Ordinaire ou cooptés par le Conseil d'Administration. Au-delà des critères de compétence et de qualifications, d'autres critères relatifs aux valeurs (intégrité, réputation, impartialité, loyauté, diligence, solvabilité, indépendance, ...) sont intégrés dans le processus de sélection des Administrateurs. Coris Holding veille à ce que le processus de sélection des Administrateurs au niveau des filiales se fasse conformément à la réglementation et aux procédures internes en vigueur.

❖ Indépendance des Administrateurs

Le processus de sélection des Administrateurs tient compte, outre les critères généraux définis par la Politique Générale de gouvernance du Groupe, des critères spécifiques prescrits par la réglementation en vigueur notamment la Circulaire 01-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative à la gouvernance des établissements de crédit et des compagnies financières de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

❖ Évaluation du Conseil d'Administration

Coris Holding a mis en place une procédure d'évaluation de son Conseil d'Administration, des Comités spécialisés du Conseil d'Administration et de leurs membres.

Le Conseil d'Administration procède annuellement à son auto-évaluation et tous les trois ans avec l'assistance d'un Cabinet externe.

Au titre de l'année 2025, le Conseil d'Administration de Coris Holding a réalisé son auto-évaluation et celles de ses Comités spécialisés et des membres. Les points d'amélioration issus de cet exercice d'évaluation ont fait l'objet d'un plan d'actions dont il assure le suivi de la mise en œuvre.

❖ Formation des Administrateurs

Un plan pluriannuel de formation est défini par le Conseil d'Administration, ajusté et mis en œuvre chaque année en fonction des résultats et des recommandations issues de l'évaluation du Conseil d'Administration, mettant en exergue les besoins de renforcement de capacités des administrateurs.

En 2025, les Administrateurs de Coris Holding et des filiales ont bénéficié de formations dont l'analyse détaillée révèle une couverture exhaustive des sujets critiques pour la gouvernance bancaire actuelle, allant de la gestion des risques environnementaux à l'innovation technologique, en passant par la conformité réglementaire :

N°	Thématique de Formation	Statut	Taux de Réalisation
1	Système de gestion environnementale et sociale	✓ Réalisé	100%
2	Les évolutions de la directive 01/2023/CM/UEMOA relative à la LBC/FT/FP	✓ Réalisé	100%
3	Les enjeux de l'Intelligence Artificielle (IA) et de la digitalisation sur l'industrie bancaire	✓ Réalisé	100%

❖ Rémunération des Administrateurs

La Politique de Rémunération définit les principes, les modalités et les processus de rémunération des Administrateurs exécutifs et non-exécutifs, en tenant compte des nouvelles exigences réglementaires en la matière. Les Administrateurs perçoivent une rémunération appropriée afin d'attirer et de fidéliser des professionnels expérimentés capables d'exercer cette fonction et d'apporter de la valeur ajoutée au Groupe.

1.3. Comités Spécialisés

Il est créé au niveau de Coris Holding conformément aux dispositions réglementaires, les Comités spécialisés ci-après : le Comité des Risques, le Comité de Rémunération et du Capital Humain, le Comité d'Audit et le Comité de Gouvernance, Stratégie et Technologies. Ces Comités spécialisés sont également institués dans chaque filiale en fonction de son profil de risque et conformément aux exigences réglementaires.

❖ Comité des Risques

Composé de cinq (05) Administrateurs dont trois (03) indépendants et deux (02) non-exécutif, il est aux avant-postes de la gestion des risques, en veillant à l'efficacité du dispositif mis en place à l'échelle du Groupe. Il est à l'initiative de la définition des politiques et procédures d'approbation des risques au sein du Groupe (risques de crédit, risques financiers, risques opérationnels, risques de non-conformité autres risques) ainsi que la définition des risques acceptables et des critères d'acceptation desdits risques. Ses missions générales consistent à :

- analyser de manière approfondie les sujets spécifiques, en vue d'éclairer les décisions du Conseil d'Administration ;
- formuler régulièrement et communiquer au Conseil d'Administration des appréciations critiques sur l'organisation et le fonctionnement de la Banque dans le domaine des risques ;
- exploiter les rapports et documents des fonctions de contrôle ainsi que ceux émis par les Commissaires aux Comptes et la Commission Bancaire ;
- collaborer et communiquer avec les autres comités spécialisés du Conseil d'Administration et notamment avec le Comité d'Audit, afin de faciliter l'échange d'informations, la couverture effective de tous les risques et l'ajustement du dispositif de gouvernance du risque, en cas de besoin.

Au cours des sessions tenues en 2025, le Comité des risques a examiné et recommandé au Conseil d'Administration l'approbation ou la révision de diverses politiques, chartes, code et

procédures relatives à la gestion des risques, de rapports règlementaires de gestion des risques, de programme triennal de formation et de sensibilisation sur la gestion globale des risques, de la liste des Prestations de Services Essentiels Externalisées, du Plan Préventif de Redressement (PPR), du Plan de Financement d'Urgence (PFU), du Plan de Continuité des Activités (PCA), du rapport sur le test du plan de continuité des activités (PCA), de la gestion de la conformité et à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Il a régulièrement examiné au cours de ses réunions les rapports semestriels sur la gestion globale des risques.

❖ Comité de Rémunération et du Capital Humain (CRCH)

Ce Comité spécialisé comprend trois (03) Administrateurs indépendants et non-exécutifs. Il veille à une rémunération équitable prenant en compte les normes règlementaires, les objectifs fixés, les risques et les exigences du Code de Déontologie du Groupe. A cet égard, il prépare les décisions du Conseil d'Administration relatives aux rémunérations, notamment celles des dirigeants mandataires sociaux et des autres membres de l'exécutif.

Au cours de l'exercice 2025, les réunions tenues par le Comité lui ont permis entre autres de donner des orientations en matière de rémunérations et de la gestion des Ressources Humaines, à travers l'examen ou la révision de politiques et procédures sur l'évaluation des membres de l'organe exécutif et des Directeurs fonctionnels, l'implémentation et la gestion du plan de succession, l'extension de certains avantages sociaux notamment le Car Plan, l'assurance évacuation sanitaire et l'assurance prévoyance décès. Il a régulièrement examiné au cours de ses sessions les bilans sociaux et les rapports sur la mise en œuvre du système de rémunération de Coris Holding et les promotions et les avancements des agents.

❖ Comité d'Audit

Composé de cinq (05) Administrateurs indépendants et non-exécutifs, il veille à la qualité de l'information comptable et

financière. Il suit l'élaboration et le contrôle des informations comptables et financières, s'assure de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques. Ses principales missions consistent à :

- s'assurer de la mise en place, au sein de Coris Holding, d'un dispositif de contrôle interne conforme aux exigences des dispositions de la circulaire 03-2017/CB/C du 27/09/2017 relative au Contrôle Interne dans les établissements de crédit et les compagnies financières ;
- procéder à l'examen des comptes et s'assurer de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées par Coris Holding SA ;
- surveiller le processus d'élaboration de l'information financière ;
- examiner les performances périodiques, notamment les états périodiques d'exécution du budget et du plan d'affaires, analyser les écarts et proposer des ajustements, le cas échéant ;
- approuver les procédures de contrôle interne et assurer le suivi de leur efficacité ;
- formuler régulièrement et de communiquer au Conseil d'Administration des appréciations critiques sur l'organisation et le fonctionnement de Coris Holding dans le domaine du contrôle interne ;
- superviser, examiner et approuver les programmes d'audit interne et externe de Coris Holding SA ;
- proposer ou recommander au Conseil d'Administration ou aux actionnaires, pour approbation, la désignation, la rémunération et la révocation des Commissaires aux Comptes selon les voies appropriées ;
- réexaminer et approuver le périmètre et la fréquence des audits interne et externe ;
- être destinataire des rapports d'audit ainsi que de ceux des Commissaires aux

Comptes et de la Commission Bancaire ;

- veiller à ce que l'Organe Exécutif prenne sans délai des mesures pour remédier aux déficiences de contrôle interne relevées, sanctionner le non-respect des politiques et textes juridiques en vigueur et résoudre tout autre problème identifié ;
- tenir au moins deux réunions par an sur la base d'un rapport préparé par l'Audit Interne, intégrant les activités des fonctions audit interne et conformité. Les réunions (délibérations, décisions et recommandations des réunions ainsi que les opinions divergentes exprimées) sont sanctionnées et consignées dans un procès-verbal ou un compte rendu signé du président du Comité et soumis au Conseil d'Administration. Ce procès-verbal ou compte rendu doit faire ressortir les principales anomalies relevées et les recommandations du Comité d'Audit assorties d'échéances de mise en œuvre ;
- d'analyser de manière approfondie des sujets spécifiques, en vue d'éclairer les décisions du Conseil d'Administration ;
- exploiter les rapports et documents des fonctions de contrôle ainsi que ceux émis par les Commissaires aux Comptes et la Commission Bancaire ;
- collaborer et communiquer avec les autres Comités Spécialisés du Conseil d'Administration et notamment avec le Comité des Risques afin de faciliter l'échange d'informations, la couverture effective de tous les risques et l'ajustement du dispositif de gouvernance des risques, en cas de besoin.

Au titre de l'exercice 2025, le Comité a examiné entre autres, les rapports d'activités et états financiers d'arrêtés de comptes, validé le reporting semestriel sur le contrôle interne au régulateur, approuvé le planning des missions d'audit, validé des politiques, chartes et procédures en matière d'audit interne et fait le suivi de la mise en œuvre des recommandations émises par les missions d'audit interne ainsi que les instances de gouvernance et les missions d'audit et de vérification externes.

Le Conseil d'Administration de chaque filiale met en place, en fonction de son profil de risques et de la complexité de ses activités un comité d'audit, un comité des risques et un comité des nominations et des rémunérations.

❖ **Comité de Gouvernance, Stratégie et Technologies**

Composé de trois (03) Administrateurs indépendants et non-exécutifs., il est chargé d'assister et orienter le Conseil d'Administration dans les domaines de la gouvernance, de la nomination, de la stratégie et de la technologie, en conformité avec les lois, la réglementation bancaire et les Statuts de Coris Holding SA et de vérifier l'adéquation et l'effectivité des moyens mis en œuvre. Ce Comité est chargé notamment :

- d'analyser de manière approfondie des sujets en lien avec la gouvernance, la nomination, la stratégie et les technologies, en vue d'éclairer les décisions du Conseil d'Administration ;
- de formuler régulièrement et de communiquer au Conseil d'Administration des appréciations critiques sur l'organisation et le fonctionnement de Coris Holding dans les domaines de la Gouvernance, de la Nomination, de la Stratégie et des Technologies ;
- d'exploiter les rapports et documents des fonctions de contrôle de Coris Holding ainsi que ceux émis par les Commissaires aux Comptes et la Commission Bancaire dans les domaines de la gouvernance, de la Nomination, de la stratégie et des technologies ;
- de collaborer et communiquer avec les autres Comités Spécialisés du Conseil d'Administration, au sein du cadre de concertation, afin de faciliter l'échange d'informations, la couverture effective de tous les risques et l'ajustement du dispositif de gouvernance en cas de besoin.

Au titre de l'exercice 2025, le Comité a examiné entre autres, les révisions des Chartes, des documents de gouvernance, des projets majeurs et stratégiques du Groupe, la révision du Plan stratégique 2025-2027, la révision du Schéma Directeur du Système d'information, le dispositif Environnemental, Social et de la Gouvernance (ESG) et le suivi de la mise en œuvre des recommandations émises par les missions d'audit interne ainsi que les instances de gouvernance et les missions d'audit et de vérification externes.

❖ **Comités de Crédit**

Outre les comités spécialisés susnommés, le Conseil d'Administration de la filiale crée en son sein :

- **un Comité Supérieur de Crédit (CSC)** composé d'Administrateurs indépendants et non-exécutifs, à qui il délègue une partie de ses pouvoirs d'octroi de crédit ;
- **un Comité Interne de Crédit (CIC)** composé de membres de la Direction Générale et de certaines fonctions exécutives, qui reçoit du Conseil d'Administration une délégation de ses pouvoirs d'octroi de crédit.

❖ **Comité Exécutif de Gestion de Succursale**

Le Conseil d'Administration de la banque maison-mère met en place un organe de gestion dans chacune de ses succursales, pour une bonne supervision de leurs activités. Composé de cinq (5) membres au moins, le Comité de gestion est présidé par un Administrateur qui rend compte à chaque réunion du Conseil d'Administration de la maison-mère, de la gestion de la succursale et des questions qui lui sont spécifiques.

Ainsi, au cours de l'exercice 2025, les Comités de gestion des succursales de CBI SA (Burkina Faso) au Niger et de CBI Sénégal en Guinée Bissau, ont tenu trois (3) réunions chacun dont le compte-rendu a été examiné par les Conseils d'Administration de CBI SA et CBI Sénégal à chacune de ces réunions.

3.4. Organe Exécutif

La Direction Générale de Coris Holding est assurée par un Directeur Général assisté par deux Directeurs Généraux Adjointes en charge de support et technologies et Stratégie et Développement, qui sont nommés par le Conseil d'Administration sur recommandation du Comité en charge de la Nomination.

Le Conseil d'Administration a adopté une procédure de désignation et d'évaluation annuelle des membres de l'organe exécutif.

La rémunération des membres de la Direction comprend deux (2) composantes (fixe et variable), fixées par le Conseil d'Administration, en tenant compte de la complexité de la fonction et des compétences et expériences du postulant.

Le Directeur Général de la filiale a des responsabilités vis-à-vis de la Direction Générale de Coris Holding à laquelle il rend compte, outre son rattachement statutaire au Conseil d'Administration local, à travers ses rapports périodiques.

La nomination des membres de la Direction Générale de la filiale relève de la compétence du Conseil d'Administration de la filiale, en concertation avec la Direction Générale de Coris Holding.

3.5. Comités Exécutifs

Afin de renforcer davantage l'efficacité de ses différentes actions, les différents Comités Exécutifs permanents mis en place par la Direction Générale de Coris Holding ont enregistré un fonctionnement régulier avec une prise en charges des diligences définies dans leur objet :

- le Comité stratégique avec les différentes filiales et succursales ;
- le Comité de Direction (CODIR) ;
- le Comité Nouveaux Produits (CNP) ;
- le Comité Ressources Humaines (CRH) ;
- le Comité des Achats (CDA) ;

- le Comité Technologique (CTECH) ;
- le Comité d’Ethique et de Conformité (CEC) ;
- le Comité de Revue des Politiques et Procédures (CRP) ;
- le Comité ALCO ;
- le Comité de Coordination du Contrôle Interne (CCCI) ;
- le Comité de Pilotage des Risques (CPR).

Des cadres d’échanges avec les filiales et leurs succursales sont également institués notamment :

- la Réunion de Cadrage Budgétaire (RCB) ;
- le Comité Stratégique de Revue des Performances (CSRP).

Ce dispositif est complété dans les filiales et succursales du Groupe par plusieurs Comités Exécutifs qui se réunissent suivant leurs périodicités définies, dont :

- le Comité marketing ;
- le Comité de prospection ;
- le Comité de révision semestrielle du portefeuille ;
- le Comité de recouvrement ;
- le Comité d’évaluations et d’avancements ;
- etc.

4. Fonctions de contrôle

L’organisation des fonctions de contrôle des entités du Groupe est conforme aux normes en vigueur dans l’UMOA. Elles sont réparties entre la seconde et la troisième ligne de défense, avec un positionnement garantissant leur totale indépendance vis-à-vis des fonctions opérationnelles constituant la première ligne de défense.

Les fonctions de contrôles sont également organisées en filière intégrée dans l’ensemble du Groupe. Ainsi, les Responsables des fonctions de contrôle dans les filiales ont un lien de rattachement hiérarchique aux Directeurs respectifs de Coris Holding et un lien fonctionnel avec les comités spécialisés de leur filiale.

Les fonctions de contrôle de Coris Holding sont composées de l’Inspection Générale, de la Direction des Risques et de la Direction de la Conformité. Elles rendent compte :

- au Conseil d’Administration à travers le Comité d’Audit et le Comité des Risques ;
- à la Direction Générale à travers des comités exécutifs comme le Comité de Pilotage Risques, le Comité d’Ethique et de Conformité (CEC), le Comité Nouveaux Produits (CNP)...

4.1. La Direction des Risques

La Direction des risques de Coris Holding est structurée comme suite et suivant l’organigramme en vigueur :

- Le Département en charge de la gestion des risques opérationnels et du plan de continuité d’activité ;
- Le Département en charge de la gestion du risque de crédit et de contrepartie ;
- Le Département en charge de la gestion des risques financiers ;
- Le Département en charge de la modélisation et des risques émergents ;
- La Division du Contrôle permanent ;
- Et la Direction de la Sécurité du Système d’Information.

La Direction des Risques a pour mission principale de garantir, au fil de l’évolution des exigences réglementaires et des normes prudentielles, que les risques générés par l’activité de Coris Holding et ses filiales et succursales sont identifiés, couverts et compatibles avec le dispositif d’appétence au risque du Groupe.

De façon spécifique, la Direction des Risques est chargée de :

- mettre en place une organisation, des processus et des outils permettant d’identifier, de mesurer, d’atténuer et de rendre compte d’un dispositif global de gestion des risques solide à l’échelle du Groupe ;
- assurer la supervision hiérarchique, et notamment la formation, l’animation et l’évaluation des directeurs des risques des filiales et succursales du Groupe ;
- mettre en œuvre un dispositif de pilotage

et de suivi des risques recensés ;

- définir et faire valider les procédures d'analyse, de mesure et de suivi des risques ;
- élaborer et mettre en œuvre le cadre de gouvernance du risque à l'échelle de toutes les filiales, y compris la culture du risque, l'appétence pour le risque et les plafonds de risque ;
- exercer un suivi des activités comportant une prise de risque et des expositions aux risques, compte tenu de l'appétence pour le risque, des plafonds de risque et des besoins de fonds propres ou de liquidité qui en découlent, tels qu'approuvés par le Conseil d'Administration ;
- instaurer un système de détection ou d'alerte précoce en cas d'infraction à l'appétence pour le risque ou de dépassement des plafonds de risque du Groupe ;
- orienter, voir récuser, toute décision qui engendre une prise de risque importante pour Coris Holding, ses filiales et leurs succursales ;
- s'abstenir de s'impliquer dans les activités opérationnelles, en particulier, celles qui sont génératrices de revenus ;
- exercer un devoir d'alerte à la Direction Générale de Coris Holding et au Comité des risques, et notamment les mesures d'atténuation, en cas d'événements pouvant avoir un impact significatif sur la rentabilité de Coris Holding, les risques encourus ou susceptibles de ternir l'image du Groupe ;
- participer aux processus clés de prise de décisions relatives à la maîtrise des risques auxquels le Groupe est ou pourrait être exposé ;
- veiller à développer la culture risque du personnel et mettre en place des outils de mesure, de contrôle et de suivi des indicateurs de performance ;
- veiller à la mise à jour régulière des politiques et des procédures de gestion des risques ;
- assurer la tenue régulière des réunions du Comité des risques et des reporting réglementaires en garantissant l'exhaustivité et la qualité des données.

L'indépendance de la Direction des Risques de Coris Holding est assurée par son double lien c'est à dire un lien hiérarchique avec la Direction Générale et un lien fonctionnel avec l'Organe Délibérant.

Le personnel de la Fonction Risques est indépendant de toute fonction commerciale ou opérationnelle au sein de la Holding ou des filiales, ce qui lui permet de mener ses travaux en toute liberté et objectivité. En d'autres termes, il ne doit pas s'impliquer dans les activités opérationnelles, en particulier, celles qui sont génératrices de revenus. Il doit garder son indépendance vis-à-vis des entités opérationnelles, tout en travaillant en étroite collaboration avec celles-ci. Il est tenu à une obligation de confidentialité.

4.2. La Conformité

Suivant l'organigramme, la Direction de la Conformité de Coris Holding est composée de :

- un département sécurité financière (SF) : structure interne en charge du dispositif de prévention de la LBC/FT/FP ;
- un département conformité réglementaire (CR) en charge des autres volets de la conformité autres que la criminalité financière ;
- un département d'expertise mutualisée (DEM) en charge du traitement des alertes issues des outils LBC/FT/FP des filiales.

La fonction Conformité est une fonction indépendante sur le plan organisationnel et opérationnel. Le Directeur de la Conformité de Coris Holding est rattaché hiérarchiquement au Directeur Général et fonctionnellement au Comité des risques du Conseil d'Administration. Sur le plan opérationnel, la fonction conformité est aussi indépendante des activités des fonctions métiers (commerciales, opérations, etc.) qu'elle contrôle. La même organisation est en place dans l'ensemble des filiales du groupe où le responsable en charge de la conformité filiale est hiérarchiquement rattaché au directeur de la conformité de Coris Holding et fonctionnellement à son comité des risques.

La mission principale de la Direction de la Conformité de Coris Holding est de veiller

à l'application des normes au sein de Coris Holding et dans l'ensemble des filiales et succursales. A ce titre, elle aide l'organe exécutif à identifier et à gérer avec diligence tout risque d'inobservation des obligations que lui imposent les normes en vigueur régissant ses activités. De manière spécifique, la fonction conformité :

- assure une veille réglementaire en recensant les normes en vigueur ;
- transpose et veille à la transposition des normes dans le corpus normatif du Groupe ainsi que dans les outils ;
- identifie, centralise, évalue et gère les dysfonctionnements de conformité ;
- veille à la pertinence et à l'application de la politique de conformité ;
- sensibilise et forme tout le personnel sur les sujets de conformité ;
- réalise des contrôles et documente l'ensemble de ses travaux ;
- assure un service conseil de l'organe exécutif.

4.3. L'Inspection Générale

L'Inspection Générale est organisée autour de cinq (05) pôles d'activités :

- l'inspection des métiers,
- l'inspection des systèmes d'information,
- l'inspection de la finance islamique,
- l'Inspection Fraude,
- l'inspection SMQ.

L'Inspection Générale assure la troisième ligne de défense, et fonctionne en filière avec les Directions d'Audit interne dans les filiales. Elle assure une mission de contrôle périodique strictement indépendante des métiers en vue de donner une assurance raisonnable sur l'efficacité du dispositif de contrôle interne dans son ensemble.

Le dispositif de contrôle interne des entités du Groupe est organisé sur le modèle des « trois lignes de défense » intégrant une forte implication du conseil d'administration, en accord avec l'article 13 de la circulaire n°03-2017/CB/C relative au contrôle interne des établissements de crédit et des compagnies financières dans l'UMOA.

L'exercice du contrôle interne de Coris Holding découle des dispositifs suivants :

- Circulaire n°03-2017/CB/C relative au contrôle interne des Etablissements de crédit et des compagnies financières dans l'UMOA ;
- Instruction N°002/DGSIF/DSB de la BCRG du 3 décembre 2013 relative au contrôle interne ;
- Règlement COBAC R-2016/04 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des holdings financières dans la zone CEMAC ;
- Avis n° Avis n° 4/2017, du 7 septembre (BO n° 46, II Série) relatif aux exigences minimales que le système de contrôle interne des institutions financières et des succursales d'institutions étrangères, ainsi que les responsabilités de l'organe d'administration en la matière.

Ce dispositif est fondé sur les principes fondamentaux ci-après :

- L'exhaustivité du périmètre des contrôles, qui couvre tous les types de risques et s'applique à toutes les entités du Groupe ;
- La responsabilité individuelle de chaque agent dans la maîtrise des risques des opérations traitées tout en assurant un contrôle ou autocontrôle adéquat ;
- La responsabilité des fonctions de contrôle dans la définition de contrôles normatifs et hiérarchisés (niveau 1, 2, 3) ;
- La proportionnalité des contrôles eu égard à l'ampleur des risques encourus ;
- L'indépendance de la fonction Audit Interne.

L'Audit Interne des filiales, placé sous l'autorité de l'Inspecteur Général de Coris Holding, constitue la troisième ligne de défense en filiales. L'Inspection Générale a compétence sur l'ensemble des unités, processus et activités de Coris Holding, ainsi que de ses filiales et leurs succursales.

Les attributions de l'Inspection Générale sont :

- veiller au respect des procédures du Groupe en matière d'opérations bancaires ;
- effectuer les missions portant sur le contrôle des :
 - risques sur les biens et les personnes (sécurités physiques & logiques et protection des personnes, des fonds remis en dépôt et des immobilisations, etc.) ;
 - risques opérationnels et techniques (risque de traitement des opérations, risques informatiques, etc.) ;
 - risques de gestion interne (risques réglementaire, déontologique, de gestion du personnel, de communication, etc...) ;
 - risques financiers (risques de taux d'intérêt, de taux de change, de liquidité, etc.) ;
 - risques de contrepartie (risques clientèle, interbancaire, souverains, etc.) ;
 - risques commerciaux (risques produit/service, de marché, d'image commerciale, etc.) ;
- assurer la supervision fonctionnelle des Auditeurs Généraux des filiales ;
- veiller au respect des procédures du Groupe en matière d'octroi de crédit ;
- définir les procédures de contrôle et d'inspection de la Holding et des filiales ;
- élaborer un planning d'intervention des missions de contrôle et d'inspection ;
- effectuer des enquêtes de moralité lors des recrutements des agents ou consécutivement à une mission d'inspection ;
- suivre l'application des recommandations mentionnées dans les rapports d'inspection ;
- veiller à l'application des

recommandations issues des missions d'audit externe (Commissaires aux Comptes, Commission Bancaire, BCEAO, BCEAC, BCV BCRG etc.) ;

- Assurer l'inspection de la gouvernance et des systèmes d'information de Coris Holding et des filiales ou succursales du Groupe.

5. Conseils de Conformité Interne

Dans le souci de se conformer aux principes et aux règles régissant l'industrie de la finance islamique, le Groupe Coris, a dès la mise en place des Branches Islamiques, institué des Conseils de Conformité Interne ou Charia Board en vue du renforcement de son dispositif de Gouvernance. Chaque Branche dispose de son propre Conseil de Conformité Interne (CCI) composé d'un Président et d'au moins trois (03) membres.

Le Conseil de Conformité Interne a pour mission principale de veiller à la conformité des pratiques financières à la lumière des principes et règles de la Finance Islamique et d'émettre des avis et des Conseils.

Au terme de l'exercice 2025, les différents CCI ont attesté que les opérations de financement réalisées par l'ensemble des Branches Islamiques Coris Bank International Baraka du Groupe ont été accomplies conformément aux Principes et Règles et de la Finance Islamique.

Ci-dessous la liste des CCI et de leurs Membres :

Membres CCI

Branches Islamiques	Président CCI	Membres CCI
CBI SA Burkina Faso	Dr Abdessattar KHOULDI	1. Dr Hamadou DICKO 2. M. Seyni HIMA 3. M. Saidou BARRY
CBI Bénin	Dr Abdessattar KHOULDI	1. Imam LIGALI Alao Isiacka 2. M. MAMA Idrissou
CBI Côte d'Ivoire	Dr Abdessattar KHOULDI	1. Imam Issouf DOUMBIA 2. Imam Djiguiba Abdallah CISSE 3. Dr Adama FADIGA
CBI Mali	Dr Abdessattar KHOULDI	1. Imam SAMAKE 2. Dr Sidi BOUARE
CBI Togo	Dr Abdessattar KHOULDI	1. Imam LATIFOU Mako 2. Pr MENSAH Nouredine
CBI Niger	Dr Abdessattar KHOULDI	1. Dr Hamadou DICKO 2. M. Seyni HIMA 3. M. Saidou BARRY
CBI Sénégal	M. El Hadji Bara DIENE	1. Dr Abdessattar KHOULDI
CBI Guinée	Dr Abdessattar KHOULDI	1. El Hadj Ibrahima Ousmane BAH
CBI Guinée Bissau	M. El Hadji Bara DIENE	1. Dr Abdessattar KHOULDI 2. Dr Moustapha LY 3. Dr Mamadu Uri BALDE

Coris Bank International Baraka Burkina Faso et Niger



Dr. Abdessattar KHOULDI
Président du Conseil de
Conformité



Dr Hamadou DICKO
Membre du Conseil de
Conformité



M. Seyni HIMA
Membre du Conseil de
Conformité



M. Saidou BARRY
Membre du Conseil de
Conformité

Coris Bank International Baraka Côte d'Ivoire



Dr. Abdessattar KHOULDI
Président du Conseil de
Conformité



Imam Issouf DOUMBIA
Membre du Conseil de
Conformité



Imam Djiguiba Abdallah CISSE
Membre du Conseil de
Conformité



Dr. Adama FADIGA
Membre du Conseil de
Conformité

Coris Bank International Baraka Mali



Dr. Abdessattar KHOULDI
Président du Conseil de
Conformité



Imam SAMAKE
Membre du Conseil de
Conformité



Dr. Sidi BOUARE
Membre du Conseil de
Conformité

Coris Bank International Baraka Togo



Dr. Abdessattar KHOULDI
Président du Conseil de
Conformité



Imam Mako LATIFOU
Membre du Conseil de
Conformité



Pr. Nourredine MENSAH
Membre du Conseil de
Conformité

Coris Bank International Baraka Bénin



Dr. Abdessattar KHOULDI
Président du Conseil de
Conformité



Imam Alao Isiacka LIGALI
Membre du Conseil de
Conformité



M. Idrissou MAMA
Membre du Conseil de
Conformité

Coris Bank International Baraka Sénégal



El Hadj Bara DIENE
Président du Conseil de
Conformité



Dr. Abdessattar KHOULDI
Membre du Conseil de
Conformité

Coris Bank International Baraka Guinée



Dr. Abdessattar KHOULDI
Membre du Conseil de
Conformité



Mr El Hadj Ibrahima Ousmane BAH
Membre du Conseil de Conformité

Coris Bank International Baraka Guinée Bissau



El Hadj Bara DIENE
Président du Conseil de
Conformité



Dr. Abdessattar KHOULDI
Membre du Conseil de
Conformité



Dr. Moustapha LY
Membre du Conseil de
Conformité



Dr. Mamadu Uri BALDE
Membre du Conseil de
Conformité

CORIS BANK

INTERNATIONAL BARAKA

UN FINANCEMENT ALTERNATIF ET
ETHIQUE AU SERVICE DE TOUS.



La Solution de Financement Islamique
<https://corisbankbaraka.com>





FACTEURS CLES DE SUCCES ET LEVIERS STRATEGIQUES

III. FACTEURS CLES DE SUCCES ET LEVIERS STRATEGIQUES

1. Les success stories du Groupe s'appuient sur...



2. Avec un développement des leviers stratégiques suivants :



- Plus de proximité avec les filiales et les succursales
- Plus de synergie entre les filiales et les succursales
- Plus de standardisation et de mutualisation de moyens.

IV

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

IV. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Rapport de gestion au 31 décembre 2025

1.1. Chiffres clés sur base sociale

Au 31 décembre 2025, à travers les comptes sociaux de Coris Holding il est constaté :

- des fonds propres de 140,2 milliards FCFA (95,2 milliards FCFA à fin décembre 2023), soit une hausse de 47,3% ;
- des ressources stables de 217,50 milliards FCFA (156,5 milliards FCFA en fin 2023), soit une croissance de 38,7% ;
- un total bilan de 260,2 milliards FCFA en progression de 17,1% (+37,9 milliards FCFA) comparativement au 31 décembre 2024 ;
- un résultat net de 23,5 milliards FCFA après 21,7 milliards FCFA enregistré en 2024, soit une baisse de 8,4%.

1.1.1. Structure du bilan au 31 décembre 2025

Le bilan de Coris Holding suivant les principaux agrégats, se décline comme suit :

- **Actif**
 - **Actif immobilisé** : A fin 2025, l'actif immobilisé net ressort à 205,1 milliards FCFA, soit une hausse de +17,4%. Il est constitué des immobilisations financières d'un montant net de 196,2 milliards FCFA (+16,7%), d'investissements matériels d'une valeur de 6,9 milliards FCFA (+70,8%), d'investissements immatériels évalués à 1,9 milliards FCFA (+1,5%) et des immobilisations en cours d'une valeur de 493 millions de FCFA.
 - **Actif circulant** : Le montant total de l'actif circulant se chiffre à 15,5 milliards FCFA contre 12,1 milliards FCFA au 31 décembre 2024, soit une hausse de 28%. Cette progression s'explique principalement par la constatation, au titre du dernier trimestre 2025, des factures d'assistance et de prestations

externalisées pour un montant d'environ **4 milliards FCFA** atténuée par l'apurement des créances détenues sur les filiales au cours de la période.

- **Trésorerie - Actif** : Au 31 décembre 2025, le solde de la trésorerie net ressort à 39,6 milliards FCFA représentant les disponibilités sur les comptes bancaires. Elle enregistre une hausse de 11,6% par rapport au 31 décembre 2024 (4,2 milliards FCFA).
- **Passif**
 - **Capitaux propres** : Au 31 décembre 2025, le total des capitaux propres s'établit à **140,2 milliards FCFA** et se compose principalement du capital social (**26,2 milliards FCFA**), des primes liées au capital (**31,6 milliards**), des réserves (**35 milliards FCFA**), du report à nouveau créditeur (**23,9 milliards FCFA**) et du résultat net (**23,5 milliards FCFA**). Les capitaux propres ont enregistré une progression substantielle de **47,3%** (**+45 milliards FCFA**), résultant d'une part de l'entrée dans le capital de MC VI et IFU pour **32,8 milliards FCFA** et d'autre part de l'affectation du Résultat Net de l'exercice 2024 en réserves (**+10,4 milliards FCFA**).
 - **Passif circulant** : Le passif circulant s'établit à **43,2 milliards FCFA**, enregistrant une baisse de **22,5 milliards FCFA (-22,2%)** par rapport à la clôture de l'exercice 2024. Cette diminution est expliquée principalement par un remboursement partiel du compte courant d'associé de **20 milliards FCFA**.

1.2. Structure du compte de résultat au 31 décembre 2025

- **Produits**
 - **Chiffre d'affaires** le chiffre d'affaires issu de l'assistance technique et des prestations externalisées fournies aux filiales ressort à **23,2 milliards FCFA**,

en hausse de **+18,7%** par rapport à 2024. Cette amélioration reflète l'intensification des appuis stratégique et opérationnel du Groupe, ainsi que l'élargissement progressif du périmètre des services offerts à ses entités. Les facturations des prestations informatiques portant sur les projets de digitalisation, de sécurisation et de renforcement de l'infrastructure contribuent pour 83,8% en termes de réalisations au 31 décembre 2025.

- **Produits financiers** : Les prises de participations et les placements génèrent des revenus de 28,1 milliards FCFA soit un recul de 10,4% par rapport à 2024. Cette évolution résulte principalement :

- de la contraction des revenus de titres de participation (**23,7 milliards FCFA**, en diminution de **14,6%**) liée à la baisse des dividendes distribués par certaines entités du Groupe en 2025, notamment CBI SA, en lien avec l'évolution de son résultat net de 2024 impacté par des dépréciations significatives. Cette baisse demeure toutefois conjoncturelle au regard du niveau de son résultat net de 2025 avec une croissance de 36%, favorable à une amélioration des dividendes perçus par la Holding.
- également, les intérêts bancaires et de placement qui totalisent à **2,9 milliards FCFA** se sont repliés de 20%, principalement en raison de la baisse du niveau moyen des dépôts à terme, à la suite des investissements réalisés sur la période.

- **Charges**

- **Charges d'exploitation** : Au 31 décembre 2025, le total des charges s'élève à **33,2 milliards FCFA**, en hausse de 13,1% soit +1,9 milliard FCFA par rapport au niveau constaté au 31 décembre 2024. Elles comprennent :

- des achats de fournitures de bureau, de carburant, d'électricité et de petits matériels informatiques qui se chiffrent à 271 millions FCFA soit une hausse annuelle de 4,6%. Cette hausse s'explique essentiellement par la croissance de l'activité et celle de

l'effectif de la Holding ;

- des frais de transport engagés à l'occasion des missions et déplacements du personnel de Coris Holding et des partenaires à sa charge pour un montant de 367 millions FCFA. Ce poste diminue de **3,2%** en un an.
- des services extérieurs qui se fixent à **8,1 milliards FCFA**, en baisse de **22,6% (-2,4 milliards FCFA)** comparés à 2024 et se rapportant à des charges engagées dans le cadre des prestations d'assistance technique aux filiales et des charges inhérentes au fonctionnement et aux activités de Coris Holding ;
- des impôts, taxes et autres obligations fiscales assimilées s'élèvent à **1,5 milliard FCFA** contre **867 millions FCFA** en 2024, soit une hausse de **71,1% (+616 millions FCFA)**.
- des charges de personnel d'un montant total de 8,3 milliards FCFA, elles correspondent aux rémunérations brutes, charges patronales et indemnités de fin de carrière. Les charges du personnel progressent de 49,7% (**+2,8 milliards FCFA**) principalement due au plein effet des recrutements réalisés en 2024 (+23 collaborateurs), aux nouvelles recrues de 2025 (+9 collaborateurs) et à l'effort soutenu de Coris Holding en matière de développement du capital humain et d'accompagnement de la croissance de ses activités à travers la mise en œuvre de son plan de formation.
- des dotations aux amortissements qui s'élèvent à 4,2 milliards FCFA contre 2,4 milliards FCFA au 31 décembre 2024, soit une hausse de 1,8 milliard FCFA.
- **Charges financières** : les charges financières enregistrent une faible progression, passant de **8,5 milliards FCFA** à **8,9 milliards FCFA**, soit une hausse de **385 millions FCFA (4,5%)**. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation de l'encours de dettes financières lequel s'est accru de **15,5 milliards FCFA** depuis fin 2024 représentant une croissance de 25,2%.

- **Résultat net**

Au terme de l'exercice 2025, Coris Holding extériorise un résultat net bénéficiaire de 23,5 milliards FCFA en croissance de 8,3% (+1,8 milliard FCFA) par rapport à 2023.

2. Chiffres clés sur base consolidée

Le périmètre de consolidation de Coris Holding au 31 décembre 2025 est composé de dix (10) banques : *Coris Bank International SA au Burkina Faso (CBI SA) avec une succursale au Niger (CBI NE), Coris Bank International Côte d'Ivoire (CBI CI), Coris Bank International Mali (CBI ML), Coris Bank International Togo (CBITG), Coris Bank International Bénin (CBI BJ), Coris Bank International Sénégal (CBI SN) avec une succursale en Guinée-Bissau (CBI GW), Coris Bank International Guinée (CBI GN) et Coris Bank International Gabon (CBI GA), une holding en Côte d'Ivoire (Coris Africa) qui porte la filiale bancaire de Coris Bank International Tchad (CBI TD) et trois (03) filiales de mésofinance (Coris Méso Finance) installées au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Bénin.*

2.1. Actif du bilan consolidé

- **Créances interbancaires**

Les opérations de trésorerie et interbancaires du Groupe Coris extériorisent à l'actif, un encours de **1 198,2 milliards FCFA** au 31 décembre 2025. Comparativement à 2024, l'encours des opérations de trésorerie et interbancaires est en progression de **105,2% (+614,2 milliards FCFA)**, comprenant un montant de **140 milliards FCFA** du fait de la prise en compte de CBI Tchad dans le périmètre de consolidation.

- **Créances sur la clientèle**

A l'arrêté des comptes au 31 décembre 2025 du Groupe Coris, les crédits nets de trésoreries accordés à la clientèle se fixent à **3 145,7 milliards FCFA**. Comparativement à l'exercice précédent, les emplois nets progressent de **7,6% (+222,1 milliards FCFA)** et **+4% (+122 milliards FCFA)** à iso périmètre, grâce aux efforts enregistrés dans la distribution de crédits à court terme (**+142,4 milliards FCFA**) et à moyen terme (**+107,1 milliards FCFA**).

Le **taux de couverture des créances en souffrance**

en 2025 ressort à **63,9%** contre **52,4%** en fin 2024.

Le **taux net de dégradation du portefeuille** s'améliore à **9,0%** au 31 décembre 2025 contre **9,2%** en 2024.

- **Titres de placement**

L'encours des obligations et autres titres consolidés du Groupe Coris atteint à **2 948 milliards FCFA** en 2025, en progression de **17,7% (+442,8 milliards FCFA)** (et de **+11% (+159 milliards FCFA)** à iso périmètre) depuis 2024.

- **Immobilisations financières**

Le poste des immobilisations financières comprenant les autres participations dans les entités hors du périmètre de consolidation ou en phase de création, s'établit à **27,6 milliards FCFA** au 31 décembre 2025 contre **9,5 milliards** en fin 2024.

La hausse constatée sur le niveau des titres de participation (**+18,1 milliards FCFA**) est expliquée essentiellement par la constitution du capital de la filiale bancaire en création au Gabon.

2.2. Passif du bilan consolidé

- **Dettes interbancaires**

Au 31 décembre 2025, le passif consolidé du Groupe Coris affiche un encours de **1 765,6 milliards FCFA** en termes de dettes interbancaires. Comparativement à 2024, une hausse de **5,6% (+94,3 milliards FCFA)** se dégage. Cette évolution est portée essentiellement par le niveau des comptes correspondants (**+58,6 milliards FCFA**) et les emprunts interbancaires.

- **Dettes à l'égard de la clientèle**

Porté par l'élargissement du réseau et la performance de la force de vente, l'encours des ressources collectées auprès de la clientèle s'établit au 31 décembre 2025 à **5 015 milliards FCFA** en hausse annuelle de **28,3% (+1 106,9 milliards FCFA)** et **20% (+789 milliards FCFA)** à iso périmètre.

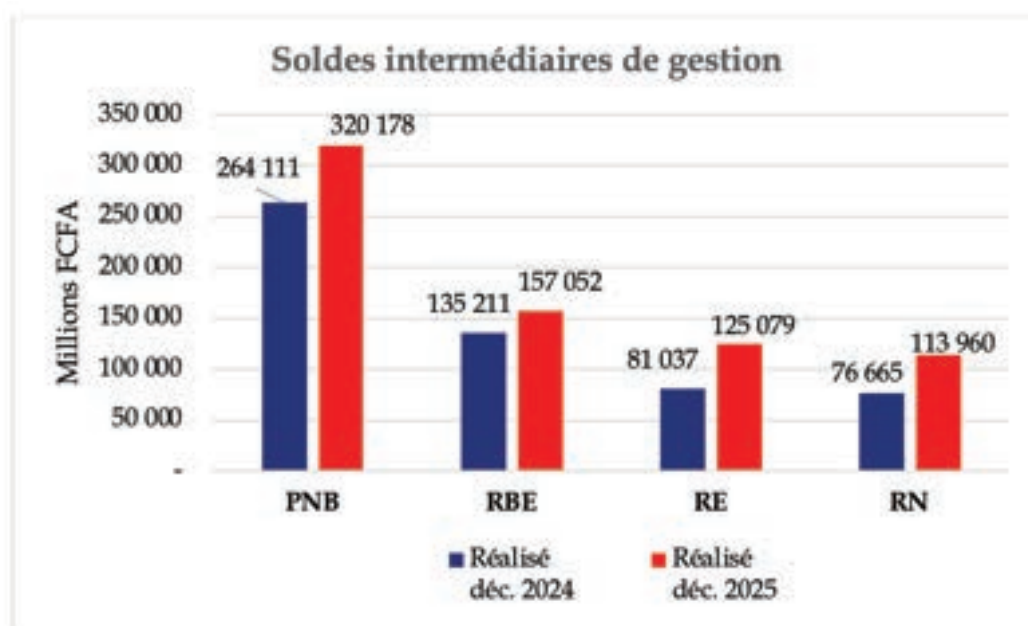
- **Capitaux propres consolidés**

Les comptes consolidés du Groupe arrêtés au 31 décembre 2025 extériorisent des fonds propres bruts de **650,2 milliards FCFA**, en renforcement de **25,7% (+132,9 milliards FCFA)** depuis fin 2024.

2.3. Engagements hors bilan

L'encours des financements par signature donnés par le Groupe s'établit au 31 décembre 2025 à **1 732 milliards FCFA**, en croissance de **54,2%** (+609 milliards FCFA) comparativement à fin décembre 2024.

2.4. Compte de Résultat consolidé



- **Produit Net Bancaire** : l'activité des entités du Groupe au cours de l'exercice 2025 a permis d'enregistrer un Produit Net Bancaire consolidé de **320,2 milliards FCFA**. Un niveau de réalisation qui s'inscrit en hausse de **21,2%** (+56,1 milliards FCFA) et (+12% en iso périmètre) comparativement à fin 2024.
- **Charges générales d'exploitation** : les charges générales d'exploitation constatées durant l'exercice 2025 s'établissent à **163,1 milliards FCFA**. Elles évoluent sur une année de **26,6%** (+34,1 milliards FCFA) et +10% (+19 milliards FCFA) en iso périmètre.
- **Coût du risque** : le Groupe Coris a constitué en 2025, une dotation nette aux provisions de **32 milliards FCFA** afin d'atténuer les pertes éventuelles sur les risques opérationnels et ceux liés à l'activité de crédit. Comparativement à 2024, une contraction de **41%** (-22,2 milliards FCFA) est constatée sur le coût net du risque.
- **Résultat Net** : le Groupe extériorise un **Résultat Net Consolidé** de **114 milliards FCFA** soit une progression de **48,6%** (+37,3 milliards FCFA) et +47%, (+36 milliards FCFA) en iso périmètre. La part du Groupe dans le Résultat Net réalisé s'élève à **79,2 milliards FCFA** en hausse de **49,3%** (+26,1 milliards FCFA) en un an.

2.5. Ratios prudentiels

Le Groupe respecte tous les ratios prudentiels édictés par la BCEAO. Ci-dessous le tableau récapitulatif des ratios prudentiels au 31 décembre 2025.

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter	Niveau observé	Niveau observé	Niveau observé	Situation de l'établissement
		déc-23	déc-24	déc-25	
A. Normes de solvabilité					
Ratio de fonds propres CET 1 (%)	>= 8,5%	12,78%	12,16%	12,6%	CONFORME
Ratio de fonds propres de base T1 (%)	>= 9,5%	13,08%	12,45%	12,9%	CONFORME
Ratio de solvabilité total (%)	>= 12,5%	13,96%	13,33%	13,9%	CONFORME
B. Norme de division des risques				-	
Norme de division des risques	<= 25%	19,00%	21,59%	8,5%	CONFORME
C. Ratio de levier				-	
Ratio de levier	>= 3%	5,30%	5,94%	6,0%	CONFORME
D. Autres normes prudentielles				-	
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	<= 25%	1,05%	1,05%	10,8%	CONFORME
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	<= 15%	0,03%	0,03%	0,0%	CONFORME
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	<= 60%	0,06%	0,05%	0,0%	CONFORME
Limite sur les immobilisations hors exploitation	<= 15%	8,40%	7,49%	9,2%	CONFORME
Limite sur le total des immobilisations et des participations	<= 100%	37,39%	39,23%	51,9%	CONFORME
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	<= 20%	14,89%	16,50%	15,0%	CONFORME

2. Rapport Responsabilité Sociétale d'Entreprise

1. La politique RSE du Groupe

Le Groupe Coris, acteur incontournable de l'essor des économies africaines assume pleinement son engagement de développement durable dans ses zones de présence. Avec sa vision « Être le Groupe bancaire et financier panafricain de référence, leader dans les offres bancaires, de méso finance et dans l'innovation », la dynamique commerciale impulsée au sein des filiales et de leurs succursales impacte positivement les différentes sociétés et leurs environnements. Le Groupe a donc mis en place une démarche structurée qui est formalisée par une Politique RSE.

Les lignes directrices en matière de responsabilité sociétale sont définies par la Politique RSE du Groupe et se veut être le cadre formel de la contribution de Coris Holding et de ses entités aux Objectifs de Développement Durable adoptés par l'Organisation des Nations Unies en 2015. Sa mise en application permet au Groupe de rendre compte à ses parties prenantes de ses efforts et des résultats obtenus en termes de responsabilité sociétale à travers un rapport dédié.

Coris Holding a ainsi mis en place une gouvernance animée par une culture d'éthique, de transparence, de redevabilité et de reconnaissance des intérêts des parties prenantes afin d'intégrer la RSE dans ses activités, ses décisions et ses relations avec les parties prenantes. Ses ambitions en la matière sont, entre autres, d'être une Compagnie financière :

- faisant preuve d'éthique et d'intégrité ;
- respectant scrupuleusement la réglementation en vigueur sur les marchés ;
- protégeant les intérêts de ses clients et partenaires ;
- œuvrant en faveur de la protection de l'environnement et du climat ;
- assurant le plein épanouissement de son personnel ;
- soutenant le développement des communautés.

Chacune de ses ambitions est déclinée en engagements qui font l'objet d'initiatives visant l'atteinte des objectifs escomptés. La gouvernance RSE implique plusieurs acteurs à tous les niveaux de l'organisation, en particulier le Conseil d'Administration qui approuve la Politique RSE, suit les performances RSE et s'assure de :

- la pertinence des ambitions et engagements RSE par rapport aux valeurs et à la stratégie de Coris Holding et de ses entités ;
- la cohérence avec la politique de gestion des risques ;
- l'efficacité des initiatives RSE et l'effectivité des résultats obtenus.

2. La Fondation Coris au cœur de l'engagement sociétal du Groupe

La **Fondation Coris** est un acteur majeur de l'engagement sociétal du Groupe sur toute l'étendue de son territoire d'implantation. Créée depuis le 13 octobre 2013 et par la Loi n° 10/92/ADP du 15/12/1992 portant liberté d'association au Burkina Faso, elle jouit de la capacité juridique depuis le 26 novembre 2015, date de la publication de son Récépissé de déclaration d'association N° 2015-861/MATD/SG/DGLPA/DOASOC du 26 octobre 2015 au Journal Officiel du Burkina Faso. Elle œuvre avec les filiales et leurs succursales à la réalisation de leurs engagements citoyens dans les domaines de la promotion

de l'entrepreneuriat, de l'éducation, de la santé et de la cohésion sociale. Ces axes d'intervention sont retenus par l'organe de gestion qui valide les projets qui lui sont soumis.

Le Groupe, au cours de l'exercice 2025 a une fois de plus été très actif dans plusieurs volets notamment :

- La **santé** avec des soutiens multiformes visant à l'amélioration des conditions sanitaires des communautés.
- Le **soutien aux couches vulnérables** à travers des dons de vivres, de matériels, des soutiens financiers et la réalisation d'infrastructures.
- **L'éducation** : le Groupe résolument engagé pour la promotion de l'excellence contribue significativement à la mise à disposition des infrastructures de base et à l'accompagnement des actions de promotion à travers la distribution de kits, de comptes d'épargne conséquemment approvisionnés et l'octroi d'importantes bourses scolaires.
- La **promotion de l'entrepreneuriat** : la dynamique commerciale impulsée au sein du Groupe pour l'accompagnement de sa cible de prédilection notamment les PME/PMI impacte sur les actions de promotion de l'entrepreneuriat.
- La **culture** : domaine de cohésion sociale et répondant parfaitement à une des valeurs du Groupe qui est la « **Sociabilité** », occupe une place de choix dans les actions RSE.
- **Environnement** : les actions en faveur de l'environnement constituent des priorités au sein de Groupe. Ainsi, une politique environnementale et sociale est mise en place avec une démarche cohérente tenant compte de la catégorisation des risques environnementaux et sociaux. A cet effet le filtrage est effectué à partir des demandes de financement des projets. Aussi, d'autres actions sont menées en faveur de la cause environnementale et sociale. Les actions de protection de l'environnement et de la biodiversité, de reboisement, de salubrité ont entre autres été des volets d'attention particulière au sein du Groupe.



100 millions de FCFA à la Fondation GO PAGA pour l'insertion des veuves et le soutien aux orphelins des FDS (Forces de Défense et de Sécurité) et aux personnes vulnérables au Burkina Faso



200 millions de FCFA au FSSP (Fonds de Solidarité pour la Sauvegarde de la Patrie) du Niger en soutien à l'effort de solidarité nationale



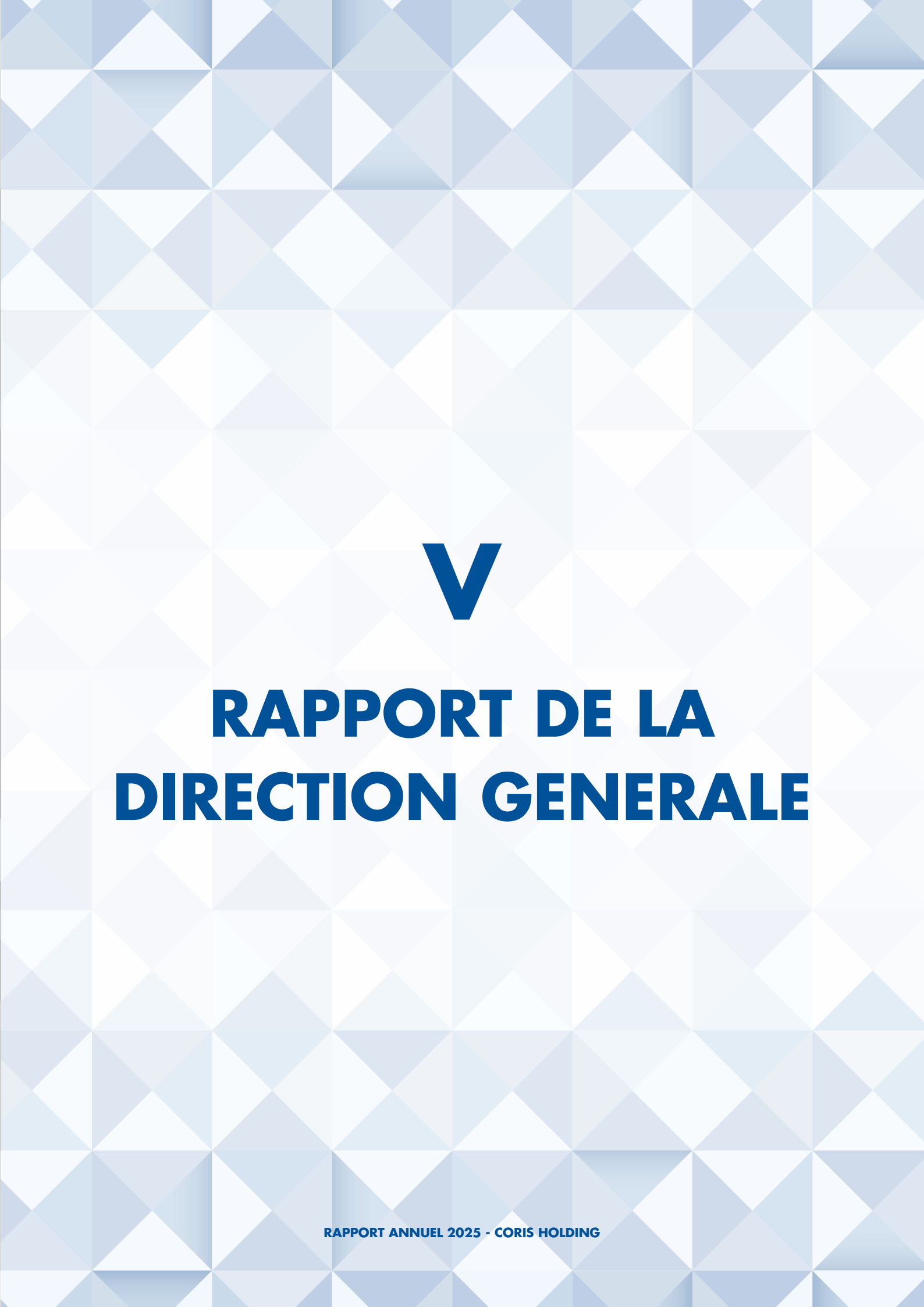
59 millions de FCFA à l'initiative « Pépites d'entreprises » au Burkina Faso pour soutenir l'entrepreneuriat des jeunes et accompagner les entreprises participantes



25 millions de FCFA à l'initiative « Bâilleur de cité » pour soutenir la promotion du développement communautaire au Burkina Faso



***Empruntez les marches
de la réussite avec
Coris Bank International.***



V

**RAPPORT DE LA
DIRECTION GENERALE**

V. RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

1. Projets structurants

Au titre des projets structurants les réalisations sont entre autres :

- la digitalisation de la souscription à l'internet banking « **MyCoris Bank** » permettant au client Coris Bank International de souscrire et d'accéder à son compte à tout moment et partout dans le monde pour réaliser ses opérations bancaires notamment les demandes de chèquiers, de cartes bancaires, de consultations de solde, de virements, de paiements de factures...
- la dématérialisation des demandes de carte qui sont désormais initiées depuis la plateforme de MyCoris Bank par le client sans l'intervention d'un agent;
- le déploiement d'une plateforme CSA (Customer Service Assistance) pour la gestion et le suivi des demandes du client à partir de la solution MyCoris Bank ;
- la mise à jour des données des fiches clients pendant le déploiement de la solution MyCoris Bank ;
- le démarrage du pilote de l'interopérabilité Groupe entre nos guichets bancaires pour trois filiales pilotes (CBI Bénin, CBI Burkina Faso et CBI Togo) ;
- le déploiement de Coris Money en Guinée et Guinée Bissau avec l'intégration de l'anglais et du portugais ;
- la finalisation du déploiement de MyCoris Bank Retail ;
- la mise en production de l'Interopérabilité Régionale PiSFN (BCEAO) pour toutes les filiales UEMOA.

Au titre des perspectives, tous les chantiers digitaux seront poursuivis pour un déploiement intégral dans toutes les filiales et succursales en 2026. Nous pouvons citer notamment :

- le déploiement de la version Corporate ;
- l'automatisation de l'ouverture de compte bancaire via MyCoris Bank ;
- la finalisation du déploiement de l'interopérabilité Groupe;
- la réalisation de l'Interopérabilité de Coris Money entre toutes les filiales ;
- le déploiement de Coris Money à CBI Tchad ;
- l'automatisation de certains processus

- avec la mise en place de Robots (RPA) ;
- l'automatisation de la demande de crédit à la consommation ;
- Etc.

2. Offres et positionnement du Groupe

2.1. Une offre diversifiée, innovante et une politique de proximité pertinente

Le Groupe, sur l'ensemble de ses marchés, poursuit le renforcement de ses offres à travers :

- le déploiement effectif au sein de toutes les filiales et de leurs succursales de la solution « **MyCoris Bank** » au profit de la clientèle des particuliers, a contribué au renforcement du positionnement de la banque digitale de Coris Bank International sur les différents marchés de présence ;
- l'expansion du réseau des filiales et de leurs succursales mettant à la disposition de la clientèle la **solution « Coris Money »** avec le lancement commercial sur le marché de la Côte d'Ivoire qui complète les filiales de déploiement à sept (07) et un démarrage de tests pilotes en Guinée et Guinée Bissau ;
- la mise en production des services de **Cardless** (retrait sans carte au GAB) à partir de **Coris Money** et le **dépôt d'espèces aux GAB au sein plusieurs filiales** qui contribuent au renforcement de la position de banque digitale de Coris Bank International sur les différents marchés de présence.
- le déploiement de la **Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI)** de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au sein des toutes les filiales de la zone UEMOA qui positionne le Groupe Coris comme l'un des pionniers de zone à mettre à la disposition du public ce canal unifié de paiements instantanés de la BCEAO.

Le tableau ci-dessous résume les offres classiques de produits et services du Retail et du Corporate Banking :

Retail Banking	
Comptes 	➤ Comptes Epargnes ➤ Compte Chèque Particulier ➤ Compte Chèque Salarié ➤ Compte Secteur informel ➤ Compte Diaspora ➤ Packages ➤ Compte de dépôt à Terme (DAT)
Crédits et prêts 	➤ Découvert ➤ Crédit Immobilier ➤ Crédit de Consommation ➤ Crédit Agricole ➤ Prêt Scolaire ➤ Prêt Energie ➤ Prêt Fête ➤ Prêt Assur
Solutions Digitales 	➤ Coris Money via application et USSD (Mobile Money) ➤ Cartes bancaires régionale adossées aux comptes (UEMOA) ➤ Cartes bancaires VISA adossées aux comptes (Classic, Gold et Infinite) ➤ Cartes bancaires prépayées (régionale GIM UEMOA, Internationale VISA) ➤ La banque en ligne E-Coris ➤ Mobile Banking (MyCoris Bank) ➤ Coris SMS (sms Banking) ➤ E-Relevé (PDF, EXCEL) ➤ GAB ➤ Cardless ➤ Dépôt d'espèces aux GAB ➤ PI-SPI BCEAO
Services bancaires 	➤ Opérations de change ➤ Virements ➤ Transferts/Virements ➤ Cautions Bancaires ➤ Attestations ➤ Bancassurance ➤ Solutions de transfert rapide d'argent ➤ Transfert interopérable CBI (Rapidex New) ➤ Autres services...

Service Client

- Centre d'appel
- Web widget (site web)
- WhatsApp
- Facebook Messenger
- E-mail,...
- CSA MyCoris Bank

Corporate Banking

Comptes

- Compte Société Anonyme – SA
- Compte Société à Responsabilité Limitée – SARL
- Compte Entreprise Individuelle
- Compte Associations/ Coopératives
- Compte ONG, Structures de l'Etat et des Collectivités
- Compte de Dépôt à Terme (DAT)

Crédits, Cautions et Avals d'effets

- Crédits de Trésorerie
- Crédit Immobilier
- Crédit de Consommation
- Crédit de Fonctionnement
- Crédit d'Investissement
- Crédit Energie
- Cautions sur Marchés Publiques
- Cautions Fiscales
- Avals d'Effets de Commerce

Solutions digitales

- Coris Money via application et USSD (Mobile Money)
- Cartes bancaires régionale adossées aux comptes (UEMOA)
- Cartes bancaires VISA adossées aux comptes (Classic, Gold et Infinite)
- Cartes bancaires prépayées (régionale GIM UEMOA, Internationale VISA)
- La banque en ligne E-Coris Corporate
- Coris Clearing
- E-Swift
- Coris SMS (sms Banking)
- E-Relevé (MT 940, MT 101, AFB 120, PDF, EXCEL)
- TPE (Terminal de Paiement Electronique)

Services bancaires 	➤ Opérations de change ➤ Virements ➤ Transferts ➤ Cautions Bancaires ➤ Attestations ➤ Bancassurance ➤ Solutions de transfert rapide d'argent ➤ Autres services...
Service Client 	➤ Centre d'appel ➤ Web widget (site web) ➤ WhatsApp ➤ Facebook Messenger ➤ E-mail...

2.2. Le positionnement du Groupe

2.2.1. Positionnement des filiales et succursales

Pôle Banque	Année de création	Part de marché Total Bilan		Classement		Evolution au classement		Nombre de banques
		2024	2025	2024	2025	2024	2025	
CBI Burkina Faso	2008	26,8%	27,8%	1	1	➡ 0	➡ 0	16
CBI Niger	2019	8,1%	9,9%	6	4	⬆ 2	⬆ 2	14
CBI Côte d'Ivoire	2013	4,2%	4,3%	8	9	⬇ -1	⬇ -1	29
CBI Mali	2014	4,8%	4,5%	8	8	➡ 0	➡ 0	14
CBI Togo	2015	14,9%	12,7%	3	2	➡ 0	⬆ 1	14
CBI Bénin	2016	11,4%	11,2%	4	3	⬇ -1	⬆ 1	14
CBI Sénégal	2016	4,0%	5,0%	9	8	⬇ -2	⬆ 1	29
CBI Guinée Bissau	2022	13,0%	13,8%	5	5	➡ 0	➡ 0	6
Total								136

Les filiales et succursales du Groupe Coris ont, dans l'ensemble, confirmé leur positionnement sur leurs marchés respectifs à fin décembre 2025.

A fin 2025, sur les **135** banques en activité, Coris Bank International SA, première filiale du groupe, se positionne à la :

- 4^{ième} place en termes de total bilan avec une part de marché de **3,5%** (contre 3,6% en 2024(3^{ième})) ;
- 4^{ième} place en termes de ressources clientèle avec une part de marché de **3,4%** (contre une 4^{ième} place en 2024 pour une part de 3,4%) ;
- 5^{ième} place en termes d'encours de crédits à la clientèle avec une part de marché de **3,2%** (contre une 4^{ième} place en 2024 pour une part de 3,2%).

Coris Bank International SA (CBI Burkina) maintient ainsi sa position de **leader du marché bancaire burkinabè**, avec une part de marché de **27,8%**, en progression de **1 point** sur un an. Les filiales du Groupe au **Togo** et au **Bénin** figurent également parmi les trois premiers acteurs de leurs marchés respectifs en termes de total de bilan.

- CBI Togo gagne **une place** et se positionne au **2^{ième} rang**, avec une part de marché de **12,7%**.
- CBI Bénin gagne également **une place** et se classe au **3^{ième} rang**, avec une part de marché de **11,2%**.
- CBI Niger gagne deux places et intègre le TOP 5 du marché, se positionnant au quatrième rang.

Ces performances confirment la solidité du positionnement régional du Groupe et, plus largement, la capacité du Groupe Coris à consolider ses positions sur les principaux marchés de l'UMOA.

A l'image de 2023, le Groupe se positionne au troisième rang en termes de total bilan avec une part de marché de **8,6%** dans le classement des principaux groupes bancaires (contre une part de marché de **8,8%** en 2023).

Coris Holding avec une part de marché de **11,5%**, occupe la **2^{ème}** position dans le classement des compagnies financières en 2024 le même rang qu'en 2023 pour une part de marché de **11,9%**.

2.2.2. Positionnement du Groupe Coris parmi les principaux groupes bancaires de l'UMOA

Rang (2025)	Principaux groupes (part de marché minimum de 2%)	Pays d'origine de la maison mère	Nombre filiale	Part de marché	Guichet Agence	GAB	Comptes	Effectif	Part du résultat
1	Ecobank	Togo	8	8,60%	5,90%	13,90%	14,10%	6,20%	15,10%
2	Coris Bank International (CBI)	Burkina Faso	8	8,60%	5,60%	5,90%	4,90%	4,60%	9,20%
3	Société Générale	France	4	7,00%	4,40%	8,10%	6,40%	5,20%	12,00%
4	Bank Of Africa (BOA)	Maroc	7	6,30%	8,60%	5,50%	12,40%	7,00%	9,00%
5	NSIA Banque	Côte d'Ivoire	4	5,90%	4,40%	4,30%	4,40%	3,70%	4,10%
6	Atlantic Business International (ABI)	Maroc	9	5,80%	7,10%	6,50%	5,20%	6,10%	5,30%
7	Attijariwafa bank (AWB)	Maroc	9	5,80%	9,10%	6,90%	5,10%	7,00%	10,10%
8	Banque de Développement du Mali (BDM)	Mali	6	3,70%	7,10%	4,00%	2,10%	3,00%	3,20%
9	Oragroup	Togo	8	3,60%	4,10%	6,90%	3,60%	4,40%	-5,00%
10	Banque Sahélosaharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC)	Libye	7	3,40%	4,10%	3,40%	1,80%	3,40%	1,80%
11	United Bank for Africa (UBA)	Nigeria	5	3,30%	2,30%	2,50%	5,40%	2,40%	7,20%
12	AFG Holding	Côte d'Ivoire	2	2,30%	3,30%	2,90%	1,60%	1,90%	1,50%
13	BGFIBANK	Gabon	3	2,20%	0,80%	1,30%	0,20%	0,90%	1,80%
14	Bridge Bank	Côte d'Ivoire	2	2,00%	0,70%	0,50%	0,20%	1,10%	2,20%
Total			82	68,50%	67,50%	72,60%	67,40%	56,90%	77,50%

Sur 35 groupes bancaires en activité dans l’UMOA, le Groupe Coris se positionne comme suit :

- 2^{ème} rang en termes de **total bilan** avec une part de marché stable à 8,6% avec cependant **un gain d’une place, comparativement à 2024, au détriment de Société Générale (7,0%)** ; Il partage la même part de marché avec Ecobank sur la base du total bilan.
- 6^{ème} place en termes d’**agences** avec une part 5,6% **en amélioration de 0,5 point** comparé à 2024, le même rang qu’en 2024 ;
- 6^{ème} place en termes de **DAB/GAB** avec une part de 5,9% **en amélioration de 0,6 point en pourcentage** comparé à 2024 et le même rang qu’en 2024 ;
- 7^{ème} rang en termes de **comptes bancaires** avec une part de marché de 4,9% **en amélioration de 0,1%** comparé à 2024 et le même rang qu’en 2024 ;
- 6^{ème} place avec une part d’effectif de 4,6% **en augmentation de 0,1%** comparé à 2024 et un **gain d’une place au classement** ;
- 4^{ème} place en termes de **résultat net** avec une part de 9,2% **en amélioration de 1,1 point en pourcentage comparé à 2024, avec un gain d’une place** au classement, au détriment de BOA (9,0%).

Ainsi, le Groupe Coris dispose d’un positionnement solide en matière de création de valeur, avec une part de marché en résultat net de 9,2%, supérieure à sa part de marché en total bilan de 8,6%.

3. Système de Management de la Qualité

Une dynamique de démarche qualité est insufflée au sein du Groupe afin de poursuivre la bonne prise en charge des clients et leur assurer la meilleure expérience client du marché. Dans cette démarche, toutes les anciennes filiales sont certifiées ou en cours de certification. Les nouvelles filiales sont dans la même dynamique.

Filiales	Année de certification	Version	Année de recertification et version
CBI Burkina Faso	2010	ISO 9001-V 2008	2013, ISO 9001-V 2008 2016, ISO 9001-V 2015 2019, ISO 9001-V 2015 2022, ISO 9001-V 2015 2025, ISO 9001-V 2015
CBI Togo	2019	ISO 9001-V 2015	2022, ISO 9001-V 2015 2025, ISO 9001-V 2015
CBI Mali	2020	ISO 9001-V 2015	2022, ISO 9001-V 2015
CBI Bénin	2020	ISO 9001-V 2015	2022, ISO 9001-V 2015
CBI Côte d’Ivoire	2025	ISO 9001-V 2015	

4. Notation financière

A travers une démarche formalisée et rassurante, le Groupe Coris conforte ses relations avec ses partenaires. Ainsi, **Bloomfield**, l’agence de notation financière du Groupe, a procédé au cours de la période à une revue annuelle du rating. A l’issue de cette revue, Les notes attribuées en 2024 à Coris Holding ont été maintenues comme suit :

- AA- pour le long terme ;
- A1 pour le court terme.

CONSTRUISONS UNE RELATION DURABLE AVEC VOUS



La Solution PME

<https://corismeso.finance>





VI

CAPITAL HUMAIN

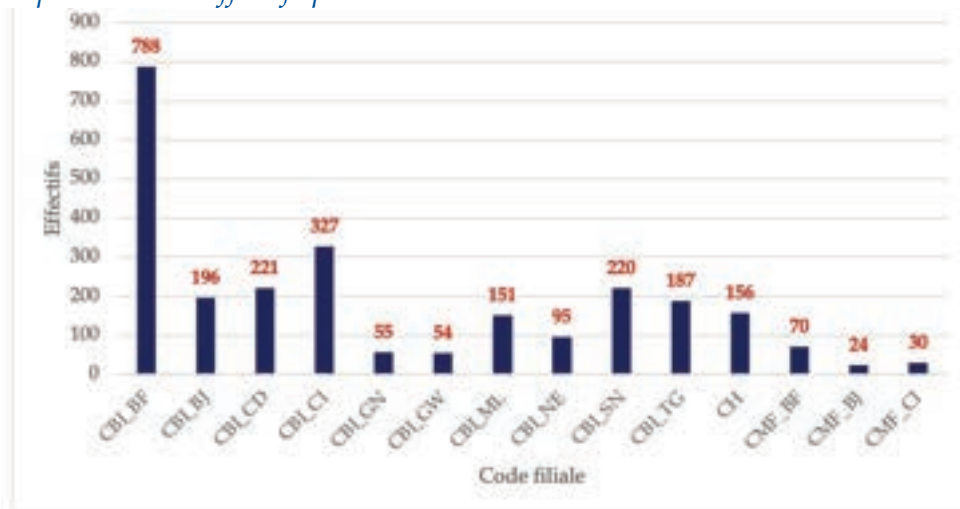
VI. CAPITAL HUMAIN

1. Bilan social 2025

1.1. L'effectif global

L'effectif global du Groupe Coris a connu un accroissement de **8,61 %** et s'est établi à **2 574** collaborateurs au 31 décembre 2025. Cette croissance s'explique, d'une part, par l'ouverture des deux nouvelles filiales de méso finance en Côte d'Ivoire et au Bénin et, d'autre part, par le renforcement des effectifs des filiales afin d'atteindre les objectifs stratégiques fixés.

Graphique 1: Répartition des effectifs par entité

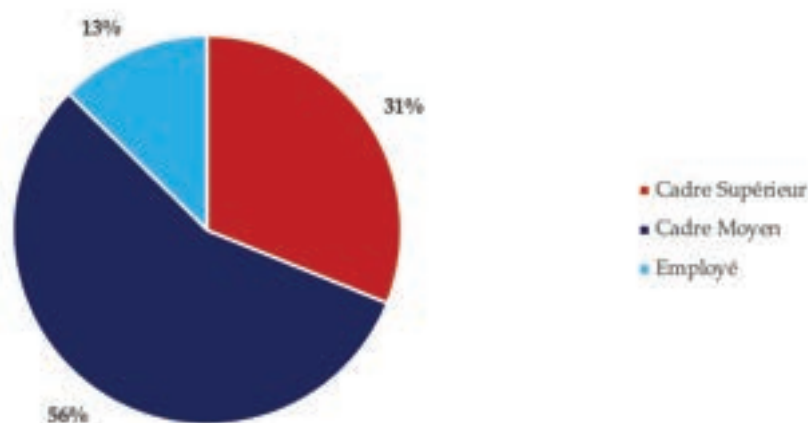


1.2. L'effectif par catégories professionnelles

La cartographie des métiers au sein du Groupe révèle que les emplois d'exécution et d'application concentrent **69%** des ressources contre **31%** pour les emplois de conception ou d'encadrement.

Cette concentration des cadres moyens et des employés (69%) reflète une stratégie orientée sur l'efficacité opérationnelle et la gestion quotidienne des activités sous la supervision des cadres supérieurs (31%).

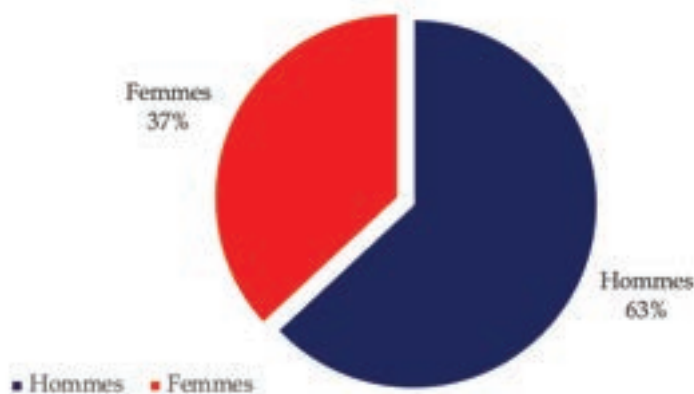
Graphique 2 : Répartition des effectifs par catégorie professionnelle



1.3. L'effectif par genre

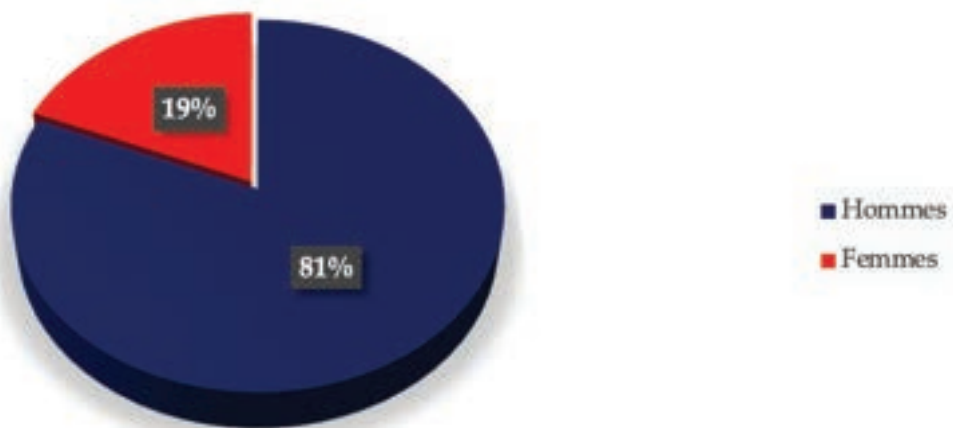
L'effectif du Groupe est constitué de **36,91% de femmes** et **63,09% d'hommes**. Cette répartition est globalement conforme aux recommandations du système des Nations Unies et de l'Union Africaine qui plaide pour un quota d'au moins 30% de femmes au sein des organisations.

Graphique 3: Répartition des effectifs par genre



Dans les Comités de direction, la représentation des femmes est restée stable avec **19%** de femmes tout comme en 2024.

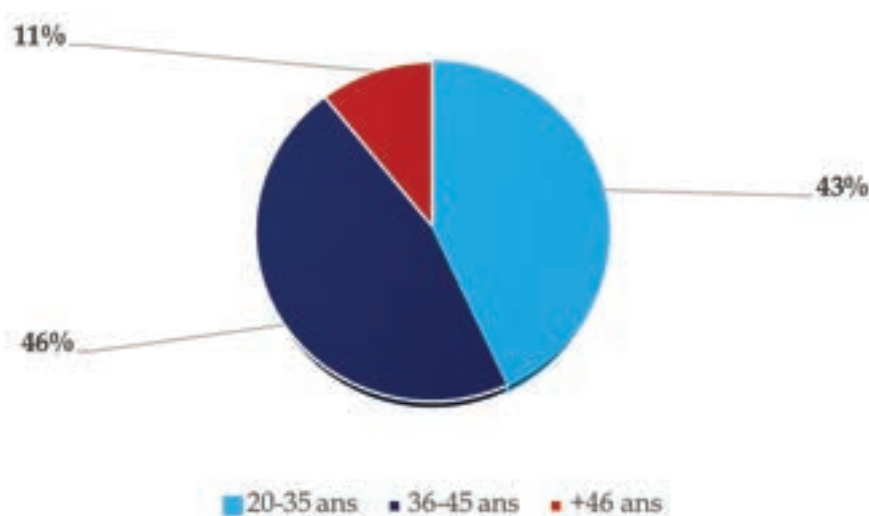
Graphique 4: Répartition des effectifs par genre dans les Comités de direction des entités



1.4. L'effectif par tranche d'âge

La structure démographique du Groupe reflète un équilibre intéressant entre jeunesse et expérience. En effet, 43 % des collaborateurs ont moins de 35 ans, apportant énergie et dynamisme, tandis que la tranche majoritaire de 36 à 45 ans (46 %) incarne une maturité professionnelle essentielle à la consolidation des savoir-faire. Enfin, les 11 % de collaborateurs de plus de 46 ans enrichissent l'organisation par leur expertise et leur recul stratégique. Cette diversité générationnelle constitue un atout majeur, favorisant l'innovation, la transmission des compétences et la pérennité des performances du Groupe.

Graphique 5 : Répartition des effectifs par tranche d'âge



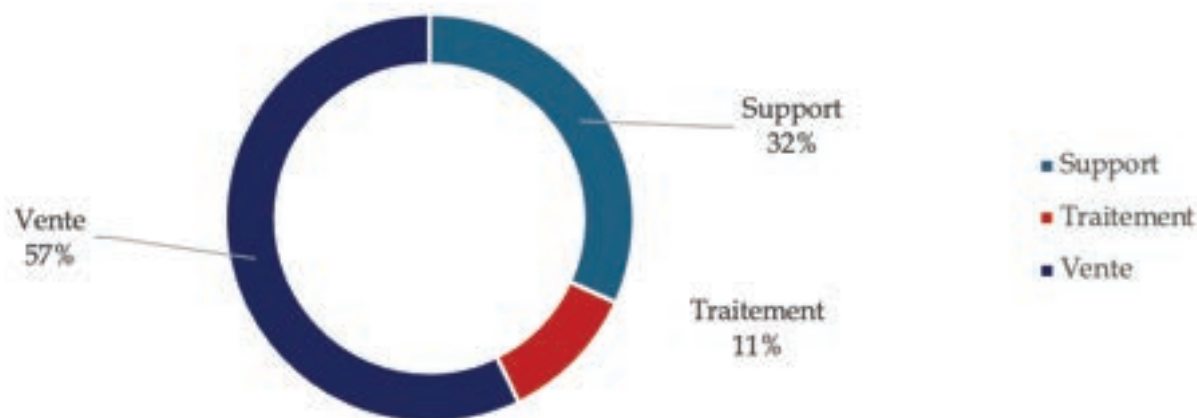
2. Code de déontologie, éthique et culture d'entreprise

Le Groupe Coris dispose d'un Code de déontologie applicable à tous les collaborateurs, à tous les niveaux. Grâce à l'exemplarité de chaque acte posé au quotidien, nos collaborateurs assurent à nos clients les meilleurs services du marché bancaire dans leurs pays respectifs.

Cette culture de l'excellence, forgée sur une culture d'entreprise et d'appartenance aux valeurs fortes du Groupe Coris et un leadership modèle engageant, lui garantit son beau positionnement sur l'échiquier international.

3. Métiers et compétences

La répartition des effectifs par métier met en évidence la prédominance de la force de vente, qui représente 57 % des collaborateurs et incarne le moteur commercial du Groupe. Les métiers du traitement, avec 11 %, assurent la fiabilité et la rigueur des opérations, tandis que les fonctions supports, regroupant 32 % des effectifs, contribuent à la solidité organisationnelle et à l'efficacité globale. Cette complémentarité des compétences illustre la capacité du Groupe à conjuguer performance commerciale, excellence opérationnelle et soutien stratégique.

Graphique 6: Répartition des effectifs par métier

4. Sécurité sociale et financière

L'exercice 2025 s'est distingué par un climat social serein au sein du Groupe Coris. La Direction du Capital Humain et de l'Administration Générale a accompagné les filiales à travers divers séminaires visant à renforcer le leadership et la qualité du management. Les initiatives déployées tout au long de l'année - ateliers d'intelligence collective, dispositifs de gestion des carrières et des avancements, séminaires métiers en présentiel, activités de team building, cérémonies de vœux, célébration de la fête du travail aux côtés de la Direction Générale, ainsi que l'instauration d'un dialogue permanent avec les représentants du personnel - ont contribué à consolider la cohésion sociale et à promouvoir le bien-être des collaborateurs.

Par ailleurs, les rencontres régulières, au sein de toutes les filiales, entre managers et représentants du personnel ont permis de pérenniser ce climat de confiance et de sérénité, favorable au développement des activités du Groupe.

La population du Groupe, majoritairement jeune et en quête constante de défis et de nouveautés, accorde une importance particulière à la notoriété de la marque employeur, au développement personnel, aux conditions de travail, au style de management et aux perspectives de carrière. Face à ces attentes, le renforcement des capacités managériales, la poursuite de l'opérationnalisation du plan de succession, l'élaboration de plans de carrière et la mise en œuvre des recommandations issues des différents bilans sociaux et enquêtes de satisfactions constituent des leviers essentiels pour soutenir la fidélisation et l'engagement de cette génération.

Nous prévoyons des lendemains meilleurs
pour vous !



VII

DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

VII. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1. Dispositif global de gestion des risques

L'organisation du dispositif global de gestion des risques de Coris Holding s'inspire des dispositions de la circulaire n°04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, ainsi que la circulaire n°03-2017/CB/C relative au contrôle interne.

Le dispositif global de gestion des risques de Coris Holding SA est structuré comme suit :

- **Première ligne de défense** : elle concerne les entités opérationnelles dont les missions consistent au pilotage de la performance de la gestion des risques dans les opérations, l'intégration du cadre de gestion des risques et de pratiques saines de gestion du risque dans les procédures opérationnelles et l'assurance de l'efficacité de la gestion des risques au niveau des opérations.

Cette ligne de défense permet la maîtrise des activités au quotidien en mettant en œuvre les pratiques les plus efficaces de gestion des risques au niveau de chaque processus et en communiquant les informations appropriées à la deuxième ligne de défense. Elle a la responsabilité de la mise en œuvre des mesures correctives permettant de remédier aux déficiences des processus et des contrôles.

- **Deuxième ligne de défense** : elle regroupe les fonctions de **Contrôle permanent, Conformité et Risques**. Elles sont chargées d'élaborer et mettre en œuvre un cadre de gestion des risques qui couvre l'ensemble des activités et processus de la Banque. Ce cadre prend en compte les politiques, processus, procédures ainsi que des systèmes et outils de gestion des risques. Elles sont garantes de l'efficacité du cadre de gestion des risques qui englobe l'identification, l'évaluation/méthodes, les contrôles/limites, le pilotage et le reporting sur l'exhaustivité des risques y compris les risques émergents.

Cette ligne de défense a pour objectifs la structuration, l'animation et la maintenance du dispositif de gestion des risques notamment en proposant le cadre normatif général dans

lequel doit s'exercer la gestion du risque. Elle développe les meilleures pratiques de gestion des risques et dissémine la culture des risques à tous les niveaux. Elles veillent à ce que l'ensemble du dispositif soit cohérent, aligné aux bonnes pratiques internationales et conforme aux dispositifs réglementaires. Elles rendent compte au conseil d'administration par l'entremise du comité des risques après consultation de la Direction Générale.

- **Troisième ligne de défense** : elle concerne les fonctions Audit Interne dans les filiales et Inspection Générale au niveau Coris Holding. Leurs missions consistent à donner aux organes de gouvernance une assurance raisonnable quant à la qualité et l'efficacité du système de contrôle interne, vérifier l'efficacité des pratiques de gestion du risque, confirmer le niveau de conformité de l'entité, recommander des améliorations et s'assurer de la mise en œuvre effective des mesures correctives par les deux premières lignes de défense.

Cette ligne de défense fournit à travers une approche fondée sur le risque, une assurance globale au Conseil d'Administration et à la Direction Générale sur le dispositif global de gestion des risques du Groupe, couvrant l'efficacité des deux premières lignes de défense et la gouvernance du Groupe.

Toutes les entités externes effectuant des contrôles périodiques assortis de recommandations visant l'amélioration du dispositif global de gestion des risques, notamment les commissaires aux comptes et la Commission Bancaire, contribuent également à la maîtrise des risques.

Une politique globale de gestion des risques, déclinée en politiques dédiées à chaque catégorie de risques et en procédures opérationnelles, encadre et garantit le bon fonctionnement du dispositif.

2. Schéma délégataire

Au-delà des exigences réglementaires, la mise en place d'un dispositif de délégation des pouvoirs de décision répond à la volonté de Coris Holding

d'optimiser les délais de prise de décision et d'octroi des financements dans des conditions de risques maîtrisés.

Le Dispositif de Délégation de Pouvoirs de Décision du Groupe définit les principes généraux de la délégation des pouvoirs de décision, les règles et les conditions de la subdélégation, les niveaux de délégation, les rôles et les responsabilités des délégants et des délégataires ainsi que la gouvernance du Dispositif. Il s'applique à tous les acteurs intervenant dans le processus de prise de décision de crédit ou de financement. Au cours de l'exercice 2025, le Groupe Coris a entrepris la révision approfondie de son Schéma Délégataire sur le périmètre des Mésofinances et de sa nouvelle filiale du Cap Vert adaptant ainsi sa stratégie aux exigences spécifiques des marchés où elles évoluent.

3. Cadre d'appétence aux risques

L'appétence au risque est définie comme le niveau de risque que Coris Holding est prête à assumer dans le cadre de la réalisation de ses objectifs stratégiques. Elle correspond au niveau de risque accepté, dans le contexte qui est le sien, pour dégager un résultat récurrent et résilient, en offrant le meilleur niveau de rentabilité à ses actionnaires, le meilleur service à ses clients, tout en optimisant son exposition aux risques et en préservant sa solvabilité, sa liquidité et sa réputation.

L'appétence au risque est proposée par la Direction Générale et approuvée par le Conseil d'Administration. Elle est ensuite déclinée au niveau des entités opérationnelles qui doivent se l'approprier. L'appétence au risque fait l'objet d'un suivi avec des comptes rendus réguliers. Elle se définit selon cinq critères propres au Groupe Coris : son modèle stratégique, son plan de développement, son profil de risque, sa structure financière et son dispositif de gestion des risques. L'appétence au risque est encadrée par des indicateurs de risques auxquels sont associés des limites et des seuils d'alerte. Ces indicateurs tiennent compte des objectifs définis à partir des axes stratégiques de Coris Holding et des contraintes réglementaires et prudentielles. Au cours de l'année 2025, le Groupe a procédé à la revue de son cadre d'appétence prenant ainsi en compte les spécificités pour tenir compte du profil dynamique de risque de groupe.

4. Système de cotation des risques

Parallèlement au dispositif des accords de classement de la BCEAO qui constitue un outil de contrôle qualitatif des crédits octroyés par les Etablissements de crédit de l'Union, les entités du Groupe Coris se sont dotées de mécanismes spécifiques de suivi qualitatif de leur portefeuille de crédit.

Ce mécanisme interne repose sur une démarche qui privilégie l'information disponible, en se limitant aux données indispensables à l'examen des dossiers. Toutefois, les informations pertinentes recueillies par les Chargés d'Affaires auprès de la clientèle sont utilisées pour apprécier les risques encourus sur les dossiers de crédit. Ce suivi qualitatif du portefeuille clientèle est permanent. Sur cette base, il a été défini une grille de cotation interne des clients qui repose sur un panel d'informations sur le client, son entreprise, jugées pertinentes, indispensables à l'examen des dossiers et susceptibles d'influer sur la qualité du crédit. Le groupe a acquis un outil de notation des contreparties correspondant aux dispositions bâloises et aux standards internationaux. L'année 2025 a été marquée par les travaux de déploiement de ce dernier sur toutes les entités du groupe.

5. Système de management de la continuité des activités

Les problématiques liées à la continuité d'activité sont essentielles pour les organisations, quels que soient leur type, leur taille et leur secteur d'activité. Le Système de Management de la Continuité d'Activité (SMCA) sert à préparer, fournir et maintenir les moyens de maîtrise et les capacités pour gérer l'aptitude globale du Groupe à continuer à fonctionner pendant les perturbations.

C'est un processus complexe, continu et transversal à l'ensemble des activités du Groupe Coris, qui requiert le support et l'investissement des dirigeants et de tous les collaborateurs en se conformant aux exigences réglementaires y relatives et aux orientations stratégiques du Conseil d'Administration. Ainsi, le Groupe Coris intègre la continuité d'activité dans le processus de réalisation de ses principales missions ainsi que dans les processus et activités supports associés qui concernent les systèmes d'information, la sécurité des systèmes d'information, la sécurité

physique et environnementale, les ressources humaines, la communication, etc.

Au cours de l'année 2025, le Groupe Coris a poursuivi le Maintien en Condition Opérationnelle (MCO) de son Système de Management de la Continuité d'Activité (SMCA). Ainsi, plusieurs actions ont été réalisées :

- la réalisation de formation ;
- la mise à jour du Bilan d'Impact sur l'Activité (BIA) de Coris Holding ;
- La revue de la Politique de Continuité d'Activité et des Plans sur la SMCA,
- La réalisation d'un test PCA en cas d'indisponibilité des bâtiments de Coris Holding en utilisant le site de repli utilisateurs de Coris Holding.

Le suivi et l'accompagnement des filiales pour la mise en œuvre de leur PCA, y compris l'opérationnalisation des sites, la contextualisation du cadre documentaire, l'assistance pour les tests PCA et le maintien en condition opérationnelle (MCO).

6. Dispositif de gestion des prestataires de services essentiels externalisés

Le dispositif de gestion des Prestataires de Services Essentiels Externalisés (PSEE) a pour objet d'encadrer la gestion des activités externalisées, de définir les principes généraux en matière d'externalisation, les bonnes pratiques internationales, les rôles et responsabilités des parties prenantes et les règles de gestion des risques liés à l'externalisation.

Le recours à l'externalisation ne soustrait pas les différents organes de gouvernance du Groupe de leurs obligations relatives à la conformité des contrats aux exigences légales et réglementaires applicables aux activités externalisées. En outre, il ne les exonère pas de leurs obligations vis-à-vis des différentes parties prenantes, notamment la clientèle, les Commissaires aux Comptes et les Autorités monétaires et de contrôle. Il ne modifie pas les conditions d'exercice de l'agrément bancaire.

La décision d'externalisation vient de l'entité de se recentrer sur son cœur de métier, d'améliorer la

qualité de ses services et sa relation client, tout en gardant une bonne maîtrise des coûts liés. Avant de s'engager dans un contrat d'externalisation, celle-ci doit en analyser l'opportunité et procéder à une évaluation approfondie des risques y relatifs. L'activité externalisée demeure sous la responsabilité première de l'entité bénéficiaire qui a procédé à l'externalisation et reste donc dans le périmètre d'intervention de l'Inspection Générale ou de l'Audit Interne.

Au cours de l'année 2025, le Groupe a revu la liste de ses services essentiels externalisés et actualisé sa politique de gestion des prestataires.

7. Sécurité des Systèmes d'Information

Le Groupe a fait de la sécurisation de son Système d'Informations, l'une de ses priorités en réponse aux menaces en constante évolution, aux besoins d'ouverture et d'interconnexions et à l'apport des nouvelles technologies différenciatrices en support aux activités.

Au-delà des exigences réglementaires, la mise en place d'une Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) exprime l'intérêt et l'engagement du Conseil d'Administration et de la Direction Générale du Groupe à intégrer la sécurité du système d'information au cœur des décisions. Le Groupe s'est engagé à créer et à maintenir un environnement qui protège le système d'informations contre toute utilisation accidentelle ou intentionnelle non autorisée ainsi que toute modification, divulgation ou destruction. La PSSI contribue ainsi à garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité de l'information du Groupe, en protégeant ses intérêts, son personnel, ses clients, ses partenaires et toutes ses autres parties prenantes. A date le Groupe dispose d'une stratégie de cyber sécurité dont la mise à jour a été initiée par les équipes techniques afin de prendre en compte les évolutions technologiques telle que l'intelligence artificielle (IA).



CORIS MONEY
Simple et cool !

SOLUTION DE PAIEMENT MOBILE



SIMPLE & COOL

par





VIII

CONFORMITE

VIII. CONFORMITE

1. Dispositif de gestion du risque de non-conformité

Le dispositif de gestion du risque de non-conformité du Groupe est maintenu conforme aux exigences de la Circulaire 05-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative à la gestion de la conformité aux normes en vigueur dans les établissements de crédit et les compagnies financières de l'UMOA. Il a été ajusté pour tenir compte des dispositions de l'Instruction n°001-03-2025 du 18 mars 2025 portant modalités de mise en œuvre par les institutions financières de leurs obligations en matière d'organisation, de contrôle interne et de conformité aux exigences de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

Le corpus normatif de gestion du risque de non-conformité est harmonisé à l'échelle du Groupe. La Direction de la Conformité Holding veille à ce que le corpus normatif soit complet et à jour conformément aux normes en vigueur. Ainsi, courant 2025, les politiques et procédures en matière de prévention du Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive (BC/FT/FP) ont été mises à jour pour tenir compte des évolutions réglementaires enregistrées notamment :

- l'Instruction n°001-03-2025 du 18 mars 2025 portant modalités de mise en œuvre par les institutions financières de leurs obligations en matière d'organisation, de contrôle interne et de conformité aux exigences de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive ;
- l'Instruction n°003-03-2025 du 19 mars 2025 relative à l'identification, la vérification de l'identité, et la connaissance de la clientèle par les institutions financières.

Le Groupe a également réalisé l'analyse des impacts des nouvelles normes publiées courant 2025 notamment les instructions d'application du règlement 06 portant sur les relations

financières extérieures et défini les plans d'actions de mise en conformité.

Le Groupe Coris a par ailleurs poursuivi les projets de renforcement de ses outils de gestion du risque de non-conformité harmonisés à l'échelle du groupe, à travers l'implémentation de nouveaux modules.

La Direction de la Conformité Holding, en plus de l'établissement de règles harmonisées en matière de conformité, assure la coordination de la gestion des risques de non-conformité au sein du groupe et la diffusion continue de la culture de conformité à travers les formations et sensibilisations continues des organes de gouvernance et des collaborateurs. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de son programme triennal de formation, diverses sessions de formations ont été réalisées courant 2025 à l'attention de l'ensemble des administrateurs du groupe, de l'organe exécutif de Coris Holding, des collaborateurs et de la filière conformité.

2. Dispositif de prévention du blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive (BC/FT/FP) et respect des régimes de sanctions financières

La Direction de la Conformité est la structure interne de Coris Holding en charge du dispositif de LBC/FT/FP. Courant 2025, la Direction de la Conformité a mis en œuvre les activités prévues dans son programme annuel d'activités notamment :

- la mise à jour des politiques et procédures encadrant la LBC/FT/FP et tenant compte des exigences de la Directive 01/2023/CM/UEMOA et des instructions de la BCEAO de mars 2025 relatives à la LBC/FT/FP ;
- la poursuite dans le périmètre des filiales, l'implémentation des outils LBC/FT/FP notamment Reis KYC, Reis AML et Reis TFS ;
- le suivi et la finalisation du projet de revue KYC des clients à l'échelle du groupe ;
- le renforcement continu des contrôles de conformité ;
- l'assistance aux filiales dans la réalisation

- de leur cartographie des risques et leur classification des risques de BC/FT/FP ;
- la mise en place d'un dispositif mutualisé de KYC des correspondants bancaires ;
- la veille réglementaire en continue, l'analyse des impacts et l'élaboration des plans d'actions ;
- la mise à jour continue et le contrôle des mises à jour des listes de sanctions dans les outils tenant compte des évolutions enregistrées ;
- la formation et la sensibilisation des organes de gouvernance du groupe ainsi que des collaborateurs en matière de LBC/FT/FP (présentiel, e-learning, etc..) ;
- la conception de nouveaux modules de formation e-learning ;
- etc.

Relativement au respect des sanctions et embargos, le Groupe Coris a renforcé le dispositif au cours de l'exercice 2025. Ainsi, en plus de la mise à jour de politique y relative, le groupe a renforcé ses outils de filtrage automatisé des transactions contre les listes de sanctions notamment les opérations de guichet

et les opérations intra-UEMOA. Le Groupe a également opérationnalisé en son sein au niveau du Département d'Expertise Mutualisée (DEM), la centralisation de la prise en charge et du traitement des alertes issues du filtrage des opérations à l'international de l'ensemble des filiales.

3. Dispositif de conformité à FATCA

Les filiales du Groupe Coris sont conformes à FATCA. Courant 2025, le Groupe a poursuivi ses efforts de conformité aux exigences à travers la réalisation des reportings dédiés par l'ensembles des filiales, les certifications dues et le renforcement des contrôles permanents afin de détecter et remédier les éventuels clients avec indice d'américanité.

IX

SYSTEME DE CONTRÔLE INTERNE

IX. SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

L'exercice du contrôle interne de Coris Holding découle de la Circulaire n°03-2017/CB/C relative au contrôle interne des établissements de crédit et des compagnies financières dans l'UMOA. Ce dispositif est fondé sur les principes fondamentaux ci-après :

- l'exhaustivité du périmètre des contrôles, qui couvre tous les types de risques et s'applique à toutes les entités du Groupe ;
- la responsabilité individuelle de chaque agent dans la maîtrise des risques, des opérations traitées tout en assurant un contrôle ou autocontrôle adéquat ;
- la responsabilité des fonctions de contrôle dans la définition des contrôles normatifs et hiérarchisés (niveau 1, 2, 3) ;
- la proportionnalité des contrôles eu égard à l'ampleur des risques encourus ;
- l'indépendance de la fonction Audit Interne ;
- Implication du Conseil d'administration dans la définition des politiques de contrôle ;
- Engagement de la direction générale à mettre en œuvre les dispositifs ;
- Promotion de la culture risque.

Le dispositif de contrôle interne des entités du Groupe est organisé sur le modèle des « trois lignes de défense » intégrant une forte implication du conseil d'administration, en accord avec l'article 13 de la circulaire n°03-2017/CB/C relative au contrôle interne des établissements de crédit et des compagnies financières dans l'UMOA.



■ Fig. Schéma graphique représentatif du système de contrôle interne du Groupe Coris.

1. Première ligne de défense

Elle regroupe les métiers et management opérationnels du front et back office. Elle est composée des collaborateurs intervenant dans les processus de la ligne commerciale, de saisie des opérations de toute nature, de l'analyse des dossiers et de la surveillance des engagements, des archives et management du système d'information. Dans cette ligne de défense :

- chaque collaborateur est responsable du contrôle de ses activités ;
- les responsables d'activités mettent en œuvre un dispositif d'identification ; d'évaluation et de gestion des risques sur accompagnement des fonctions de contrôles de la deuxième ligne de défense.

L'objectif de cette démarche est d'intégrer les contrôles dans les processus quotidiens et dans les habitudes de chaque collaborateur. Elle joue le premier rôle de détection des risques, prend en charge leurs préventions et leurs gestions par la mise en place de moyens de contrôle permanent de niveau 1 et met en place des actions correctives ou palliatives en réponses aux déficiences constatées par les contrôles et/ou dans le cadre du pilotage des processus.

2. Deuxième ligne de défense

Elle est assurée par les fonctions Risques, Conformité et Contrôle Permanent à qui il incombe :

- la surveillance des risques (opérationnels, crédit, liquidité, marché, taux, etc.) ;
- le Contrôle de la conformité réglementaire ;
- et l'appui ou assistance aux métiers dans la maîtrise des risques.

Elle a pour mission de vérifier de façon permanente, que la sécurité et la maîtrise des risques des opérations sont assurées par la première ligne de défense sous le leadership et la responsabilité du management opérationnel.

Il s'agira de contrôler l'effectivité de la mise en œuvre des normes édictées, des procédures définies, des méthodes et des contrôles instruits par la Direction Générale et le Conseil

d'Administration.

Ces fonctions de contrôles fournissent ainsi l'expertise nécessaire pour définir sur les différentes activités ou processus, les contrôles et les autres moyens de maîtrise des risques à mettre en œuvre par la première ligne de défense, veille à leur bon fonctionnement et assure une mission de contrôle permanent de niveau 2 sur l'ensemble des risques identifiés, en s'appuyant notamment sur les résultats des contrôles définis, le cas échéant, avec le concours d'autres fonctions d'expertise (achats, juridique, fiscal, ressources humaines, sécurité des systèmes d'information, etc.), ainsi que par les métiers.

La deuxième ligne de défense élabore des rapports de contrôle et d'activité adressés au comité des risques pour information et approbation avant transmission au Conseil d'Administration.

3. Troisième ligne de défense :

Elle est assurée par l'Inspection Générale ou l'Audit Interne dans les filiales, qui assurent une mission de contrôle périodique strictement indépendante des métiers, en vue de donner une assurance raisonnable sur l'efficacité du dispositif de contrôle interne dans son ensemble.

L'Audit Interne des filiales, placé sous l'autorité de l'Inspecteur Général de Coris Holding, constitue la troisième ligne de défense. Il a compétence sur l'ensemble des unités, processus et activités de Coris Holding, ainsi que de ses filiales et leurs succursales.

Le Contrôle Interne est donc un dispositif organisé, formalisé, permanent qui permet à chaque unité d'atteindre ses objectifs. La fonction Audit Interne ou Inspection Générale fait partie du dispositif du contrôle interne et aide l'organisation à maintenir un dispositif approprié en évaluant son efficacité, son efficience et en encourageant son amélioration continue.

A partir d'une approche fondée sur les risques, elle fournit aux destinataires de ses travaux (Conseil d'Administration, Comité des Risques, Comité d'Audit, Directeurs Généraux...) une assurance indépendante et objective, sur l'atteinte des objectifs stratégiques, la fiabilité et l'intégrité des informations financières et opérationnelles, l'efficacité et l'efficience des

opérations, la protection des actifs, de l'image et de la réputation ainsi que le respect des lois, règlements, règles et procédures, des contrats et de la déontologie.

Le Comité d'Audit assiste le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses missions, et en particulier dans sa charge de vérification de la fiabilité et la transparence des informations fournies, de l'appréciation de la pertinence des méthodes comptables ainsi que la qualité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques en proposant, le cas échéant, des pistes d'amélioration. Le Comité d'Audit et le Conseil d'Administration s'assurent du bon fonctionnement du dispositif de contrôle interne et de la gestion des risques.

La Fonction Inspection Générale, animée par des Inspecteurs Spécialisés en Finance Islamique, Risques, Systèmes d'Information et Métiers, a pour attributions de :

- veiller au respect des procédures du Groupe en matière d'opérations bancaires ;
- effectuer les missions portant sur le contrôle des :
 - risques de gestion interne (risques réglementaire, déontologique, de gestion du personnel, de communication, etc...);
 - risques sur les biens et les personnes (sécurité physiques & logiques et protection des personnes, des fonds remis en dépôt et des immobilisations, etc.) ;
 - risques opérationnels et techniques (risque de traitement des opérations, risques informatiques, cyber sécurité, plan de continuité des activités, risque de tiers, réputation, divulgation, données, modèles, réglementaires etc.) ;
 - risques de gestion interne (risques réglementaire, déontologique, de gestion du personnel, de communication, etc...);
 - risques financiers (risques de taux d'intérêt, de taux de change, de liquidité, de crédit, marché, etc.) ;
 - risques de contrepartie (risques clientèle, interbancaire, souverains, etc.) ;

- risques commerciaux (risques produit/service, de marché, d'image commerciale, etc.) ;

- assurer la supervision fonctionnelle des Auditeurs Généraux des filiales et de leurs succursales ;
- veiller au respect des procédures du Groupe en matière d'octroi de crédit ;
- définir les procédures de contrôle et d'inspection de la Holding, des filiales et de leurs succursales ;
- élaborer un planning d'intervention des missions de contrôle et d'inspection ;
- analyser les rapports des enquêtes de moralité lors des recrutements des agents ou consécutivement à une mission d'inspection ;
- suivre l'application des recommandations mentionnées dans les rapports d'inspection ;
- veiller à l'application des recommandations issues des missions d'audit externe (Commissaires aux Comptes, Commission Bancaire, BCEAO, etc.) ;
- assurer l'inspection de la gouvernance et des systèmes d'information de Coris Holding et des filiales ou succursales du Groupe.

Dans son organisation comme dans la conduite de ses missions, l'Inspection Générale se conforme aux « normes internationales pour la pratique professionnelle » définies par l'Institute of internal Auditors. Ses missions en 2025 ont porté entre autres sur la gouvernance, la conformité, la gestion des risques, le pilotage des activités, l'efficacité des organisations, la sécurité des systèmes d'information et la conduite des projets.

Le bon fonctionnement du dispositif de contrôle est garanti par la direction générale qui met les moyens humains, technologiques et matériels pour son efficacité. Ce dispositif de contrôle interne met le conseil d'administration au centre des enjeux stratégiques et opérationnels qui est informé des évolutions majeurs ou sensibles de l'ensemble des risques de l'établissement et donne des orientations à l'organe exécutif.



CORIS HOLDING

Un Groupe, une synergie,
des ambitions pour l'Afrique.





RAPPORTS FINANCIERS

X. RAPPORTS FINANCIERS

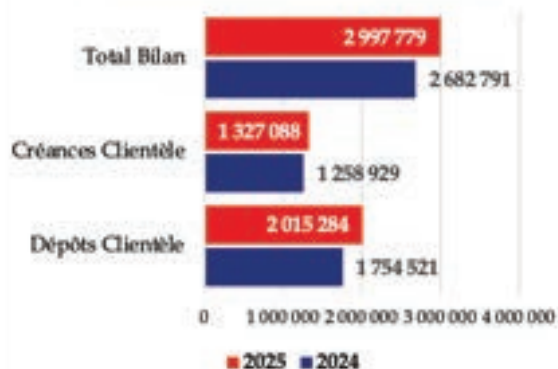
Rapport des Commissaires aux Comptes à l'Assemblée Générale des Actionnaires sur les comptes consolidés (exercice clos au 31 décembre 2025).

Etats financiers consolidés au 31/12/2025

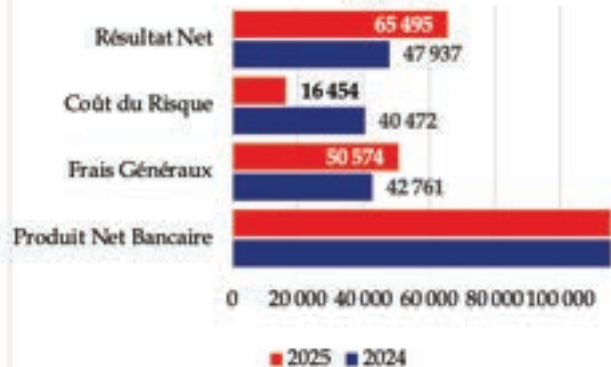
1. Coris Bank International SA (Burkina Faso)

Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	1 754 521	2 015 284	260 763	14,9%
Créances Clientèle	1 258 929	1 327 088	68 159	5,4%
Nombre Agences fin d'exercice	72	74	2	2,8%
Total Bilan	2 682 791	2 997 779	314 988	11,7%
Fonds Propres (avant répartition)	287 734	330 548	42 814	14,9%
Effectif fin de période	855	883	28	3,3%
Produit Net Bancaire	130 987	138 986	7 999	6,1%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	42 761	50 574	7 813	18,3%
Coût du Risque en montant	40 472	16 454	-24 018	-59,3%
Résultat Net	47 937	65 495	17 558	36,6%
Coefficient d'exploitation	32,6%	36,4%	3,8%	
Rentabilité des Actifs (ROA)	1,8%	2,2%	0,4%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	16,7%	24,7%	8,0%	
Solvabilité	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Fonds propres effectifs	264 851	297 161	32 310	12,2%
Actifs pondérés des risques	1 976 743	1 920 886	-55 858	-2,8%
Ratio de Solvabilité Total (%)	13,4%	15,5%	2,1%	

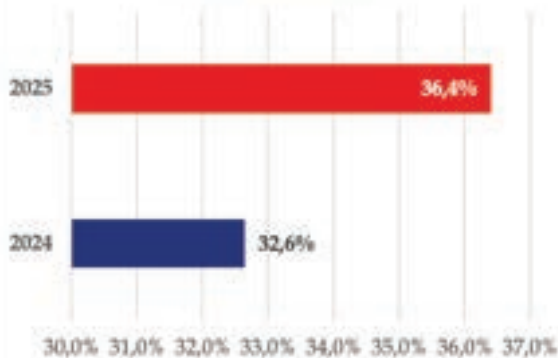
Evolution des encours du bilan



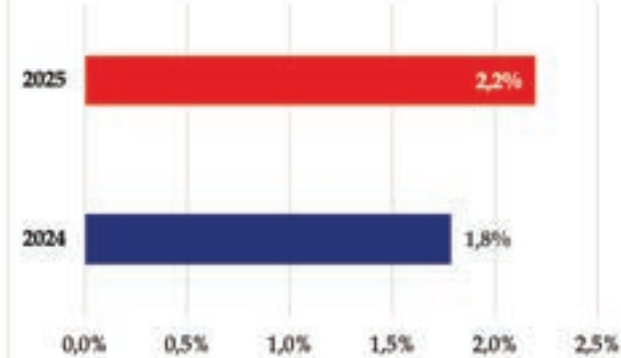
Evolution des agrégats du Compte de résultat



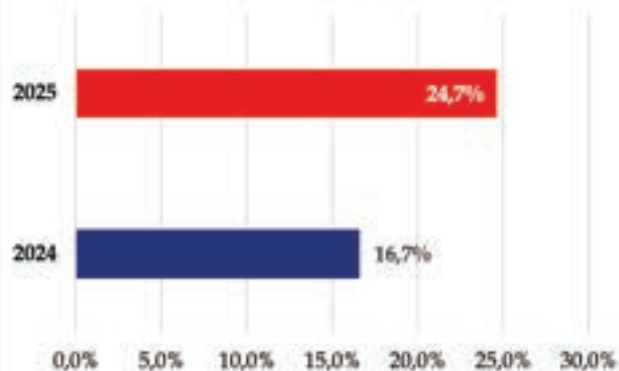
Evolution du coefficient d'exploitation



Evolution des ratios de rentabilité des actifs



Evolution des ratios de rentabilité des capitaux propres



Focus CBI Niger, Succursale de CBI SA

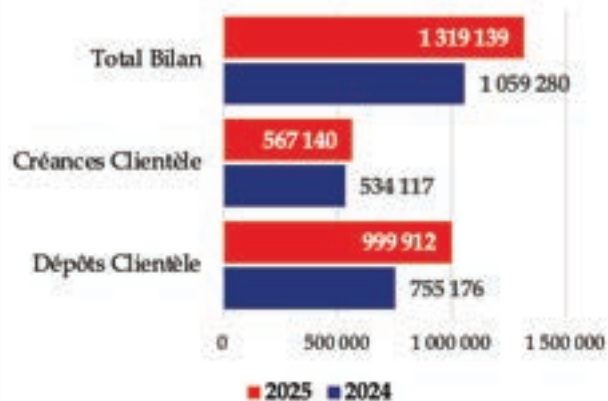
Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	105 265	119 158	13 893	13,2%
Créances Clientèle	106 406	108 280	1 874	1,8%
Total Bilan	192 651	235 596	42 946	22,3%
Produit Net Bancaire	7 415	11 883	4 468	60,3%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	6 024	7 115	1 091	18,1%
Résultat Net	625	2 078	1 453	232,5%

2. Coris Bank International Côte d'Ivoire

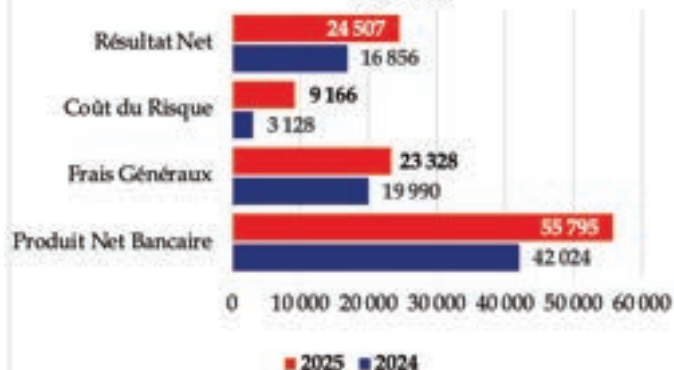
Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	755 176	999 912	244 736	32,4%
Créances Clientèle	534 117	567 140	33 024	6,2%
Nombre Agences fin d'exercice	25	26	1	4,0%
Total Bilan	1 059 280	1 319 139	259 859	24,5%
Fonds Propres (avant répartition)	99 892	115 974	16 082	16,1%
Effectif fin de période	292	328	36	12,3%
Produit Net Bancaire	42 024	55 795	13 771	32,8%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	19 990	23 328	3 338	16,7%
Coût du Risque en montant	3 128	9 166	6 038	193,1%
Résultat Net	16 856	24 507	7 652	45,4%
Coefficient d'exploitation	47,6%	41,8%	-5,8%	
Rentabilité des Actifs (ROA)	1,6%	1,9%	0,3%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	16,9%	21,1%	4,3%	

Solvabilité	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Fonds propres effectifs	98 726	102 497	3 771	3,8%
Actifs pondérés des risques	579 965	682 759	102 794	17,7%
Ratio de Solvabilité Total (%)	17,0%	15,0%	-2,0%	

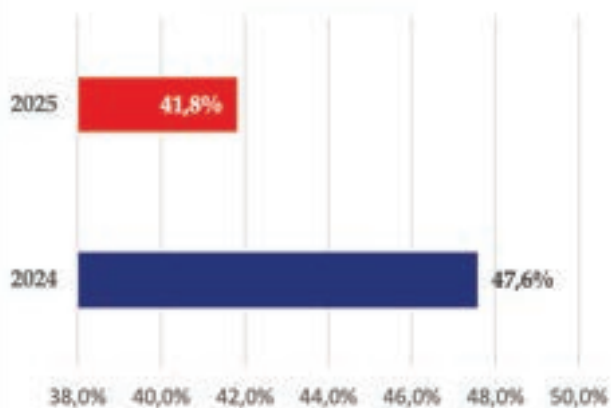
Evolution des encours du bilan



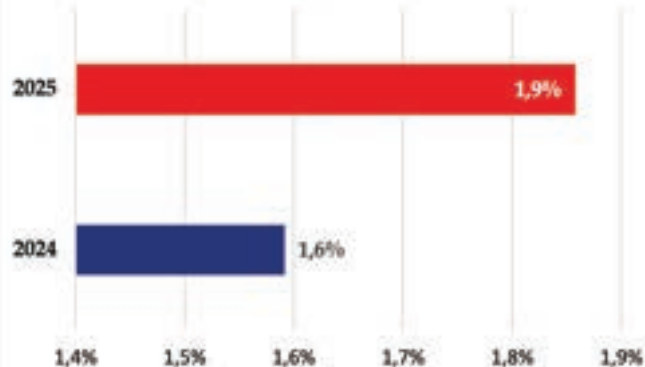
Evolution des agrégats du Compte de résultat



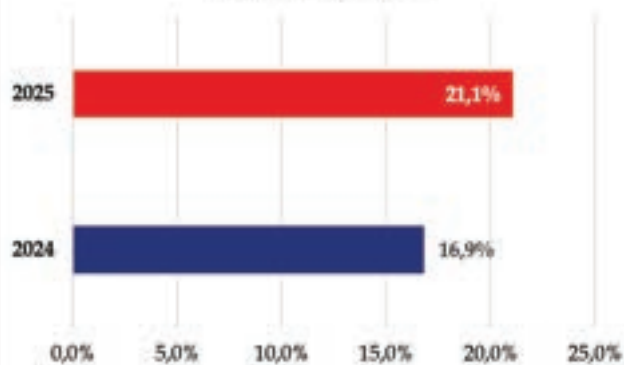
Evolution du coefficient d'exploitation



Evolution des ratios de rentabilité des actifs



Evolution des ratios de rentabilité des capitaux propres

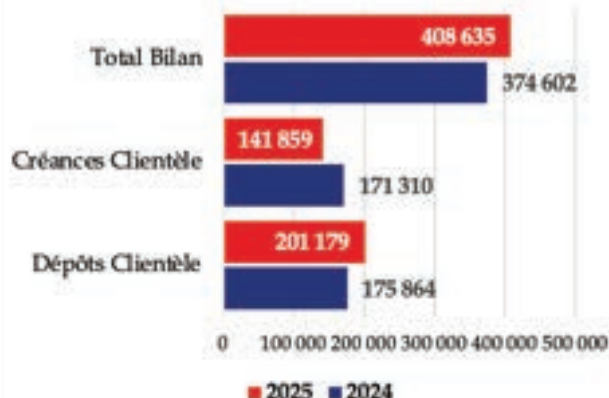


3. Coris Bank International Mali

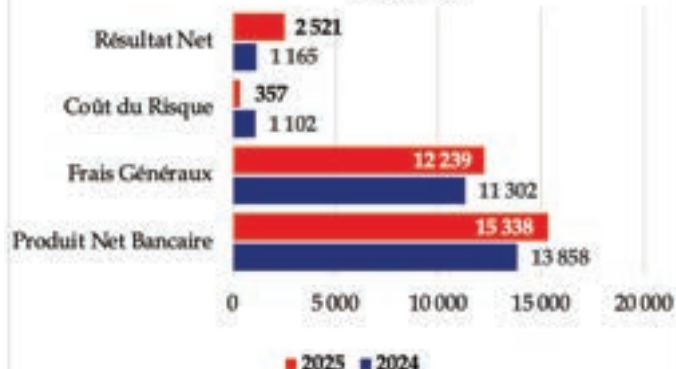
Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	175 864	201 179	25 315	14,4%
Créances Clientèle	171 310	141 859	-29 452	-17,2%
Nombre Agences fin d'exercice	10	10	0	0,0%
Total Bilan	374 602	408 635	34 033	9,1%
Fonds Propres (avant répartition)	28 227	30 107	1 880	6,7%
Effectif fin de période	146	151	5	3,4%
Produit Net Bancaire	13 858	15 338	1 480	10,7%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	11 302	12 239	937	8,3%
Coût du Risque en montant	1 102	357	-745	-67,6%
Résultat Net	1 165	2 521	1 356	116,4%
Coefficient d'exploitation	81,6%	79,8%	-1,8%	
Rentabilité des Actifs (ROA)	0,3%	0,6%	0,3%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	4,1%	8,4%	4,2%	

Solvabilité	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Fonds propres effectifs	27 647	28 020	373	1,3%
Actifs pondérés des risques	181 330	153 898	-27 432	-15,1%
Ratio de Solvabilité Total (%)	15,2%	18,2%	3,0%	

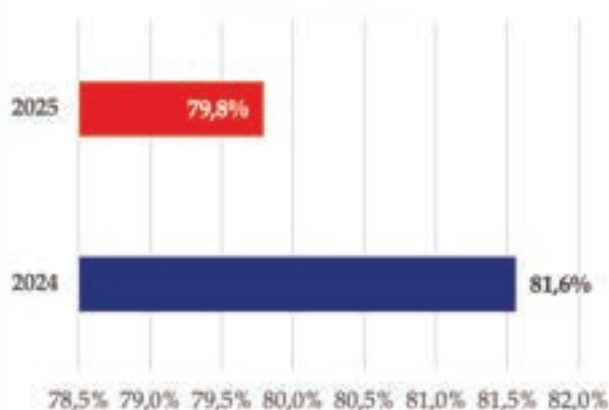
Evolution des encours du bilan



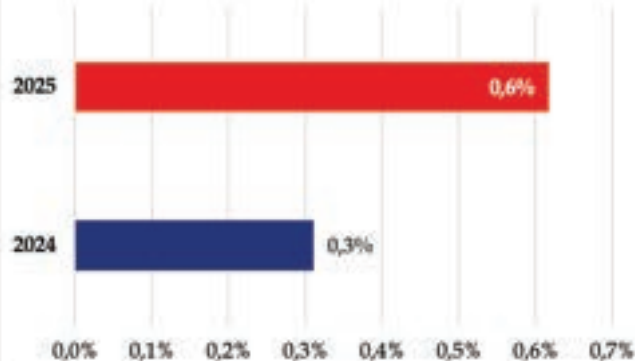
Evolution des agrégats du Compte de résultat



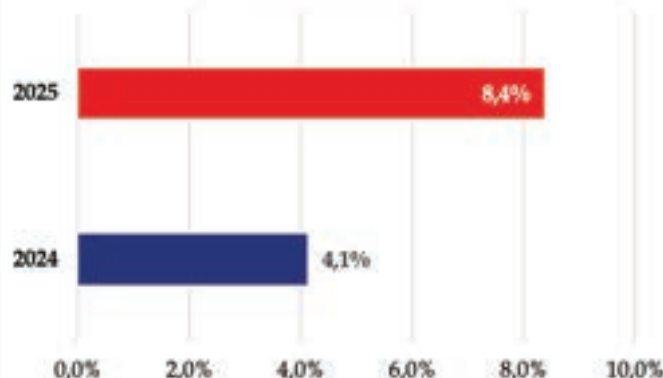
Evolution du coefficient d'exploitation



Evolution des ratios de rentabilité des actifs



Evolution des ratios de rentabilité des capitaux propres

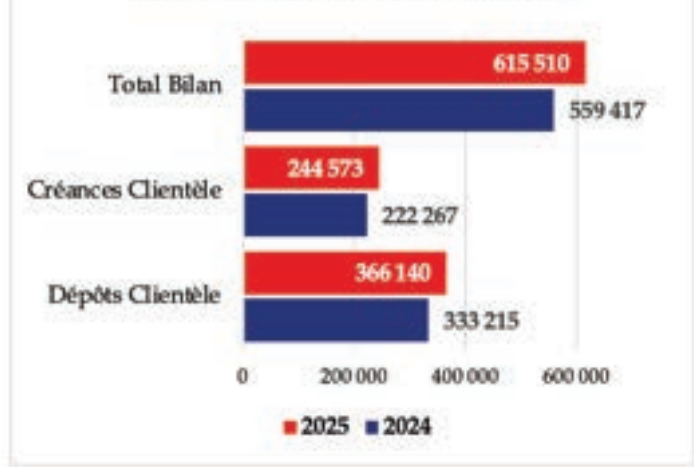


4. Coris Bank International Togo

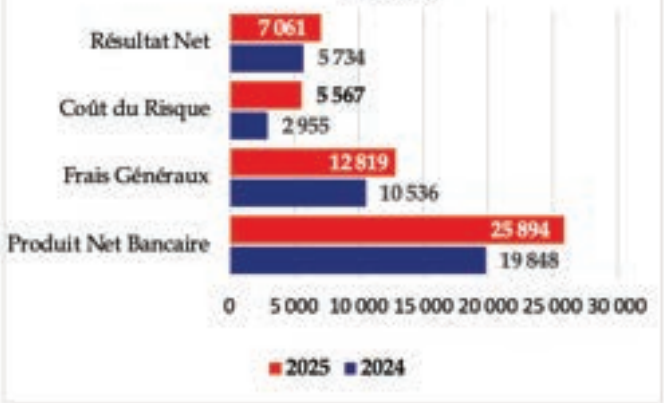
Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	333 215	366 140	32 925	9,9%
Créances Clientèle	222 267	244 573	22 305	10,0%
Nombre Agences fin d'exercice	18	19	1	5,6%
Total Bilan	559 417	615 510	56 093	10,0%
Fonds Propres (avant répartition)	37 227	41 208	3 981	10,7%
Effectif fin de période	180	187	7	3,9%
Produit Net Bancaire	19 848	25 894	6 046	30,5%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	10 536	12 819	2 283	21,7%
Coût du Risque en montant	2 955	5 567	2 612	88,4%
Résultat Net	5 734	7 061	1 326	23,1%
Coefficient d'exploitation	53,1%	49,5%	-3,6%	
Rentabilité des Actifs (ROA)	1,0%	1,1%	0,1%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	15,4%	17,1%	1,7%	

Solvabilité	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Fonds propres effectifs	35 340	37 203	1 863	5,3%
Actifs pondérés des risques	186 555	196 945	10 390	5,6%
Ratio de Solvabilité Total (%)	18,9%	18,9%	-0,1%	

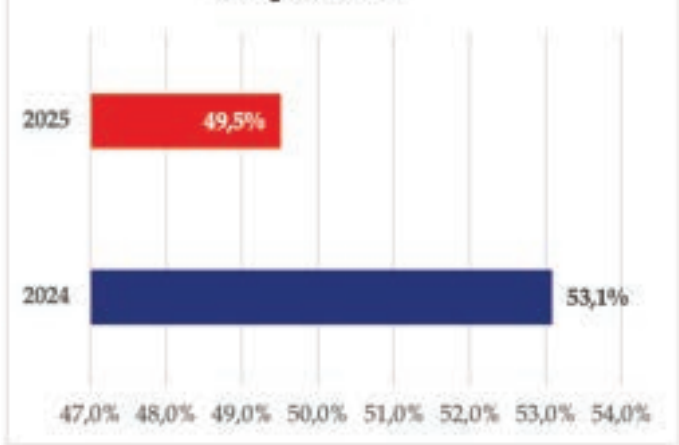
Evolution des encours du bilan



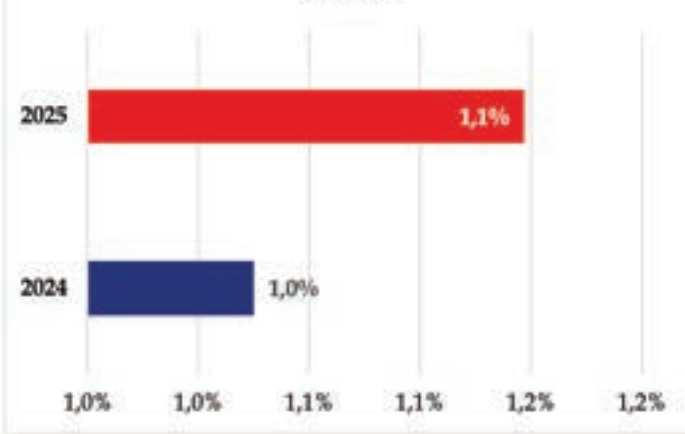
Evolution des agrégats du Compte de résultat



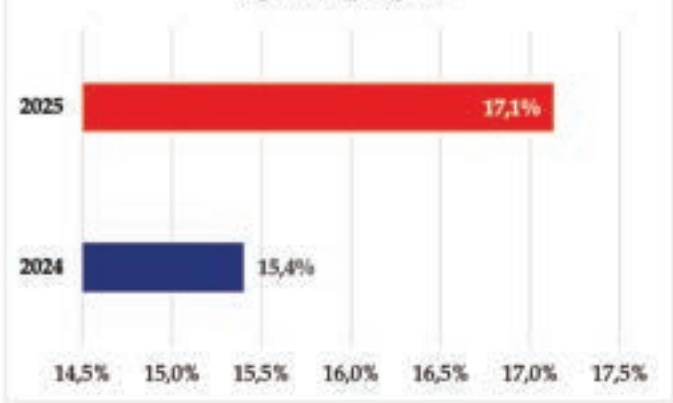
Evolution du coefficient d'exploitation



Evolution des ratios de rentabilité des actifs



Evolution des ratios de rentabilité des capitaux propres

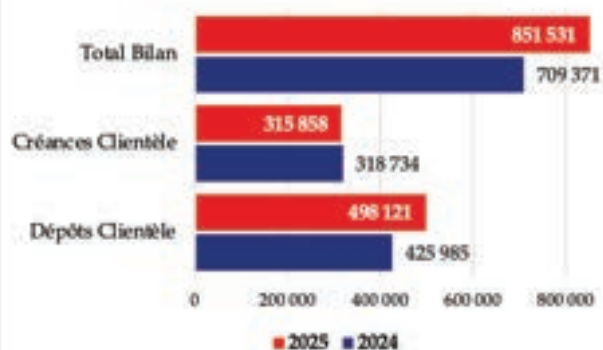


5. Coris Bank International Sénégal

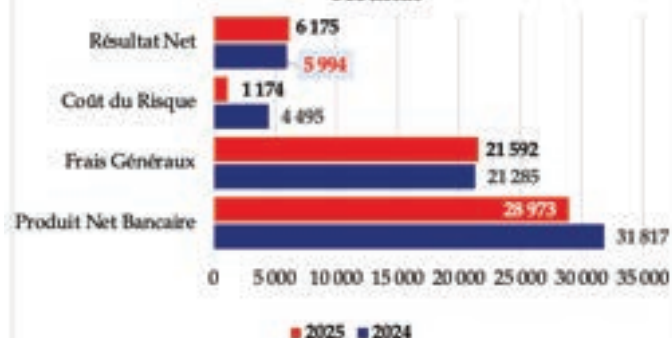
Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	425 985	498 121	72 137	16,9%
Créances Clientèle	318 734	315 858	-2 876	-0,9%
Nombre Agences fin d'exercice	25	27	2	8,0%
Total Bilan	709 371	851 531	142 160	20,0%
Fonds Propres (avant répartition)	33 526	39 701	6 175	18,4%
Effectif fin de période	247	277	30	12,1%
Produit Net Bancaire	31 817	28 973	-2 844	-8,9%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	21 285	21 592	307	1,4%
Coût du Risque en montant	4 495	1 174	-3 321	-73,9%
Résultat Net	5 994	6 175	181	3,0%
Coefficient d'exploitation	66,9%	74,5%	7,6%	
Rentabilité des Actifs (ROA)	0,8%	0,7%	-0,1%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	17,9%	15,6%	-2,3%	

Solvabilité	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Fonds propres effectifs	32 175	39 024	6 849	21,3%
Actifs pondérés des risques	236 998	306 836	69 837	29,5%
Ratio de Solvabilité Total (%)	13,6%	12,7%	-0,9%	

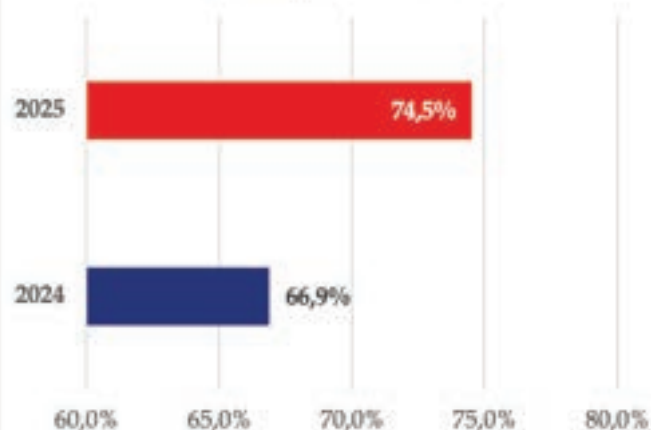
Evolution des encours du bilan



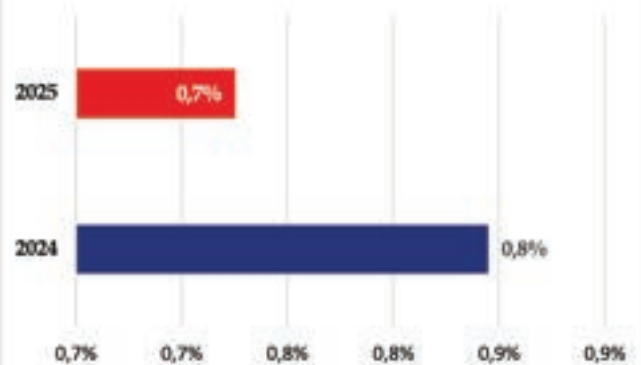
Evolution des agrégats du Compte de résultat



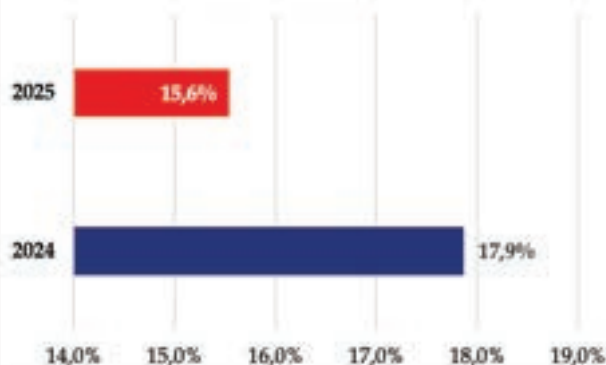
Evolution du coefficient d'exploitation



Evolution des ratios de rentabilité des actifs



Evolution des ratios de rentabilité des capitaux propres



Focus CBI Guinée Bissau, Succursale de CBI Sénégal

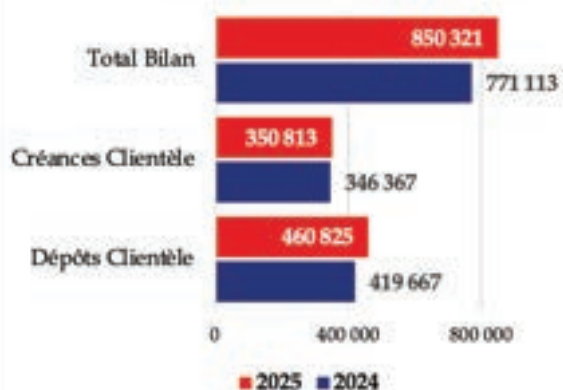
Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	34 627	31 186	-3 441	-9,9%
Créances Clientèle	40 053	40 348	295	0,7%
Total Bilan	59 058	70 514	11 456	19,4%
Produit Net Bancaire	5 143	5 044	-99	-1,9%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	3 673	4 156	483	13,1%
Résultat Net	75	247	172	-231,1%

6. Coris Bank International Bénin

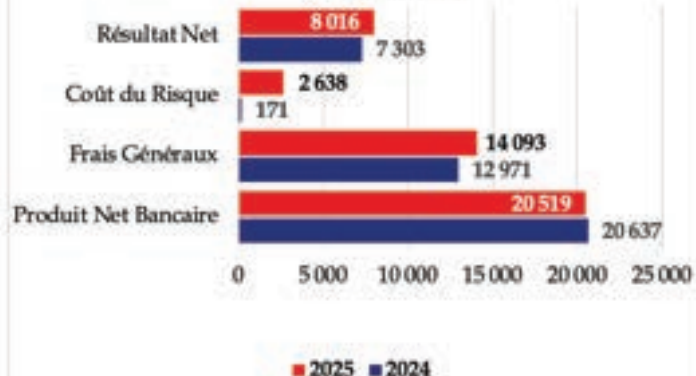
Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	419 667	460 825	41 158	9,8%
Créances Clientèle	346 367	350 813	4 446	1,3%
Nombre Agences fin d'exercice	14	16	2	14,3%
Total Bilan	771 113	850 321	79 208	10,3%
Fonds Propres (avant répartition)	43 197	48 659	5 462	12,6%
Effectif fin de période	185	209	24	13,0%
Produit Net Bancaire	20 637	20 519	-118	-0,6%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	12 971	14 093	1 122	8,6%
Coût du Risque en montant	171	2 638	2 467	1439,6%
Résultat Net	7 303	8 016	713	9,8%
Coefficient d'exploitation	62,9%	68,7%	5,8%	
Rentabilité des Actifs (ROA)	0,9%	0,9%	0,0%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	16,9%	16,5%	-0,4%	

Solvabilité	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Fonds propres effectifs	40 420	45 576	5 156	12,8%
Actifs pondérés des risques	195 245	231 271	36 026	18,5%
Ratio de Solvabilité Total (%)	20,7%	19,7%	-1,0%	

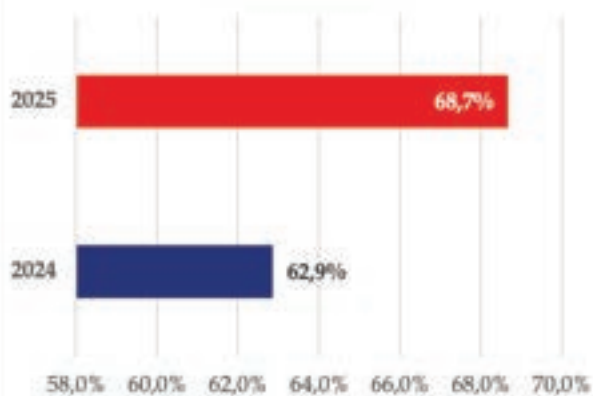
Evolution des encours du bilan



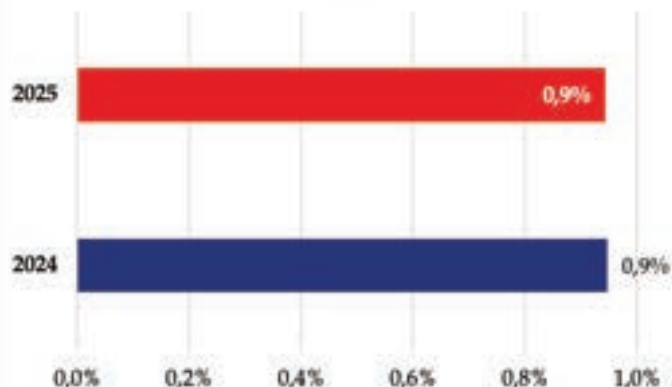
Evolution des agrégats du Compte de résultat



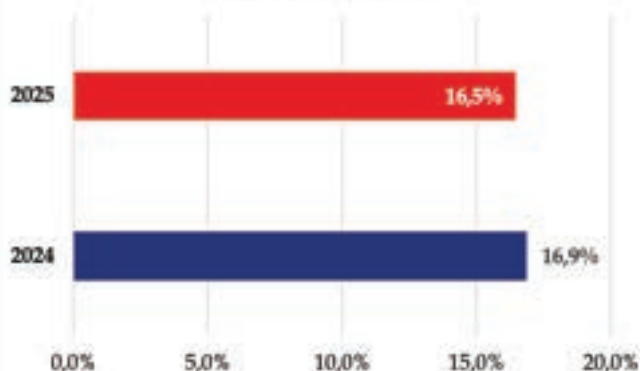
Evolution du coefficient d'exploitation



Evolution des ratios de rentabilité des actifs



Evolution des ratios de rentabilité des capitaux propres

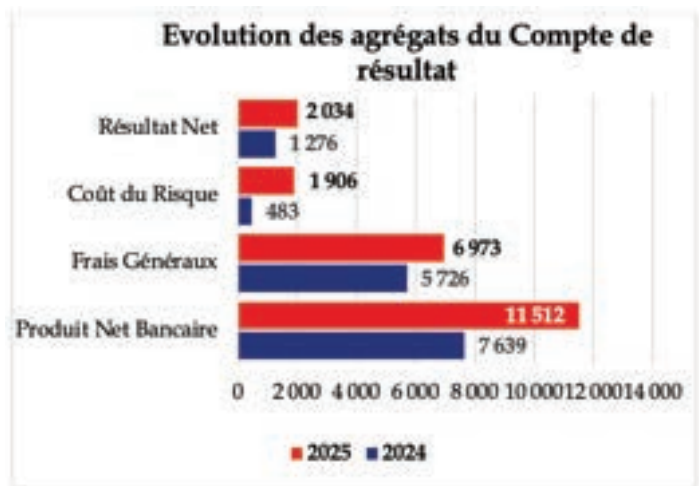


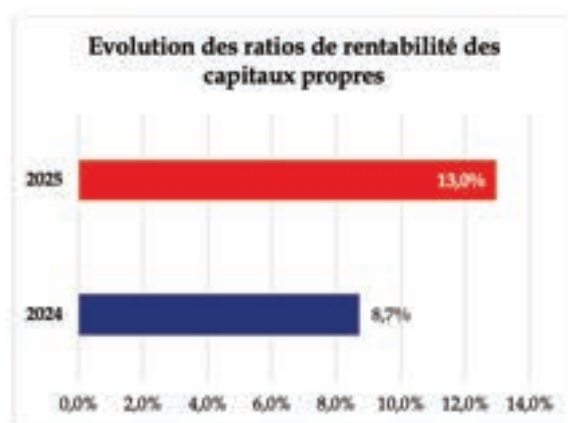
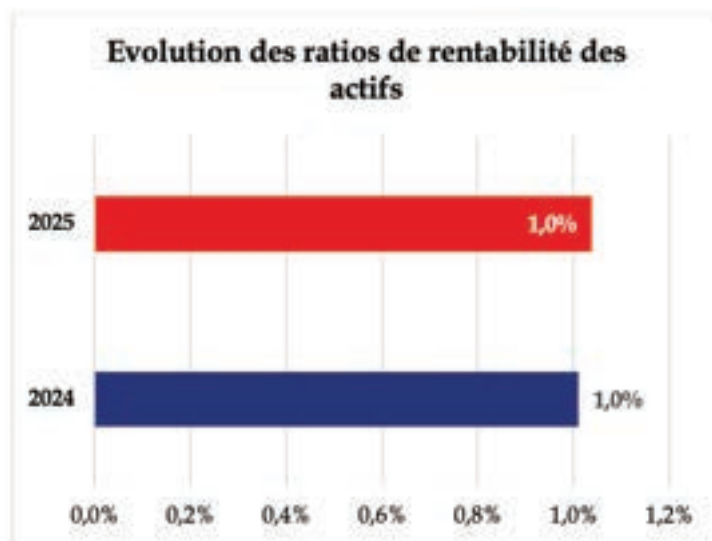
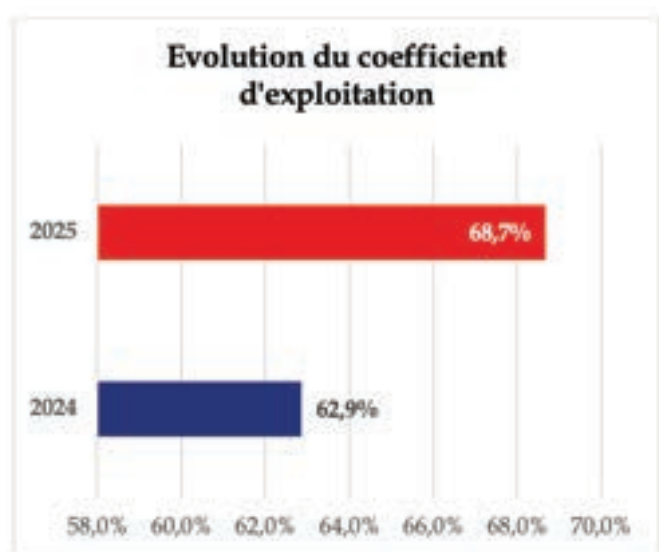
7. Coris Bank International Guinée

Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)

Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	77 217	160 938	83 721	108,4%
Créances Clientèle	59 697	48 167	-11 530	-19,3%
Nombre Agences fin d'exercice	5	7	2	40,0%
Total Bilan	126 243	195 981	69 738	55,2%
Fonds Propres (avant répartition)	14 605	15 665	1 060	7,3%
Effectif fin de période	49	55	6	12,2%
Produit Net Bancaire	7 639	11 512	3 873	50,7%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	5 726	6 973	1 247	21,8%
Coût du Risque en montant	483	1 906	1 424	295,0%
Résultat Net	1 276	2 034	758	59,4%
Coefficient d'exploitation	75,0%	60,6%		
Rentabilité des Actifs (ROA)	1,0%	1,0%		
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	8,7%	13,0%		

RATIOS PRUDENTIELS	NORMES	Dec-24	déc-25	Observations
Ratio de solvabilité	≥10%	30,34%	24,00%	CONFORME

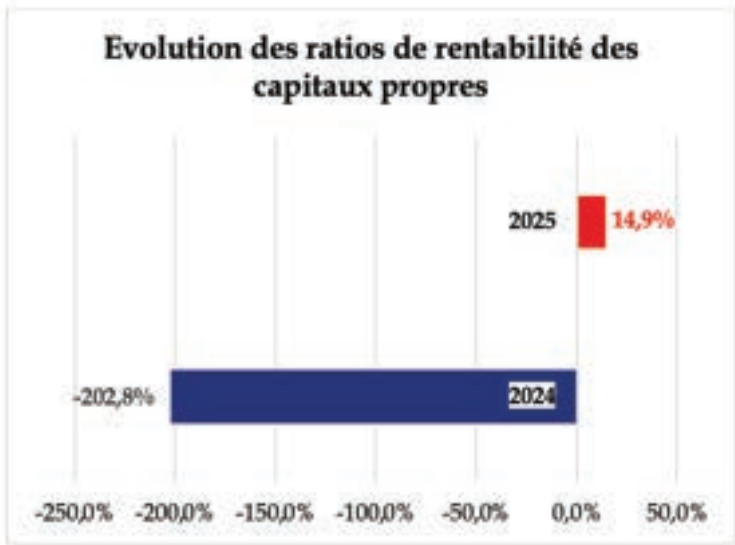
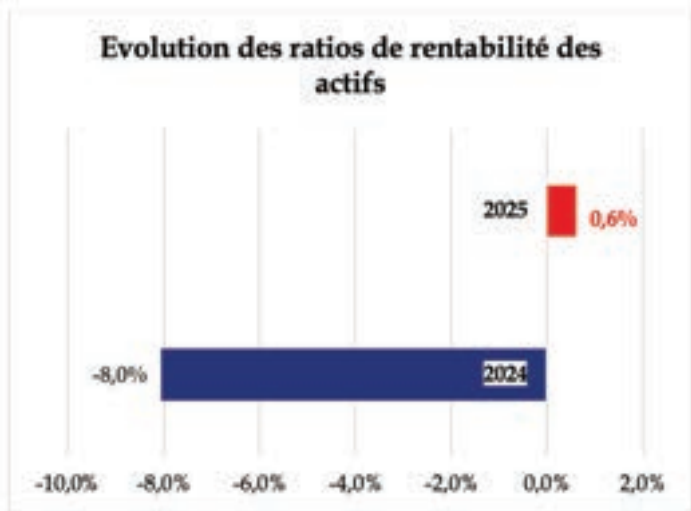
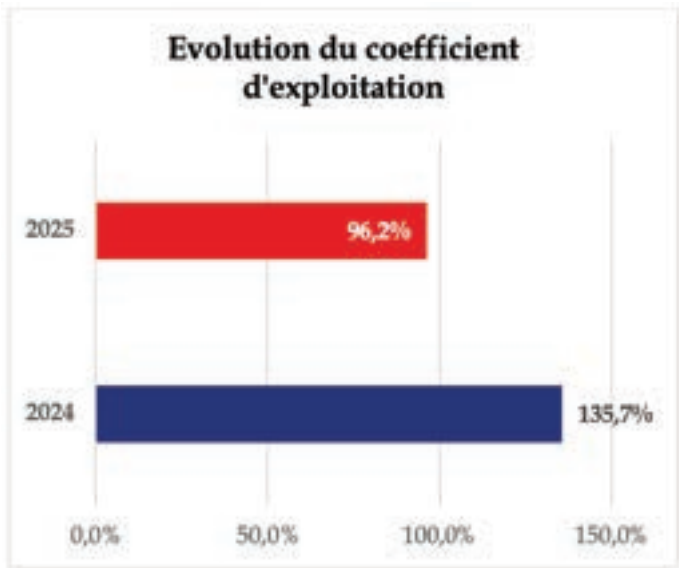
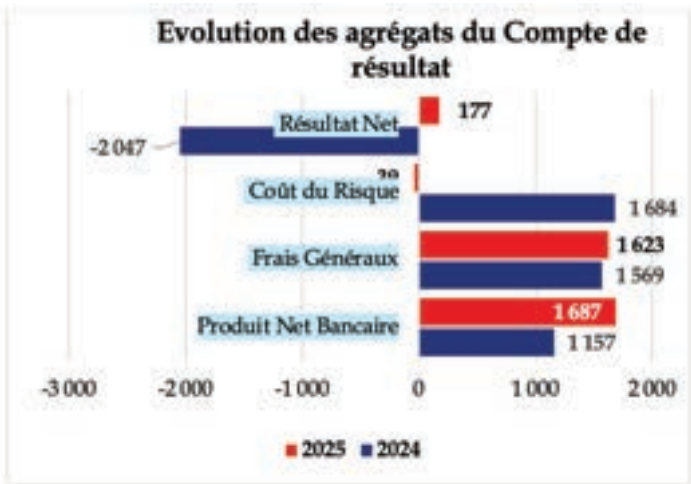
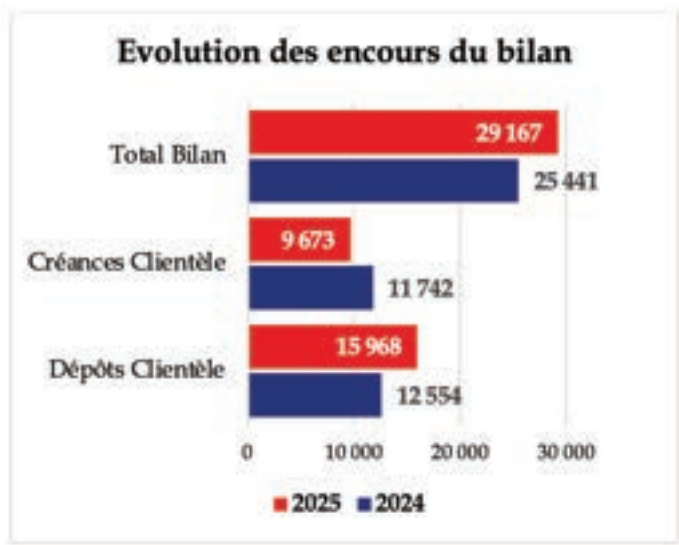




8. Coris Mésa Finance SA

Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)

Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	12 554	15 968	3 414	27,2%
Créances Clientèle	11 742	9 673	-2 069	-17,6%
Nombre Agences fin d'exercice	6	6	0	0,0%
Total Bilan	25 441	29 167	3 726	14,6%
Fonds Propres (avant répartition)	1 010	1 187	177	17,6%
Effectif fin de période	64	70	6	9,4%
Produit Net Bancaire	1 157	1 687	530	45,8%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	1 569	1 623	54	3,4%
Coût du Risque en montant	1 684	-39	-1 723	-102,3%
Résultat Net	-2 047	177	2 224	-108,6%
Coefficient d'exploitation	135,7%	96,2%	-39,4%	
Rentabilité des Actifs (ROA)	-8,0%	0,6%	8,7%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	-202,8%	14,9%	217,7%	

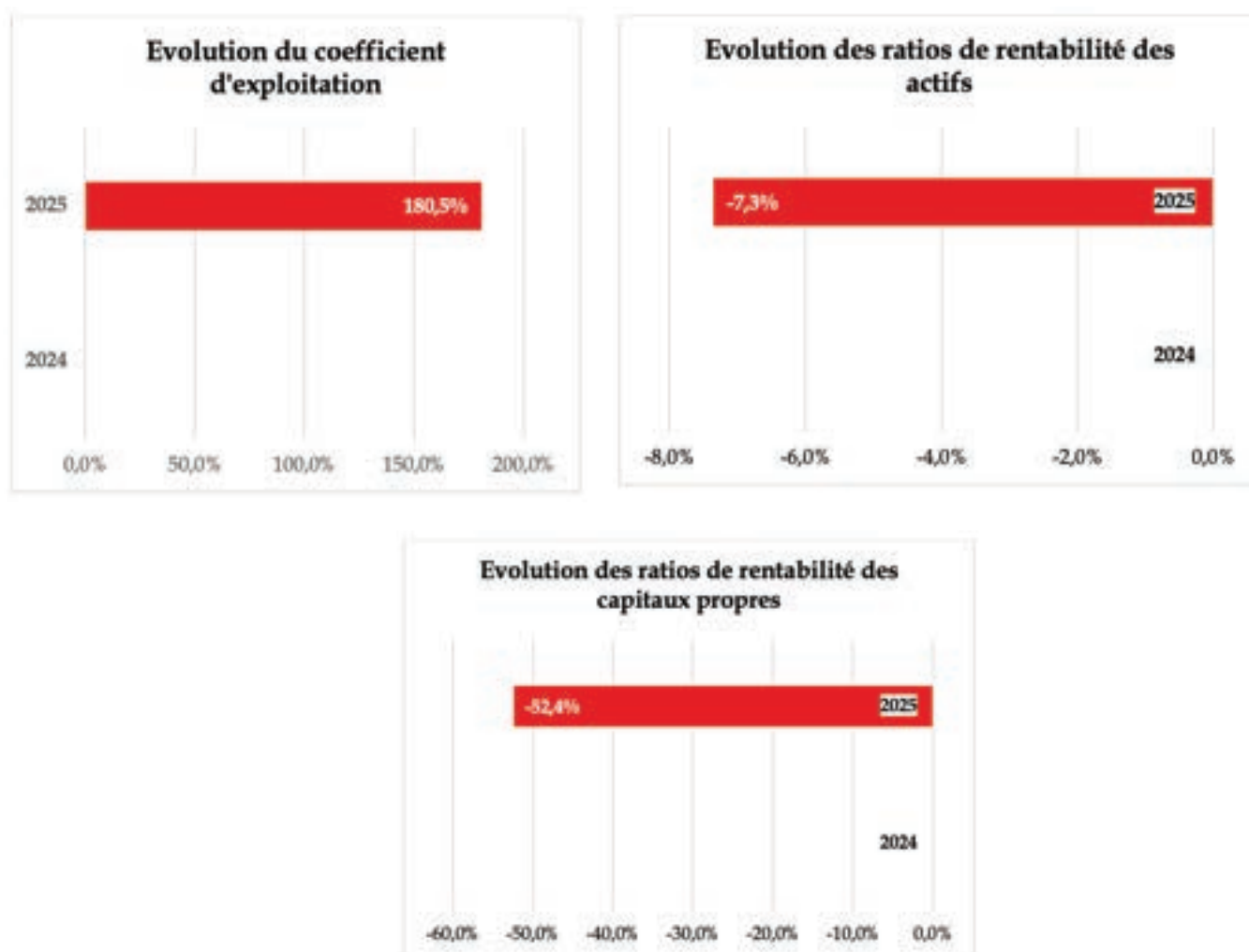


9. Coris Mésa Finance Bénin

Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)

Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle		2 255	2 255	
Créances Clientèle		3 191	3 191	
Nombre Agences fin d'exercice		1	1	
Total Bilan		4 681	4 681	
Fonds Propres (avant répartition)		656	656	
Effectif fin de période		25	25	
Produit Net Bancaire		421	421	
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)		760	760	
Coût du Risque en montant		0	0	
Résultat Net		-344	-344	
Coefficient d'exploitation		180,5%	180,5%	
Rentabilité des Actifs (ROA)		-7,3%	-7,3%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)		-52,4%	-52,4%	

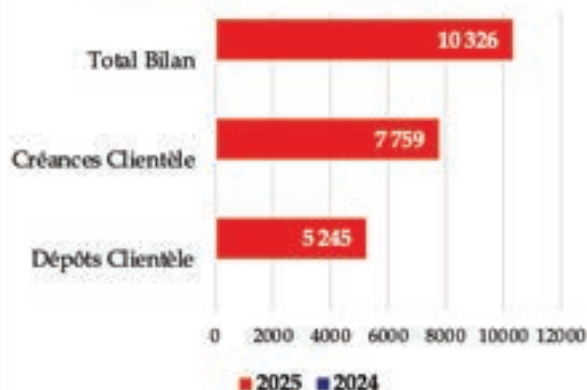




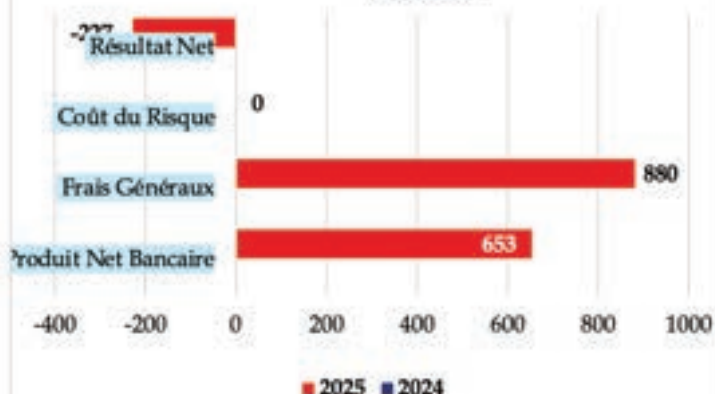
10. Coris Méso Finance Côte d'Ivoire

Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle		5 245	5 245	
Créances Clientèle		7 759	7 759	
Nombre Agences fin d'exercice		1	1	
Total Bilan		10 326	10 326	
Fonds Propres (avant répartition)		773	773	
Effectif fin de période			0	
Produit Net Bancaire		653	653	
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)		880	880	
Coût du Risque en montant		0	0	
Résultat Net		-227	-227	
Coefficient d'exploitation		134,8%	134,8%	
Rentabilité des Actifs (ROA)		-2,2%	-2,2%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)		-29,3%	-29,3%	

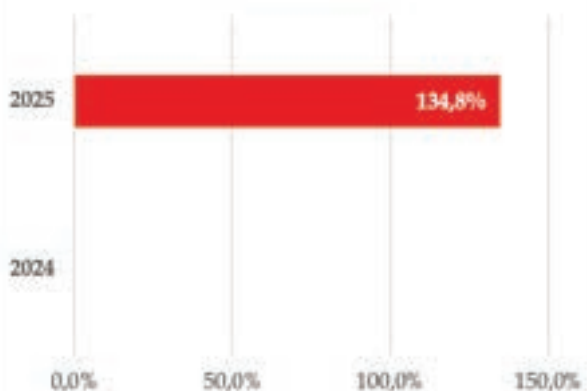
Evolution des encours du bilan



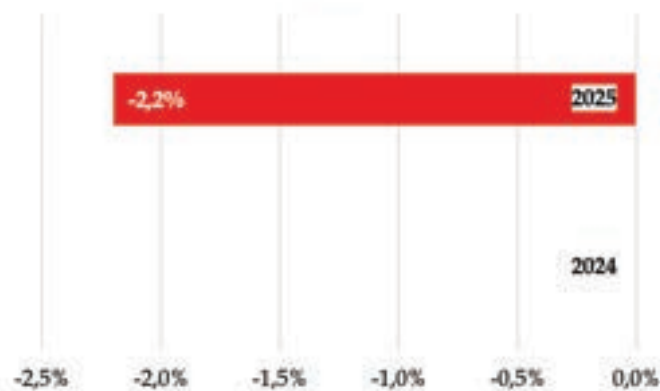
Evolution des agrégats du Compte de résultat



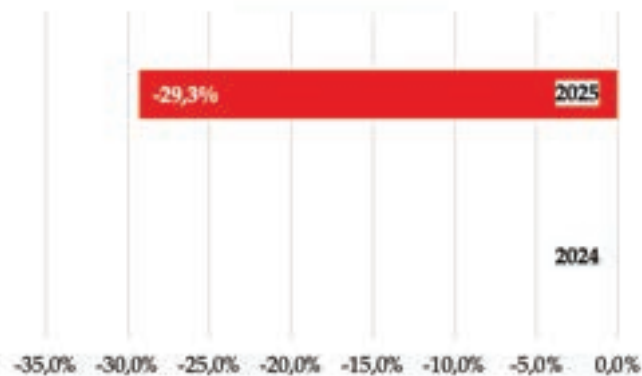
Evolution du coefficient d'exploitation



Evolution des ratios de rentabilité des actifs



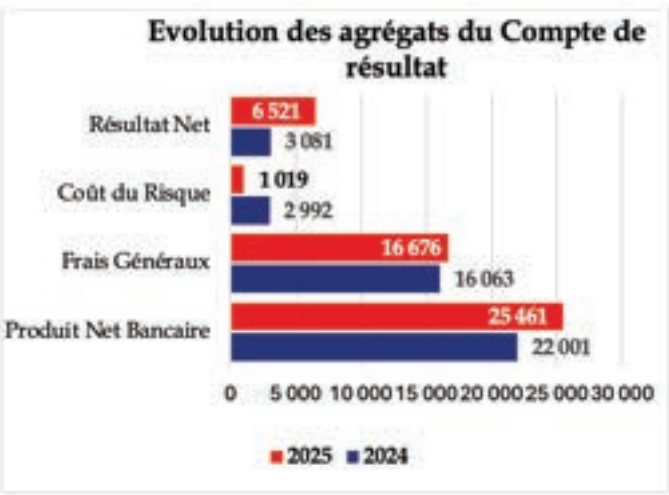
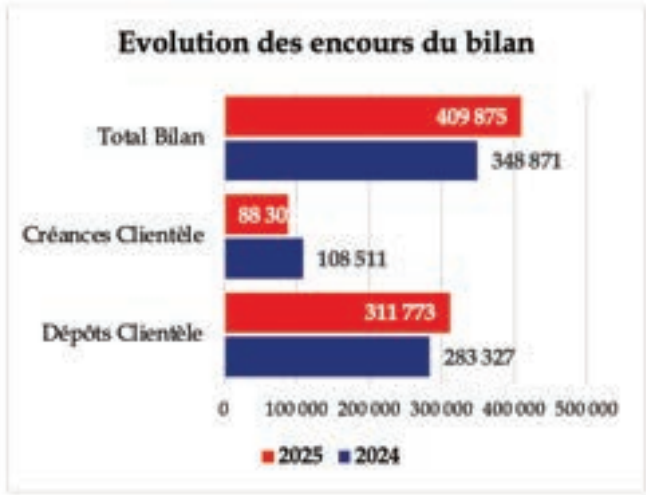
Evolution des ratios de rentabilité des capitaux propres

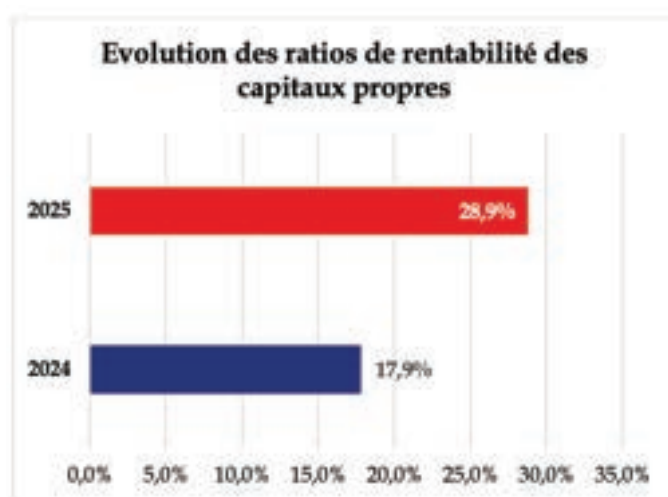
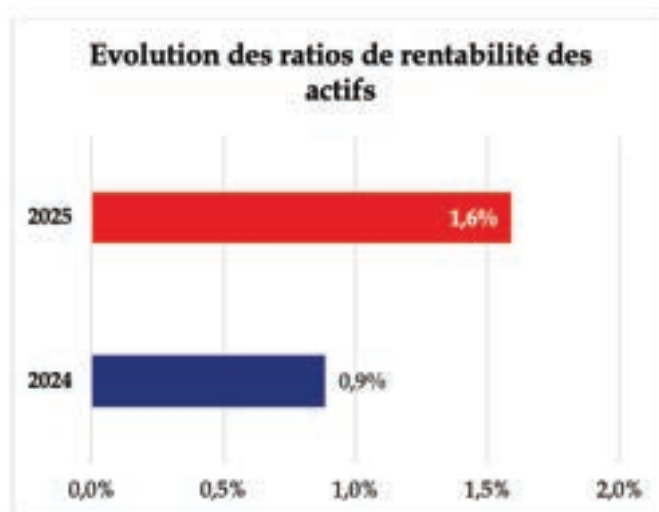
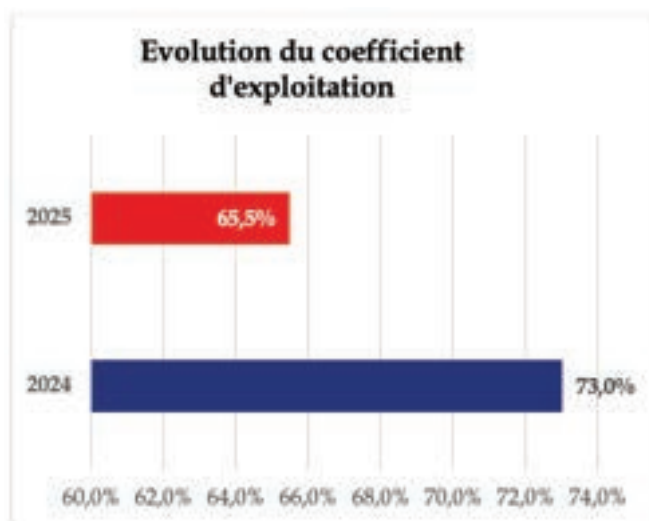


11. Coris Bank International Tchad

Chiffres clés 2025 (Montant en millions de FCFA)				
Activités	2024	2025	Variation	
			Valeur	en %
Dépôts Clientèle	283 327	311 773	28 446	10,0%
Créances Clientèle	108 511	88 302	-20 209	-18,6%
Nombre Agences fin d'exercice	13	14	1	7,7%
Total Bilan	348 871	409 875	61 004	17,5%
Fonds Propres (avant répartition)	17 231	22 585	5 354	31,1%
Effectif fin de période	213	227	14	6,6%
Produit Net Bancaire	22 001	25 461	3 460	15,7%
Frais Généraux d'exploitation (y compris amortissements)	16 063	16 676	613	3,8%
Coût du Risque en montant	2 992	1 019	-1 973	-65,9%
Résultat Net	3 081	6 521	3 440	111,7%
Coefficient d'exploitation	73,0%	65,5%	-7,5%	
Rentabilité des Actifs (ROA)	0,9%	1,6%	0,7%	
Rentabilité des Fonds Propres (ROE)	17,9%	28,9%	11,0%	

Ratios Prudentiels	déc.-24	déc.-25	Norme	Statut
Ratio de couverture des risques et des autres exigences en Fonds Propres	13%	17%	> 8%	Conforme







ACECA International SA

forvis
mazars



CORIS HOLDING SA

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
A L'ASSEMBLEE GENERALE DES
ACTIONNAIRES SUR LES
COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos au 31 décembre 2025

**VERSION
DEFINITIVE**

Avril 2026



ACECA International SA

forvis
mazars

SOMMAIRE

OPINION.....	2
VERIFICATIONS DES INFORMATIONS SPECIFIQUES	4

ANNEXES :

- ✓ **Etats financiers consolidés au 31/12/2025**



ACECA International SA

forvis
mazars

Aux
Actionnaires de la Société
CORIS HOLDING SA

01 BP 6092 Ouagadougou 01

- OUAGADOUGOU -
BURKINA FASO

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre société, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le **31 décembre 2025** sur :

- ✓ le contrôle des comptes consolidés du groupe **CORIS HOLDING SA** tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ✓ les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre société en date du 21 mai 2025 et se caractérisent par les principaux chiffres clés suivants, en millions de FCFA :

✓ Produit net bancaire :	: FCFA 320 178
✓ Capitaux propres :	: FCFA 650 207
✓ Résultat net positif :	: FCFA 113 960
✓ Total bilan :	: FCFA 7 724 214

Ces états financiers consolidés ont été établis dans le respect de l'instruction N° 033-11-2016 du 15 novembre 2016 de la BCEAO, relative aux états financiers sous une forme consolidée et en application des règles et méthodes édictées par le Plan Comptable Bancaire Révisé (PCB), en vigueur dans l'espace UMOA.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

1. Opinion sur les comptes consolidés annuels

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du groupe **CORIS HOLDING SA**, qui comprennent le bilan consolidé, le hors bilan Consolidé, le Compte de résultat consolidé, le tableau de variation des capitaux propres consolidés, le tableau de variation des flux de trésorerie et les notes annexes aux états financiers consolidés au **31 décembre 2025**.

A notre avis, les états financiers consolidés du groupe **CORIS HOLDING SA** constitué de la société **CORIS HOLDING SA** et de ses filiales au 31 décembre 2025, sont, dans tous leurs aspects significatifs, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine du Groupe, de sa situation financière, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire révisé (PCB) de l'UMOA.



ACECA International SA

forvis
mazars

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport.

Nous sommes indépendants du Groupe Coris Holding SA conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit de l'espace OHADA qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

En outre, nos travaux se sont déroulés dans le respect des dispositions prévues par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et celles relatives à la circulaire n° 002-2018/CB/C du 18 septembre 2018, portant sur les conditions d'exercice du Commissariat aux Comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune autre question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

4. Responsabilités des organes de la gouvernance pour les états financiers

Les responsables des organes de la gouvernance (le Conseil d'Administration et la Direction Générale) de la société sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux règles et méthodes édictées par le Plan Comptable Bancaire Révisé (PCB) de l'UMOA, ainsi que du contrôle interne qu'ils considèrent comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration et à la Direction Générale qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de son exploitation, sauf si ceux-ci ont l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.



ACECA International SA

forvis
mazars

5. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

6. Autres vérifications spécifiques

En application des dispositions de l'acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et du GIE et de celles de la circulaire n° 002-2018/CB/C portant sur les conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA, nos travaux de vérification ont porté notamment sur :

- ✓ la vérification des informations spécifiques ;
- ✓ l'organisation interne ;
- ✓ l'organisation du contrôle interne ;
- ✓ la qualité du système d'information et comptable ;
- ✓ le dispositif de gestion et la qualité des risques ;
- ✓ le respect de la réglementation.

6.1. Vérifications des informations spécifiques

6.1.1. Rapport de gestion

Selon les dispositions de l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

L'examen du rapport de gestion du Conseil d'administration adressée aux actionnaires n'appelle pas de commentaires.

6.1.2. Registre des Titres

Selon les dispositions de l'article 746-2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE révisé applicable à compter du 05 mai 2014, « la société tient à jour les registres de titres nominatifs. Le rapport du Commissaire aux comptes soumis à l'Assemblée Générale ordinaire annuelle constate l'existence des registres et donne son avis sur leur correcte tenue. Une déclaration des dirigeants attestant de la tenue conforme des registres est annexée audit rapport ».

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas d'observations à formuler sur l'existence et la tenue conforme des registres des titres nominatifs.



ACECA International SA

forv/s
mazars

6.2. Organisation interne

L'organisation interne actuelle du groupe Coris Holding SA n'appelle pas d'observation de notre part.

6.3. Evaluation de la qualité du système de contrôle interne

D'une manière générale, l'évaluation du système de contrôle interne en vigueur au sein du groupe Coris Holding SA n'a pas révélé de dysfonctionnements majeurs susceptibles de mettre en péril l'exploitation normale du groupe.

Nous avons relevé lors de la présente intervention, qu'au titre des recommandations formulées par les commissaires aux comptes au 31/12/2024, cinq (05) recommandations ont été totalement mises en œuvre et une (01) partiellement. Pour la présente intervention, quatre (04) nouvelles recommandations ont été formulées.

Les conclusions de nos travaux sur l'analyse et l'évaluation du contrôle interne font l'objet d'un apport séparé adressé à Direction Générale.

6.4. Qualité du système d'information et comptable

Le système d'information a fait l'objet d'une revue spécifique et un rapport spécial a été transmis. Par ailleurs, bien que le groupe dispose d'un logiciel de consolidation, dénommé BPC (Business Planning & Consolidation), l'ensemble des fonctionnalités dudit logiciel n'est pas encore déployé. Le logiciel n'est donc pas pleinement utilisé pour les besoins de consolidation.

6.5. Gestion et qualité des risques

Nous n'avons pas d'observation particulière à formuler sur la gestion et la qualité des risques.

6.6. Respect de la réglementation bancaire

6.6.1. Normes de gestion

Nous avons également procédé aux vérifications relatives au respect de la réglementation prudentielle. A la clôture de l'exercice au 31 décembre 2025, le Groupe a respecté toutes les normes prudentielles consolidées dont la situation se présente comme suit :



ACECA International SA

forvis
mazars

Liste des normes prudentielles	Niveau à respecter 2025	Niveau observé déc-23	Niveau observé déc-24	Niveau observé déc-25	Situation de l'établissement
A. Normes de solvabilité					
Ratio de fonds propres CET 1 (%)	$\geq 8,5\%$	12,78%	12,16%	11,88%	CONFORME
Ratio de fonds propres de base T1 (%)	$\geq 9,5\%$	13,08%	12,45%	12,12%	CONFORME
Ratio de solvabilité total (%)	$\geq 12,5\%$	13,96%	13,33%	12,85%	CONFORME
B. Norme de division des risques					
Norme de division des risques	$\leq 25\%$	19,00%	21,59%	9,10%	CONFORME
C. Ratio de levier					
Ratio de levier	$\geq 3\%$	5,30%	5,94%	5,57%	CONFORME
D. Autres normes prudentielles					
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entreprise)	$\leq 25\%$	1,05%	1,05%	10,77%	CONFORME
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (15% des fonds propres T1 de l'établissement)	$\leq 15\%$	0,03%	0,03%	0,03%	CONFORME
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs de l'établissement)	$\leq 60\%$	0,06%	0,05%	0,05%	CONFORME
Limite sur les immobilisations hors exploitation	$\leq 15\%$	8,40%	7,49%	9,22%	CONFORME
Limite sur le total des immobilisations et des participations	$\leq 100\%$	37,39%	39,23%	51,86%	CONFORME
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	$\leq 20\%$	14,89%	16,50%	15,00%	CONFORME



ACECA International SA

**forvis
mazars**

6.6.2. Rapports adressés à la Commission Bancaire

Les différents rapports, notamment, le rapport annuel sur le dispositif global de gestion des risques, le rapport annuel sur la lutte anti-blanchiment et le financement du terrorisme ainsi que le rapport sur le contrôle interne ont été transmis à bonne date aux autorités de supervision.

Ouagadougou, le 10 Avril 2026

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ACECA International SA

Jean-Baptiste SO
ACECA INTERNATIONAL S.A
 10 BP 4318 Ouagadougou 01
 Tél (+226) 25 48 88 05 (+226) 69 20 34 115
 (+226) 75 42 34 61
Jean-Baptiste SO BURKINA FASO
 Expert-Comptable
 Inscrit au Tableau de l'Ordre
 National des Experts-Comptables et
 des Comptables Agréés du Burkina Faso

Forvis Mazars

Hamadé Ouedraogo
**forvis
mazars**
Hamadé OUEDRAOGO
 Expert-Comptable
 Inscrit au Tableau de l'Ordre
 National des Experts-Comptables et
 des Comptables Agréés du Burkina Faso



ACECA International SA

**forv/s
mazars**

ANNEXES :
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
AU 31/12/2025

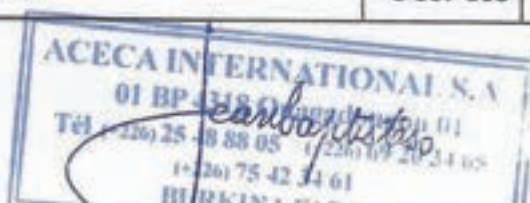
BILAN CONSOLIDE destiné à la publication			
Etat : BURKINA FASO		Etablissement : CORIS HOLDING	
20251231		CFC001	
Date d'arrêté		CIB	
		(en millions de FCFA)	
POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2024	31/12/2025
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	319 244	645 514
2	PRETS ET CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	264 704	552 663
3	PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	2 923 531	3 145 664
4	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	2 505 226	2 947 976
5	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	1 041	2 280
6	ACTIFS D'IMPOTS DIFFERE	0	0
7	COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	161 076	179 817
8	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENC	0	0
9	AUTRES PARTICIPATIONS	9 500	27 599
10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 727	9 592
11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	148 516	208 734
12	ECARTS D'ACQUISITION	0	4 376
	TOTAL DE L'ACTIF	6 337 565	7 724 214


 Coris Holding S.A.
 Directeur Général
 10, 15 et 16 rue


 ACECA INTERNATIONAL S.A.
 01 BP 4318 Ouagadougou 01
 Tél : (+226) 69 20 34 05
 (+226) 75 42 34 61
 BURKINA FASO

AS 2

BILAN CONSOLIDE destiné à la publication			
Etat : BURKINA FASO		Etablissement : CORIS HOLDING	
202512 31 CFC001 Date d'arrêté CIB		(en millions de FCFA)	
Poste	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2024	31/12/2025
1	BANQUES CENTRALES, CCP	0	0
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	1 671 334	1 765 629
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	3 908 164	5 015 048
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	61 296	76 770
5	PASSIFS D'IMPOT DIFFERE	0	0
6	COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	153 192	180 650
7	ECART D'ACQUISITION	0	0
8	PROVISIONS	26 281	35 909
9	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
10	CAPITAUX PROPRES	517 298	650 207
11	CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	367 379	464 818
12	CAPITAL ET PRIMES LIEES	25 000	57 798
13	RESERVES CONSOLIDEES	289 364	327 857
14	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	53 015	79 163
15	INTERETS MINORITAIRES	149 919	185 389
	TOTAL DU PASSIF	6 337 565	7 724 214



Handwritten signature/initials.

HORS BILAN CONSOLIDE destiné à la publication

Etat : **BURKINA FASO**Etablissement : **CORIS HOLDING**

20251231 CFC001
Date d'arrêté CIB

(en millions de FCFA)

Poste	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2024	31/12/2025
	ENGAGEMENTS DONNES	1 122 932	1 731 976
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	346 092	502 148
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	776 840	1 010 366
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	219 462
	ENGAGEMENTS RECUS	3 332 533	4 102 883
7	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	328
8	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	3 189 338	4 058 373
9	ENGAGEMENTS SUR TITRES	143 195	44 182



Handwritten signature

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

destiné à la publication

Etat : **BURKINA FASO**Etablissement : **CORIS HOLDING**

202512 31 CFC001
Date d'arrêté CIB

(en millions de FCFA)

Poste	RUBRIQUES	MONTANTS NETS	
		31/12/2024	31/12/2025
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	384 557	421 180
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	204 467	200 615
3	COMMISSIONS (PRODUITS)	69 559	79 795
4	COMMISSIONS (CHARGES)	11 599	10 332
5	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	14 609	14 774
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	3 512	3 175
7	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES	8 695	13 932
8	CHARGES DES AUTRES ACTIVITES	756	1 731
9	PRODUIT NET BANCAIRE	264 111	320 178
10	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
11	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	116 660	142 530
12	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	12 240	20 596
13	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	135 211	157 052
14	COUT DU RISQUE	54 173	31 973
15	RESULTAT D'EXPLOITATION	81 037	125 079
16	QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVA	0	0
17	GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS	632	1 393
18	RESULTAT AVANT IMPOT	81 669	126 471
19	IMPÔT SUR LES BENEFICES	5 004	12 512
20	RESULTAT NET	76 665	113 960
21	INTERETS MINORITAIRES	23 651	34 796
22	RESULTAT NET PART DU GROUPE	53 015	79 163
23	RESULTAT PAR ACTION (en FCFA)	30 666	45 584

Coris Holding

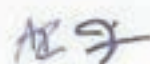
Tableau des flux de trésorerie consolidé
au 31/12/2025

ELEMENTS	POSTE	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
Résultat avant impôts	1	111 253	126 471
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2	10 102	20 598
- Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	3	0	0
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	4	57 040	31 973
+/- Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	5	0	0
+/- Gain net/perte nette des activités d'investissement	6	0	0
+/- Produits/charges des activités de financement	7	0	0
+/- Autres mouvements	8	5 840	1 393
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	9	184 236	180 433
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	10	-214 977	-519 933
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	11	329 153	884 751
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers	12	10 095	15 474
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	13	-20 910	8 718
- Impôts versés	14	-9 230	-12 512
= diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	15	94 132	378 496
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	16	278 367	558 930
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	17	-152 558	-482 087
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	18	-18 317	-65 082
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	19	-168 905	-527 170
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	20	-21 218	0
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	21	0	0
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	22	-21 218	0
EFFETS DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET LES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (D)	23	0	0
AUGMENTATION/DIMINUTION NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A+B+C+D)	24	88 244	29 760
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	25	-1 008 623	-920 379
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	26	253 096	826 724
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	27	-1 261 719	-1 747 103
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	28	-920 379	-890 519
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	29	826 724	645 514
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	30	-1 747 103	-1 536 133
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	31	88 244	29 760




Coris Holding SA
Direction Générale
B.P. 111 Ouagadougou 01 - Tél. 25 48 83 05

 
ACECA INTERNATIONAL S.A.
B.P. 1118 Ouagadougou 01
Tél (+226) 25 48 83 05 (+226) 69 20 34 05
(+226) 75 42 34 61
BURKINA FASO



Coris Holding

Tableau de variation des capitaux propres consolidés
au 31/12/2025

CAPITAUX PROPRES	CAPITAL	PRIMES LIEES AU CAPITAL	RESERVES CONSOLIDEES	RESULTAT NET PART DU GROUPE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES	CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/N-2	25 000	0	177 765	75 307	278 062	124 848	402 910
Incidences des changements de méthodes comptables ou des corrections d'erreur					0		0
CAPITAUX PROPRES AU 1/01/N-1	25 000	0	235 331	72 365	333 695	139 937	473 633
Augmentation / Réduction de capital	0				0		0
Résultat de la période				53 015	53 015	23 651	76 665
Distribution de dividendes					0		0
Changements dans les participations des filiales sans perte de contrôle					0		0
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires					0		0
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence					0		0
Autres variations			53 034	-72 365	-19 330	-13 669	-32 990
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/N-1	25 000	0	289 365	53 015	367 379	149 919	517 299
Incidences des changements de méthodes comptables ou des corrections d'erreur					0		0
CAPITAUX PROPRES AU 1/01/N	25 000	0	289 365	53 015	367 379	149 019	517 299
Augmentation / Réduction de capital	1 162	31 636			32 798		32 798
Résultat de la période				79 163	79 163	34 796	113 960
Distribution de dividendes					0		0
Changements dans les participations des filiales sans perte de contrôle					0		0
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires					0		0
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises mises en équivalence					0		0
Autres variations			38 493	-53 015	-14 522	673	-13 849
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/N	26 162	31 636	327 857	79 163	484 818	185 389	650 207


ACECA INTERNATIONAL S.A.
 BP 4318 Ouagadougou 01
 (+226) 25 48 88 05 (+226) 69 20 31 15
 (+226) 75 42 34 61
 BURKINA FASO



CORIS HOLDING SA

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

Exercice clos au 31 décembre 2025

**VERSION
DEFINITIVE**

Avril 2026



ACECA International SA

forvis
mazars

Aux
Actionnaires de la Société
CORIS HOLDING SA

01 BP 6092 Ouagadougou 01

- **OUAGADOUGOU** -
BURKINA FASO

Mesdames et Messieurs,

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRE AUX COMPTES
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE CORIS HOLDING SA**

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale de votre société, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos au **31 Décembre 2025** sur le contrôle des comptes annuels de **CORIS HOLDING SA** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les états financiers de la Société **CORIS HOLDING SA** ont été arrêtés par son Conseil d'Administration en sa séance du 10 avril 2026 et font ressortir les principaux chiffres en millions de F CFA ci-dessous :

➤ Chiffre d'affaires de	: FCFA 25 799, pour des
➤ Capitaux propres de	: FCFA 140 209, incluant un,
➤ Résultat net positif de	: FCFA 23 491, et un
➤ Total bilan de	: FCFA 260 462.

Ces états financiers ont été établis en application des règles et méthodes édictées par le Système Comptable OHADA (SYSCOHADA), le référentiel comptable en vigueur dans notre pays.

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

1. OPINION SANS RESERVE

Nous avons effectué l'audit des états financiers de **CORIS HOLDING SA**, qui comprennent le bilan, le Compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes au 31 décembre 2025.

A notre avis, les états financiers de **CORIS HOLDING SA** pour l'exercice clos au 31 décembre 2025 ci-joints sont, dans tous leurs aspects significatifs, réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2025, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (SYSCOHADA).



ACECA International SA

forvis
mazars

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) et conformément aux dispositions du Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N°01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. QUESTIONS CLES DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune autre question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

4. RESPONSABILITES DES ORGANES DE LA GOUVERNANCE POUR LES ETATS FINANCIERS

Les responsables des organes de la gouvernance (le Conseil d'Administration et la Direction Générale) de la société sont responsables de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au Système Comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des

Affaires (SYSCOHADA) révisé, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers, c'est au Conseil d'Administration et à la Direction Générale qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de son exploitation, sauf si ceux-ci ont l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.



ACECA International SA

forw/mazars

5. RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR POUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

6. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Conformément aux normes de la profession et aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, nous avons procédé aux vérifications spécifiques, dans les conditions prévues par la loi.

6.1. Rapport de gestion

Selon les dispositions de *l'article 713* de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes vérifie la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires.

6.2. Registre des Titres

Aux termes des dispositions de *l'article 746-2* de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, le commissaire aux comptes constate l'existence des registres des titres nominatifs

et donne son avis sur leur tenue conforme.

A l'issue de nos contrôles, nous n'avons pas d'observations à formuler sur l'existence et la tenue conforme des registres des titres nominatifs.



ACECA International SA

**forvis
mazars**

6.3. Rémunérations versées aux cinq (05) personnes les mieux rémunérées de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025

En application des dispositions de l'article 525 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE, nous certifions que le montant global brut des rémunérations versées aux cinq (5) personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2025 s'élève à la somme FCFA 950 023 676.

Ouagadougou, le 10 Avril 2026

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ACECA International SA


ACECA INTERNATIONAL S.A
 01 BP 4318 Ouagadougou 01
 Tel : (+226) 85 88 05 (+226) 69 20 34 05
 (+226) 75 42 34 61
BURKINA FASO
Jean-Baptiste SO
 Expert Comptable
 Inscrit au Tableau de l'Ordre
 National des Experts-Comptables et
 des Comptables Agréés du Burkina Faso

Forvis Mazars


**forvis
mazars**
Hamadé OUEDRAOGO
 Expert Comptable
 Inscrit au Tableau de l'Ordre
 National des Experts-Comptables et
 des Comptables Agréés du Burkina Faso



ACECA International SA

**forvis
mazars**

ANNEXES :

- Etats financiers au 31/12/2025
- Attestation de tenue conforme du registre des titres nominatifs



ACECA International SA

**forvis
mazars**

Etats financiers au 31 décembre 2025

Désignation de l'entreprise : CORIS HOLDING
Numéro d'identification : 08047633 Z

Exercice clos le 31 - 12 - 2025
Durée (en mois) : 12

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	Actif	Note	Exercice clos le 31 - 12 - 2025		REF	Exercice clos le 31 - 12 - 2025		Actif	Note	Exercice clos le 31 - 12 - 2025	NET
			Brut	Amort/Déprécié		Brut	Net				NET
AO	IMMOBILISATIONS INCORPORABLES	3	6 004 928 307	8 020 837 863	CA	1 846 890 739	1 846 890 739	Capital	15	24 181 500 000	25 000 000 000
AE	Frais de recherche et de prospection		-	-	CB	-	-	Apporteurs capital non appelés (-)	13	-	-
AF	Brevets, licences, logiciels et droits similaires		6 504 928 307	-	CC	1 846 090 739	1 846 090 739	Primes liées au capital social	14	31 033 472 400	-
AG	Fonds commercial et droit au bail		-	-	CD	-	-	Ecart de réévaluation	30	-	-
AH	Autres immobilisations incorporelles		-	-	CE	-	-	Réserves indisponibles	14	5 000 000 000	5 000 000 000
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	18 813 297 104	8 878 791 899	CF	-	-	Réserves libres	14	30 000 000 000	-
AJ	Terreins (1)		1 021 485 736	444 139 720	CG	4 081 390 995	4 081 390 995	Report à nouveau (- ou +)	14	23 019 500 070	43 490 980 030
AK	(1) dont passivement en Net		63 008 330	4 787 729	CJ	40 000 000	40 000 000	Résultat net de l'exercice (+ ou -)	15	23 481 144 430	21 982 346 469
AL	(1) dont récapitulé en Net		4 096 147 820	303 782 829	CK	241 189 943	241 189 943	Subventions d'investissement	16	-	-
AM	Arriérés, agencements et installations		9 270 470 542	7 548 440 459	CL	2 015 131 245	2 015 131 245	Provisions réglementées	16	-	-
AN	Matériel, mobilier et outils technologiques		1 307 145 255	575 581 164	CM	505 009 531	505 009 531	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES	16	140 209 843 496	95 174 334 609
AO	Matériel de transport		90 232 307	-	CO	823 500 743	823 500 743	Emprunts et dettes financières diverses	16	10 703 703 957	91 296 222 353
AP	Arriérés et acomptes versés sur immobilisations	3	90 232 307	-	CA	823 500 743	823 500 743	Dettes de location acquisition	16	-	-
AQ	REMOBILISATIONS FINANCIÈRES	4	197 636 897 038	1 762 297 350	CB	168 037 288 833	168 037 288 833	Provisions pour risques et charges	16	-	-
AR	Titres de participation		130 815 151 108	1 762 297 350	CC	107 711 022 500	107 711 022 500	TOTAL DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES	16	10 703 703 957	166 479 846 863
AS	Autres immobilisations financières		61 123 746 700	-	CD	60 306 266 343	60 306 266 343	TOTAL RESSOURCES STABLES	16	218 878 840 463	131 702 008
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		230 735 386 178	18 081 947 231	CE	174 889 337 508	174 889 337 508	Dettes circulantes N.A.O	17	333 902 644	1 528 434 816
BA	ACTIF CIRCULANT N.A.O	5	27 029 700	-	CH	27 029 700	27 029 700	Clients, services reçus	7	1 033 979 305	2 012 075 133
BB	STOCKS ET ENCOURES	6	-	-	CI	-	-	Fournisseurs d'exploitation	17	3 205 445 879	3 978 207 013
BD	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILÉS	10	18 787 419 182	-	CJ	12 095 938 362	12 095 938 362	Autres dettes	18	30 202 471 711	58 086 036 211
BH	Fournisseurs, avances versées		87 400 036	-	CK	129 865 446	129 865 446	Provisions pour risques et charges	19	-	-
BI	Clients	3	9 431 202 851	-	CL	5 023 689 244	5 023 689 244	TOTAL PASSIF CIRCULANT	19	43 683 477 889	69 734 608 241
BJ	Autres créances	8	6 238 750 036	-	CM	6 441 504 673	6 441 504 673	Banques, crédits d'acompte	20	-	-
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT		18 794 449 487	-	CO	12 132 088 983	12 132 088 983	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	20	-	-
BO	Taxes de placement	9	-	-	CA	-	-	TOTAL TRESORERIE-PASSIF	20	-	-
BR	Valeurs à encaisser	10	-	-	CB	35 502 787 024	35 502 787 024	Ecart de conversion - Passif	12	-	-
BS	Remises, chèques postaux, colport	11	30 814 479 035	-	CC	35 502 787 024	35 502 787 024	TOTAL GENERAL	12	310 462 338 081	233 205 182 100
BT	TOTAL TRESORERIE- ACTIF		30 814 479 035	-	CD	-	-				
BU	Ecart de conversion -actif		-	-	CE	-	-				
BZ	TOTAL GENERAL		278 154 285 210	18 081 947 231	CF	222 208 182 104	222 208 182 104				



12

Désignation de l'entreprise : CORIS HOLDING

Exercice clos le 31 - 12 - 2025

Numéro d'identification : 00047632 Z

Durée (en mois) : 12

BILAN : ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	ACTIF	Note	Exercice clos le 31 - 12 - 2025			31/12/2024
			Brut	Amort/ Deprec	Net	Net
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	6 904 928 907	5 030 837 983	1 874 090 924	1 846 090 739
AE	Frais de recherche et de prospection		-	-	-	-
AF	Brevet, licences, logiciels et droits similaires		6 904 928 907	5 030 837 983	1 874 090 924	1 846 090 739
AG	Fonds commercial et droit au bail		-	-	-	-
AH	Autres immobilisations incorporelles		-	-	-	-
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	15 813 297 156	8 878 741 898	6 934 555 258	4 061 390 996
AJ	Terrains (1)		1 021 465 736	444 139 720	577 326 016	660 041 278
AK	(1) dont placement en Net,..... J..... Bâtiments		62 068 330	4 787 729	57 280 601	40 000 000
AL	(1) dont placement en Net,..... J..... Aménagement, agencements et installations		4 086 147 893	303 792 829	3 782 355 064	241 189 942
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques		9 276 470 142	7 149 440 466	2 127 029 686	2 615 131 245
AN	Matériel de transport		1 367 145 055	976 581 184	390 563 891	505 028 531
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	3	98 232 307	-	98 232 307	635 566 740
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4	197 938 897 808	1 782 367 350	196 156 530 458	168 037 288 533
AR	Titres de participation		136 815 151 108	1 782 367 350	135 032 783 758	107 711 022 690
AS	Autres immobilisations financières		61 123 746 700	-	61 123 746 700	60 326 265 843
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		220 755 356 178	15 691 947 231	205 063 408 947	174 680 337 008
BA	ACTIF CIRCULANT H.A.O	5	27 029 700	-	27 029 700	27 029 700
BB	STOCKS ET ENCOURS	6	-	-	-	-
BG	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES		15 757 419 757	-	15 757 419 757	12 095 038 362
BH	Fournisseurs, avances versées	17	87 460 896	-	87 460 896	129 865 445
BI	Clients	7	9 431 202 181	-	9 431 202 181	5 523 666 244
BJ	Autres créances	8	6 238 756 680	-	6 238 756 680	6 441 504 673
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT		15 784 449 457	-	15 784 449 457	12 122 958 062
BQ	Titres de placement	9	-	-	-	-
BR	Valeurs à encaisser	10	-	-	-	-
BS	Banques, chèques postaux, caisse	11	39 614 479 685	-	39 614 479 685	35 502 757 034
BT	TOTAL TRESORERIE- ACTIF		39 614 479 685	-	39 614 479 685	35 502 757 034
BU	Ecart de conversion -actif	12	-	-	-	-
BZ	TOTAL GENERAL		276 154 285 320	15 691 947 231	260 462 338 089	222 206 162 104



Handwritten signature/initials.

Numéro d'identification : 00047632 Z

Durée (en mois) : 12

BILAN : PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	PASSIF	Note	Exercice clos le 31 - 12 - 2025 NET	31/12/2024 NET
CA	Capital	13	26 161 500 000	25 000 000 000
CB	Apporteurs capital non appelé (-)	13	-	-
CD	Primes liées au capital social	14	31 636 472 400	-
CE	Ecart de réévaluation	3E	-	-
CF	Réserves indisponibles	14	5 000 000 000	5 000 000 000
CG	Réserves libres	14	30 000 000 000	-
CH	Report à nouveau (+ ou -)	14	23 919 906 678	43 490 986 020
CJ	Résultat net de l'exercice (+ ou -)		23 491 184 420	21 663 348 489
CL	Subventions d'investissement	15	-	-
CM	Provisions réglementées	15	-	-
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		140 209 063 496	95 174 334 509
DA	Emprunts et dettes financières diverses	16	76 769 796 997	61 296 222 353
DB	Dettes de location acquisition	16	-	-
DC	Provisions pour risques et charges	16	-	-
DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		76 769 796 997	61 296 222 353
DF	TOTAL RESSOURCES STABLES		216 978 860 493	156 470 556 862
DH	Dettes circulantes H.A O	5	393 682 644	131 762 068
DI	Clients, avances reçues	7	-	1 526 434 816
DJ	Fournisseurs d'exploitation	17	1 593 876 365	2 012 075 133
DK	Dettes fiscales et sociales	18	3 295 446 876	3 978 297 013
DM	Autres dettes	19	38 200 471 711	58 086 036 212
DN	Provisions pour risques et charges	19	-	-
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT		43 483 477 596	65 734 605 242
DQ	Banques, crédits d'escompte	20	-	-
DR	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	20	-	-
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF		-	-
DV	Ecart de conversion- Passif	12	-	-
DZ	TOTAL GENERAL		260 462 338 089	222 205 162 104

ACECA INTERNATIONAL S.A
 01 BP-618 Ouagadougou 01
 Tél (+226) 25 22 88 05 (+226) 69 20 34 05
 (+226) 75 42 54 01
 BURKINA FASO

182

Numéro d'identification : 00047632 Z

Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	LIBELLES	NOTE	Exercice clos le 31 - 12 - 2025		31/12/2024
			NET		NET
TA	Ventes de marchandises	A +	21	-	-
RA	Achat de marchandises	-	22	-	-
RB	Variation de stocks de marchandises	-/+	6	-	-
XA	MARGE COMMERCIALE (Somme TA à RB)			-	-
TB	Vente de produits fabriqués	B +	21	-	-
TC	Travaux, services vendus	C +	21	23 220 826 149	21 297 590 740
TD	Produits accessoires	D +	21	2 578 607 500	-
XB	CHIFFRES D'AFFAIRES (A + B + C + D)			25 799 433 649	21 297 590 740
TE	Production stockées (ou déstockage)	-/+	6	-	-
TF	Production immobilisée	+	21	-	-
TG	Subvention d'exploitation	+	21	-	-
TH	Autres produits	+	21	30 390 656	37 272 539
TI	Transferts de charges d'exploitation	+	12	2 708 532 443	227 564 139
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	-	22	-	-
RD	Variations de stocks de matières premières et fournitures liées	-/+	6	-	-
RE	Autres achats	-	22	271 296 796	259 272 534
RF	Variations des autres approvisionnements	-/+	6	-	-
RG	Transport	-	23	256 174 269	264 736 459
RH	Services extérieurs	-	24	8 098 656 390	10 473 629 205
RI	Impôts et taxes	-	25	1 483 083 686	866 866 134
RJ	Autres charges	-	26	1 721 106 196	2 069 085 293
XC	VALEUR AJOUTEE (XB+RA+RB) + (somme TE à RJ)			16 706 039 511	7 628 835 793
RK	Charges de personnel	-	27	8 305 805 637	5 541 227 699
XD	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC + RK)			8 400 233 874	2 087 608 094
TJ	Reprise d'amortissements, provisions et dépréciations	+	28	-	-
RL	Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations	-	3C&28	4 155 992 401	2 397 277 196
XE	RESULTAT D'EXPLOITATION (XD + TJ + RL)			4 244 241 473	309 689 104
TK	Revenus financiers et assimilés	+	29	26 564 538 179	31 401 645 234
TL	Reprises de provisions et dépréciations financières	+	28	1 604 415 962	-
TM	Transferts de charges financières	+	12	-	-
RM	Frais financiers et charges assimilées	-	29	7 137 707 895	6 909 536 716
RN	Dotations aux provisions et aux dépréciations financières	-	3C&28	1 784 303 299	1 802 480 013
XF	RESULTAT FINANCIER (Somme TK à RN)			19 246 942 947	22 889 628 505
XG	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XE + XF)			23 491 184 420	22 579 959 401
TN	Produits des cessions d'immobilisations	+	3D	25 000 000	-
TO	Autres produits H.A.O	+	3D	-	-
RO	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	-	3D	25 000 000	-
RP	Autres charges H.A.O	-	3D	-	896 610 912
XH	RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES (somme TN à RP)			-	896 610 912
RQ	Participations des travailleurs	-	3D	-	-
RS	Impôts sur le résultat	-	18	-	-
XI	RESULTAT NET (XG + XH + RQ + RS)			23 491 184 420	21 683 348 489

ACECA INTERNATIONAL S.A

01 BP 4318 Ouagadougou 01

Tél (+226) 25 48 88 05

(+226) 75 42 34 61

BURKINA FASO

Coris Holding
Directeur Général

E 2

Désignation de l'entreprise : CORIS HOLDING

Numéro d'identification : 00047632 Z

Durée (en mois) : 12

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	LIBELLES	NOTE	Exercice au 31/12/2025	31/12/2024
ZA	Trésorerie nette au 1 ^{er} Janvier Trésorerie actif 2017 – Trésorerie-passif 2018	A	35 502 757 034	52 690 506 717
	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
FA	Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)		27 744 108 449	24 080 625 687
FB	- Actif circulant HAO ⁽¹⁾		-	-
FC	- Variation des stocks		-	-
FD	Variation des créances et emplois assimilés		3 662 381 395	4 718 381 105
FE	+ Variation du passif circulant ⁽¹⁾		- 32 615 032 011	20 929 837 843
	Variation du BF lié aux activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE) :			
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE)	B	- 1 208 542 167	40 293 882 425
	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements			
FF	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		- 248 281 474	- 2 139 535 192
FG	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		- 4 723 211 338	- 2 607 634 154
PH	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		- 27 526 648 405	- 50 263 599 338
FI	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
FJ	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		25 000 000	40 723 280
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (somme FF à FJ)	C	- 32 473 141 217	- 54 970 045 404
	Flux de trésorerie provenant du financement des capitaux propres			
FK	+ Augmentation de capital par apports à nouveaux		32 797 972 400	-
FL	+ Subventions d'investissements reçues		-	-
FM	- Prélèvements sur le capital		-	-
FN	- Dividendes versés		- 10 733 257 503	- 16 388 421 504
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (Somme FK à FN)	D	22 064 714 897	- 16 388 421 504
	Trésorerie provenant des capitaux étrangers			
FO	+ Emprunts		42 958 485 000	23 876 834 800
FP	+ Autres dettes financières		-	-
FQ	- Remboursements des emprunts et autres dettes financières		- 27 229 803 862	- 10 000 000 000
ZE	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (Somme FO à FQ)	E	15 728 681 138	13 876 834 800
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement (D + E)	F	37 793 406 035	- 2 611 586 704
ZG	VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE DE LA PERIODE (B+C+F)	G	4 111 722 651	- 17 187 749 683
ZH	Trésorerie nette au 31 décembre (G + A)	H	39 614 479 685	35 502 757 034
	Contrôle : Trésorerie-actif N - Trésorerie-passif N			

(1) à l'exclusion des variations des créances et dettes liées aux activités d'investissement (variation des créances sur cession d'immobilisation et des dettes sur acquisition ou production d'immobilisation) et de financement (par exemple : variation des créances sur subventions d'investissements reçues).

ACECA INTERNATIONAL S.A.
01 BP 4318 Ouagadougou 01
Tél: (+226) 69 20 34 05
(+226) 75 42 34 61
BURKINA FASO



ACECA International SA

**forvis
mazars**

Attestation de tenue conforme du registre des titres nominatifs



DECLARATION DE TENUE CONFORME DU REGISTRE DE TITRES NOMINATIFS

En vertu des dispositions de l'article 746-2 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, nous déclarons que le Registre de Titres nominatifs de Coris Holding, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 26 161 500 000 FCFA dont le siège social est sis à Ouaga 2000, Boulevard de l'Insurrection Populaire des 30 et 31 octobre 2014, Immeuble Coris, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Ouagadougou sous le numéro BF-OUA-01-2013-B14-02939, IFU N°00047632 Z, 01 BP 6092 Ouagadougou 01, Burkina Faso, Tel.: (+226) 25 49 10 00, Fax: (+226) 25 31 62 68, existe et est tenu à jour conformément aux dispositions légales en vigueur.

En foi de quoi, la présente déclaration est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Ouagadougou, le 23/03/2026

Le Directeur Général



Diakarya OUATTARA

ACECA International SA

forvis
mazars

ANNEXES :

- Etats financiers au 31/12/2025
- Attestation de tenue conforme du registre des titres nominatifs

ACECA International SA

**torv/s
mazars**

Etats financiers au 31 décembre 2025

Désignation de l'entreprise : CORIS HOLDING
Numéro d'identification : 00047632 Z

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2025

Exercice clos le 31-12-2025
Durée (en mois) : 12

REF	ACTIF	Mois	Exercice clos le 31-12-2025		REF	PASSIF	Mois	Exercice clos le 31-12-2025	
			Bilan	Amort/Déprécié	Net			NET	NET
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	8 094 928 107	8 030 837 853	1 049 089 739	Capital	13	26 161 500 000	25 000 000 000
AZ	Frais de recherche et de prospection					Apports en capital non appelés (+)	13		
AF	Brevet, licence, logiciels et droits similaires		8 004 928 107	5 000 837 083	1 846 090 739	Primes liées au capital social	14	31 630 472 400	
AD	Fonds commercial et droit au bail					Ecarts de réévaluation	14		
AF	Autres immobilisations incorporelles					Réserves indisponibles	14	9 000 000 000	5 000 000 000
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	15 813 297 158	8 878 741 888	4 061 359 866	Réserves libres	14	30 000 000 000	43 490 098 000
AJ	Terreins (1)		1 021 465 706	444 130 720	605 041 276	Report à nouveau (+ ou -)	14	23 819 908 676	
AK	(1) sont placés en Net		82 568 320	4 787 729	40 000 000	Résultat net de l'exercice (+ ou -)	14	23 481 184 429	21 683 348 400
AL	(1) sont placés en Net		4 096 147 860	303 762 879	3 411 169 942	Subventions d'investissement	14		
AM	Aménagement, agencement et installations		9 276 470 142	7 149 440 456	2 015 131 245	Provisions réglementées	14		
AN	Matériel, mobilier et actifs biologiques		1 307 145 255	576 081 154	505 028 521	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSEMBLÉES	14	140 208 943 486	165 174 324 000
AP	Mobilier de transport					Emprunts et autres financements diversifiés	14	70 749 700 957	81 206 222 350
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations		90 232 307		635 503 740	Dettes de location acquisition	14		
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	4	187 838 887 888	1 782 367 360	168 637 389 633	Provisions pour risques et charges	14		
AR	Titres de participation		136 815 151 128	1 782 367 360	107 711 622 860	TOTAL DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSEMBLÉES	14	70 749 700 957	81 206 222 350
AS	Autres immobilisations financières		51 123 740 700		60 926 766 773	TOTAL RESSOURCES STABLES	14	161 258 233 383	186 479 546 350
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILIER	5	220 735 336 178	15 891 847 211	174 889 327 008	Dettes circulantes H.A.O	14	254 078 869 483	131 762 008
BA	ACTIF CIRCULANT H.A.O	6	27 029 700		27 029 700	Clients, avances reçues	14	363 662 044	1 526 424 816
BB	STOCKS ET ENCOURS	7	15 787 419 787		12 095 938 362	Fournisseurs d'exploitation	14	1 900 876 265	2 012 075 133
BC	CREANCES ET EMPLOIS ASSEMBLÉS	8	87 400 000		129 865 445	Dettes fiscales et sociales	14	3 205 448 876	3 078 207 013
BD	Fournisseurs, avances versées		9 431 202 181		5 923 068 244	Autres dettes	14	28 202 471 711	58 086 030 212
BE	Clients		6 208 795 089		8 441 504 873	Provisions pour risques et charges	14		
BF	Autres créances		15 784 449 457		13 122 688 963	TOTAL PASSIF CIRCULANT	14	43 493 477 686	85 734 686 242
BG	Titres de placement	9				Banques, crédits d'escompte	14		
BH	Autres à encaisser					Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	14		
BI	Banques, chèques postaux, valeurs	10	30 614 479 035		35 502 757 034	TOTAL TRESORERIE-PASSIF	14		
BJ	TOTAL TRESORERIE-ACTIF	11	38 814 479 035		38 814 757 034	Ecarts de conversion Passif	14		
BK	Ecarts de conversion actif	12				TOTAL GENERAL	14	250 462 326 085	222 205 161 594
BL	TOTAL GENERAL	13	278 184 285 329	16 091 847 211	222 205 161 594				



AFCEC INTERNATIONAL S.A.
Société par actions
Siège social : 1318 Bangadougou 01
Tél : (+226) 25 48 88 05 / (+226) 69 20 34 05
(+226) 75 42 34 61
BURKINA FASO



182

Désignation de l'entreprise : CORIS HOLDING

Exercice clos le 31 - 12 - 2025

Numéro d'identification : 00047632 Z

Durée (en mois) : 12

BILAN : ACTIF AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	ACTIF	Note	Exercice clos le 31 - 12 - 2025			31/12/2024
			Brut	Amort/ Deprec	Net	Net
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	6 904 928 907	5 030 837 983	1 874 090 924	1 846 090 739
AE	Frais de recherche et de prospection		-	-	-	-
AF	Brevet, licences, logiciels et droits similaires		6 904 928 907	5 030 837 983	1 874 090 924	1 846 090 739
AG	Fonds commercial et droit au bail		-	-	-	-
AH	Autres immobilisations incorporelles		-	-	-	-
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	15 813 297 156	8 878 741 898	6 934 555 258	4 061 390 996
AJ	Terrains (1)		1 021 465 736	444 139 720	577 326 016	660 041 278
AK	Bâtiments		62 068 330	4 787 729	57 280 601	40 000 000
AL	Aménagement, agencements et installations		4 086 147 893	303 792 829	3 782 355 064	241 189 942
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques		9 278 470 142	7 149 440 456	2 127 029 686	2 615 131 245
AN	Matériel de transport		1 367 145 055	976 581 164	390 563 891	505 028 531
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	3	96 232 307	-	96 232 307	635 566 740
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4	197 938 897 808	1 782 367 350	196 156 530 458	168 037 288 533
AR	Titres de participation		136 815 151 108	1 782 367 350	135 032 783 758	107 711 022 690
AS	Autres immobilisations financières		61 123 746 700	-	61 123 746 700	60 326 265 843
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		220 755 356 178	15 691 947 231	205 063 408 947	174 580 337 008
BA	ACTIF CIRCULANT H.A.O	5	27 029 700	-	27 029 700	27 029 700
BB	STOCKS ET ENCOURS	6	-	-	-	-
BG	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES		15 757 419 757	-	15 757 419 757	12 085 030 362
BH	Fournisseurs, avances versées	17	87 480 896	-	87 480 896	129 865 445
BI	Clients	7	9 431 202 181	-	9 431 202 181	5 523 666 244
BJ	Autres créances	8	6 238 756 680	-	6 238 756 680	6 441 504 673
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT		15 784 449 457	-	15 784 449 457	12 122 068 062
BQ	Titres de placement	9	-	-	-	-
BR	Valeurs à encaisser	10	-	-	-	-
BS	Banques, chèques postaux, caisse	11	39 614 479 685	-	39 614 479 685	35 502 757 034
BT	TOTAL TRESORERIE- ACTIF		39 614 479 685	-	39 614 479 685	35 502 757 034
BU	Ecart de conversion -actif	12	-	-	-	-
BZ	TOTAL GENERAL		276 154 285 320	15 691 947 231	260 462 338 089	222 205 162 164



K2

Numéro d'identification : 00047632 Z

Durée (en mois) : 12

BILAN : PASSIF AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	PASSIF	Note	Exercice clos le 31 12 - 2025 NET	31/12/2024 NET
CA	Capital	13	26 161 500 000	25 000 000 000
CB	Apporteurs capital non appelé (-)	13	-	-
CD	Primes liées au capital social	14	31 636 472 400	-
CE	Ecart de réévaluation	3E	-	-
CF	Réserves indisponibles	14	5 000 000 000	5 000 000 000
CG	Réserves libres	14	30 000 000 000	-
CH	Report à nouveau (+ ou -)	14	23 919 906 678	43 490 986 020
CJ	Résultat net de l'exercice (+ ou -)		23 491 184 420	21 683 348 489
CL	Subventions d'investissement	15	-	-
CM	Provisions réglementées	15	-	-
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		140 209 063 496	95 174 334 509
DA	Emprunts et dettes financières diverses	16	76 769 796 997	61 296 222 353
DB	Dettes de location acquisition	16	-	-
DC	Provisions pour risques et charges	16	-	-
DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		76 769 796 997	61 296 222 353
DF	TOTAL RESSOURCES STABLES		216 978 860 493	156 470 556 862
DH	Dettes circulantes H.A O	5	393 682 644	131 762 068
DI	Clients, avances reçues	7	-	1 526 434 816
DJ	Fournisseurs d'exploitation	17	1 593 876 365	2 012 075 133
DK	Dettes fiscales et sociales	18	3 295 446 876	3 978 297 013
DM	Autres dettes	19	38 200 471 711	58 086 036 212
DN	Provisions pour risques et charges	19	-	-
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT		43 483 477 596	65 734 605 242
DQ	Banques, crédits d'escompte	20	-	-
DR	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	20	-	-
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF		-	-
DV	Ecart de conversion- Passif	12	-	-
DZ	TOTAL GENERAL		260 462 338 089	222 206 162 104



ME2

Numéro d'identification : 00047632 Z

Durée (en mois) : 12

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	LIBELLES	NOTE	Exercice clos le 31 - 12 - 2025	31/12/2024
			NET	NET
TA	Ventes de marchandises	A + 21	-	-
RA	Achat de marchandises	- 22	-	-
RB	Variation de stocks de marchandises	-/+ 6	-	-
XA	MARGE COMMERCIALE (Somme TA à RB)		-	-
TB	Vente de produits fabriqués	B + 21	-	-
TC	Travaux, services vendus	C + 21	23 220 826 149	21 297 590 740
TD	Produits accessoires	D + 21	2 578 607 500	-
XB	CHIFFRES D'AFFAIRES (A + B + C + D)		25 799 433 649	21 297 590 740
TE	Production stockées (ou déstockage)	-/+ 6	-	-
TF	Production immobilisée	+ 21	-	-
TG	Subvention d'exploitation	+ 21	-	-
TH	Autres produits	+ 21	30 390 656	37 272 539
TI	Transferts de charges d'exploitation	+ 12	2 706 532 443	227 564 139
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	- 22	-	-
RD	Variations de stocks de matières premières et fournitures liées	-/+ 6	-	-
RE	Autres achats	- 22	271 286 796	259 272 534
RF	Variations des autres approvisionnements	-/+ 6	-	-
RG	Transport	- 23	256 174 269	264 736 459
RH	Services extérieurs	- 24	8 098 656 390	10 473 629 205
RI	Impôts et taxes	- 25	1 483 083 586	866 868 134
RJ	Autres charges	- 26	1 721 106 196	2 069 085 293
XC	VALEUR AJOUTEE (XB+RA+RB) + (somme TE à RJ)		16 706 039 511	7 628 835 793
RK	Charges de personnel	- 27	8 305 805 637	5 541 227 699
XD	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC + RK)		8 400 233 874	2 087 608 094
TJ	Reprise d'amortissements, provisions et dépréciations	+ 28	-	-
RL	Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations	- 3C&28	4 155 992 401	2 397 277 198
XE	RESULTAT D'EXPLOITATION (XD + TJ + RL)		4 244 241 473	309 669 104
TK	Revenus financiers et assimilés	+ 29	28 564 538 179	31 401 645 234
TL	Reprises de provisions et dépréciations financières	+ 28	1 604 415 962	-
TM	Transferts de charges financières	+ 12	-	-
RM	Frais financiers et charges assimilées	- 29	7 137 707 895	6 909 538 716
RN	Dotations aux provisions et aux dépréciations financières	- 3C&28	1 784 303 299	1 602 480 013
XF	RESULTAT FINANCIER (Somme TK à RN)		19 246 942 947	22 899 628 505
XG	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XE + XF)		23 491 184 420	22 579 959 401
TN	Produits des cessions d'immobilisations	+ 3D	25 000 000	-
TO	Autres produits H.A.O	+ 3D	-	-
RO	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	- 3D	25 000 000	-
RP	Autres charges H.A.O	- 3D	-	-
XH	RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES (somme TN à RP)		-	896 610 912
RQ	Participations des travailleurs	- 3D	-	896 610 912
RS	Impôts sur le résultat	- 18	-	-
XI	RESULTAT NET (XG + XH + RQ + RS)		23 491 184 420	21 683 348 489

[Signature]
 Direction Générale
 Forvis Mazars
 Tel: 25 31 05 03 / 70 20 99 20

[Signature]
 Coris Holding
 Directeur Général
 Ouagadougou 01 - Tel: 25 48 88 05

ACECA INTERNATIONAL S.A
 01 BP 4318 Ouagadougou 01
 Tel (+226) 25 48 88 05
 (+226) 75 42 34 61
 BURKINA FASO
[Signature]

[Signature]

Numéro d'identification : 00047632 Z

Exercice clos le 31 - 12 - 2025

Durée (en mois) : 12

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2025

REF	LIBELLES	NOTE	Exercice au 31/12/2025	31/12/2024
ZA	Trésorerie nette au 1 ^{er} Janvier Trésorerie actif 2017 – Trésorerie-passif 2018	A	35 502 757 034	52 690 506 717
	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
FA	Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)		27 744 108 449	24 080 625 687
FB	- Actif circulant HAO ⁽¹⁾		-	-
FC	- Variation des stocks		-	-
FD	Variation des créances et emplois assimilés		3 662 381 395	4 716 381 105
FE	+ Variation du passif circulant ⁽¹⁾		- 32 615 032 011	20 929 637 843
	Variation du BF lié aux activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE) :			
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE)	B	- 1 268 542 167	40 293 882 425
	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements			
FF	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		- 248 281 474	- 2 139 535 192
FG	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		- 4 723 211 338	- 2 607 634 154
FH	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		- 27 526 648 405	- 50 263 599 338
FI	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
FJ	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		25 000 000	40 723 280
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (somme FF à FJ)	C	- 32 473 141 217	- 54 970 045 404
	Flux de trésorerie provenant du financement des capitaux propres			
FK	+ Augmentation de capital par apports à nouveaux		32 797 972 400	-
FL	+ Subventions d'investissements reçues		-	-
FM	- Prélèvements sur le capital		-	-
FN	- Dividendes versés		- 10 733 257 503	- 16 388 421 504
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (Somme FK à FN)	D	22 064 714 897	- 16 388 421 504
	Trésorerie provenant des capitaux étrangers			
FO	+ Emprunts		42 958 495 000	23 876 834 800
FP	+ Autres dettes financières		-	-
FQ	- Remboursements des emprunts et autres dettes financières		- 27 229 603 662	- 10 000 000 000
ZE	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (Somme FO à FQ)	E	15 728 891 338	13 876 834 800
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement (D + E)	F	37 793 406 035	- 2 511 586 704
ZG	VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE DE LA PERIODE (B+C+F)	G	4 111 722 651	- 17 187 749 683
ZH	Trésorerie nette au 31 décembre (G + A)	H	39 614 479 685	35 502 757 034
	Contrôle : Trésorerie-actif N - Trésorerie-passif N			

(1) à l'exclusion des variations des créances et dettes liées aux activités d'investissement (variation des créances sur cession d'immobilisation et des dettes sur acquisition ou production d'immobilisation) et de financement (par exemple : variation des créances sur subventions d'investissements reçues).



15-2



ACECA International SA

torvus
mazars

Attestation de tenue conforme du registre des titres nominatifs



DECLARATION DE TENUE CONFORME DU REGISTRE DE TITRES NOMINATIFS

En vertu des dispositions de l'article 746-2 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, nous déclarons que le Registre de Titres nominatifs de Coris Holding, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 26 161 500 000 FCFA dont le siège social est sis à Ouaga 2000, Boulevard de l'Insurrection Populaire des 30 et 31 octobre 2014, Immeuble Coris, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Ouagadougou sous le numéro BF-OUA-01-2013-B14-02939, IFU N°00047632 Z, 01 BP 6092 Ouagadougou 01, Burkina Faso, Tel.: (+226) 25 49 10 00, Fax: (+226) 25 31 62 68, existe et est tenu à jour conformément aux dispositions légales en vigueur.

En foi de quoi, la présente déclaration est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Ouagadougou, le 23/03/2026

Le Directeur Général



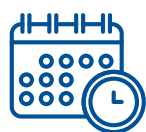
Diakarya OUATTARA



XI

SYNOPTIQUE DU GROUPE

XI. SYNOPTIQUE DU GROUPE



+15

ans d'existence



10

pays de présence
en Afrique



1

Introduction en
bourse



32

Administrateurs
non exécutifs



28

Administrateurs
Indépendants



3

Séances de Conseil
d'Administration à Coris
Holding et au niveau des
filiales



3

ans de durée de
mandat

Team Management



M. Diakarya OUATTARA
Directeur Général



Mme Alice KABORE
Directeur Général Adjoint en charge
du Support et des Technologies



M. Ablassé Wendé-Gouda ILBOUDO
Directeur Général Adjoint en charge
de la Stratégie et du Développement



M. Chales SAVADOGO
Inspecteur Général



M. Daouda OUATTARA
Directeur de la Conformité



M. Henri YAPO
Directeur des Risques



M. Talekaye ROMBA
Directeur du Capital Humain & de
l'Administration Générale



M. Rasmané OUEDRAOGO
Directeur de la Gouvernance et de la
Transformation



M. Alexandre Z. ALDA. DABIRE
Directeur des Affaires Juridiques
& du Contentieux



M. Moumini KOWE
Directeur du Marketing
& de la Communication



M. Ousseni ILBOUDO
Directeur de la Finance Islamique



M. Seydou SANOU
Directeur des Engagements



M. Jean Jacques SEBGO
Directeur de la Trésorerie et des
Partenariats



M. Papa Laya WADE
Directeur des Innovations, de la Data
et des Opérations



M. Cyr Montan François AOUBA
Adjoint du Directeur des Innovations,
de la Data et des Opérations



M. Clément COMBARY
Directeur du Système d'Information



M. Zakaria TOU
Adjoint du Directeur du Système
d'Information



M. Mikael ZOURE
Directeur Commercial



M. Boris SONNY
Responsable de la Qualité et
de la Responsabilité Sociale et
Environnementale



Mme Farida SIDIBE / NASSA
Responsable de la Stratégie
et de la Croissance



- Confiance
- Originalité
- Responsabilité
- Intégrité
- Sociabilité



Notre ambition, vous accompagner
dans la réalisation de vos projets